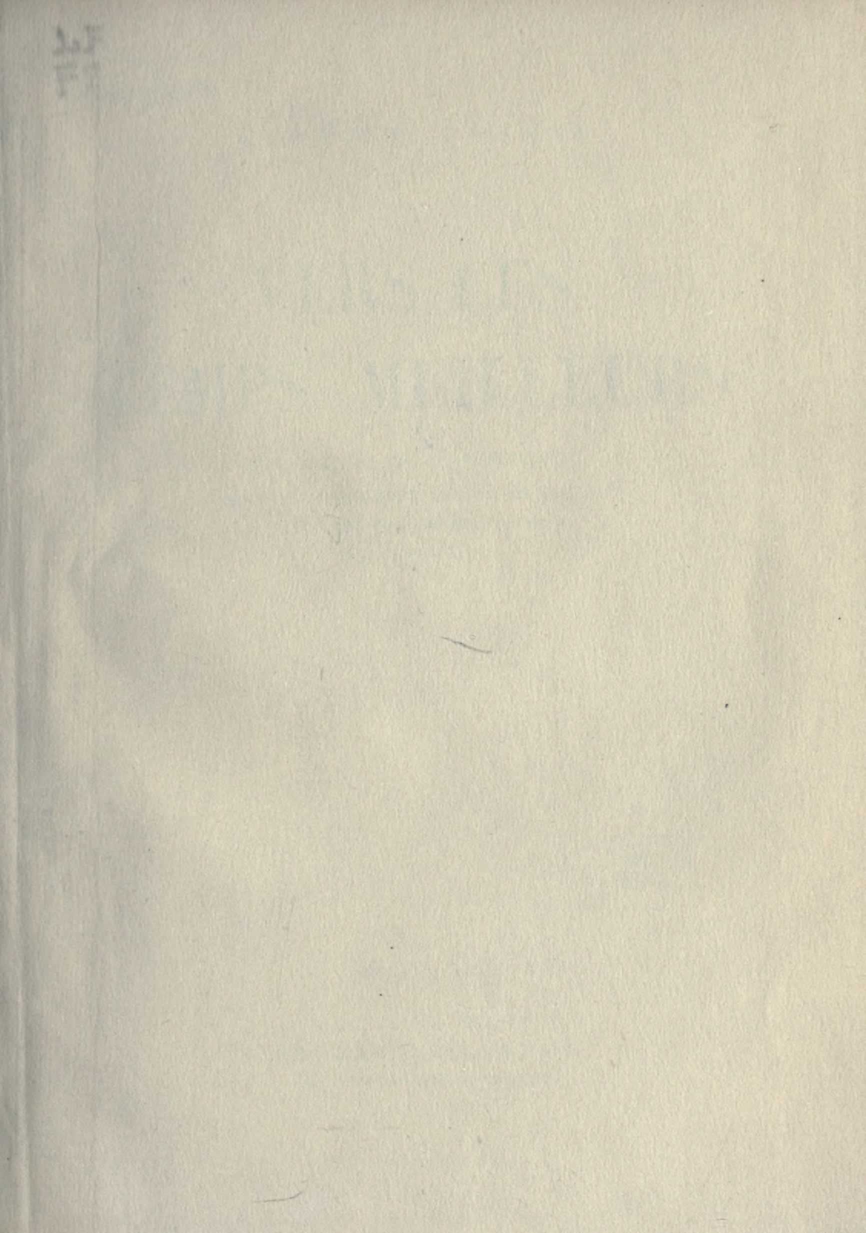
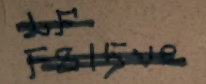

UNIV.OF
TORONTO
LIBRARY


UNIVERSITY OF TORONTO
VELUT ARBOR ÆVO





ANATOLE FRANCE

VERS LES TEMPS MEILLEURS

DÉCORÉ DE ONZE PORTRAITS

DESSINÉS PAR AUGUSTE LEROUX ET STEINLEN

ET GRAVÉS PAR ERNEST FLORIAN

ET PERRICHON



ÉDITIONS D'ART
ÉDOUARD PELLETAN
125, Boulevard Saint-Germain, 125
PARIS
—
1906


AUGUSTE LEROUX
1906

PROPOS DE L'ÉDITEUR

Paris, le 1er mai 1906.



Voici, très au complet, les discours et allocutions d'Anatole France. Ils embrassent une période de temps déjà longue, — du 29 novembre 1898 au 24 février 1906, — près de huit années qui ne comprennent pas moins de quarante-six discours, allocutions ou lettres.

Aucune de ces excellentes paroles n'a été omise et nous nous sommes interdit de faire un choix. Car toutes ces pages, dont certaines ne contiennent que quelques lignes, renferment encore une pensée originale et fortement exprimée.

Une raison majeure nous poussait, — en dehors de l'absolu respect que nous avons pour tout ce que produit cet éminent et noble esprit, — à ne rien supprimer de ces discours et de ces allocutions. C'est que, à l'exception de quelques phrases brèves, — et encore étaient-

elles méditées, — tout le reste a été posément pensé et écrit. Anatole France n'est pas un orateur. Il ne cède pas à l'improvisation verbale. Il ne parle à la foule que la plume à la main, ce qui fait que ses discours, loin de perdre quelque chose à la lecture, y gagnent ce que la lecture réfléchie ajoute de méditation à la pensée exprimée, en même temps qu'elle lui permet de mieux pénétrer les intelligences et d'accomplir ainsi tout son dessein. La lecture met davantage en valeur la couleur, la justesse du verbe et le rythme ailé de la période. Comme la seule fièvre incluse en ces discours est dans le fond et non dans le débit, ils la conservent tout entière et elle émane de ces pages, comme naguère elle émanait de la propre voix de l'écrivain.

Quant à l'utilité de publier ces discours, nul parmi les républicains, nul parmi les amis des lettres, ne la contestera. Ils sont la manifestation la plus éclatante de la générosité de cœur, de la belle vision de l'esprit, du sens politique de celui dont on se plaisait jadis à railler le dilettantisme. On ne le connaissait pas alors !

Anatole France, en se jetant dans la mêlée, lors de l'affaire Dreyfus, a bien compris d'abord que la forme républicaine devait être intangible, et ensuite que la République ne remplirait toute sa fonction que lorsque le prolétariat serait incorporé définitivement à la société moderne, comme l'avait proclamé, dès 1822, Auguste Comte.

Parallèlement, France a constamment honoré l'art et la beauté. Trois pièces de ces volumes en témoignent particulièrement, les toasts à Eugène Carrière et à

Steinlen et l'allocution sur l'unité de l'art. Nous ne pouvons, dans cet ordre d'idées, résister à la tentation de ressortir aussi le magistral discours de Tréguier (1), *parfait exemple d'histoire concise et de philosophie sereine. La réponse de Pallas-Athènè, qui termine ce discours, est une des plus nobles pages et des plus harmonieuses qui aient jamais été écrites, plus belle encore que l'admirable* PRIÈRE SUR L'ACROPOLE *qui l'a inspirée.*

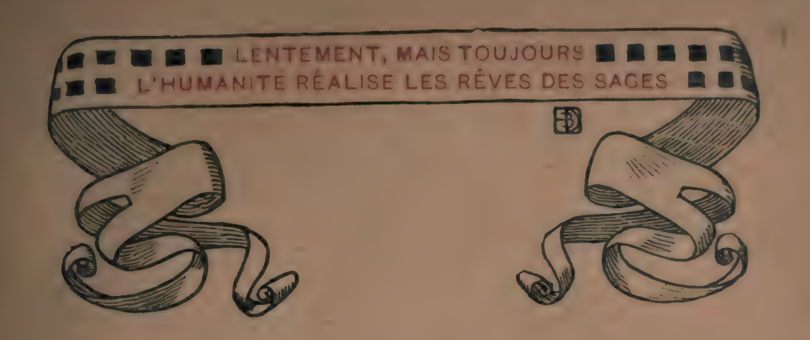
C'était servir la même cause que de publier dans cette Bibliothèque destinée aux Prolétaires, les paroles qui s'adressèrent, pour la plupart, aux Prolétaires. Nous y avons ajouté, pour les magnifier, une série de portraits, sobres et expressifs, dessinés par Bellery-Desfontaines, Auguste Leroux et Steinlen. C'est notre contribution spéciale à l'éducation du peuple, et notre hommage personnel à ceux que ces pages honorent.

La propagande sera ainsi plus complète. Le vent qui emporte les paroles, mais pour les faire germer, emportera aussi ces petits volumes et en répandra la substance.

Nous en verrons naître, un jour prochain, la floraison des esprits libres !

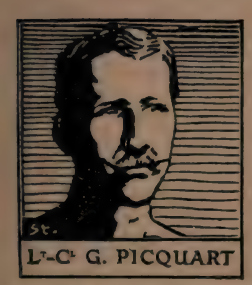
ÉDOUARD PELLETAN.

(1) *Nous devons à l'obligeance de MM. Calmann-Lévy d'avoir pu donner ce discours. Nous les en remercions vivement.*



Meeting organisé par des professeurs et des étudiants de l'Université, dans la salle du Pré-aux-Clercs (1).

Citoyens !



Lt-Cl G. PICQUART

Point de vaines paroles. Des actes ! Ne nous séparons pas sans avoir pris l'engagement solennel d'arracher le colonel Picquart à la haine intéressée

(1) Le lundi 28 novembre 1898, un meeting, organisé par des professeurs et des étudiants de l'Université, fut tenu dans la salle du Pré-aux-Clercs, sous la présidence de M. Duclaux, ayant pour assesseurs MM. Anatole France et Paul Reclus. L'assemblée décerna à l'unanimité la présidence d'honneur au colonel Picquart, alors détenu dans la prison du Cherche-Midi.

M. Anatole France prononça, avant la clôture de la séance, les quelques paroles ci-dessus.

de Mercier et de Boisdeffre, à la bêtise désastreuse de Zurlinden, à l'égoïsme tortueux et bas de Félix Faure, aux ruses et aux violences de tous les criminels de l'État-major conjurés pour perdre l'héroïque dénonciateur de leurs crimes.

Citoyens !

Ne nous séparons pas sans prendre l'engagement solennel de travailler tous selon notre pouvoir et nos forces à la suppression des conseils de guerre.



Allocution prononcée au grand meeting (1) tenu en l'honneur du Lieutenant-Colonel Picquart, le 3 décembre 1898.

Citoyens !



Nous sommes ici pour réclamer la réparation éclatante des iniquités commises et pour empêcher, s'il est possible, que l'on n'en commette de nouvelles. Quelle force avons-nous pour cela ? La plus douce et la plus invincible des forces, la raison. Nous aurons raison parce que nous avons raison. Félix Faure, Billot et le blême Méline voulaient cacher la forfaiture de Mercier dans des ténèbres impénétrables et faire sur la victime un silence mortel. Ils n'ont pas pu. Quand ils se taisaient, on voyait qu'ils mentaient.

Puis Cavaignac est venu révéler l'infamie de l'Etat-major. Il l'a révélée sans la voir, aveuglé d'orgueil, de suffisance et d'ambition. Il l'a révélée en

(1) Ce meeting eut lieu dans la salle du Grand-Orient, sous la présidence de M. Duclaux, ayant pour assesseurs MM. Anatole France et Paul Reclus.

la niant impudemment ! Homme absurde qui se fait en même temps justicier et complice, sinistre Gribouille qui, de peur du méprisable orage dont le menaçaient les criminels, va se noyer dans leur crime.

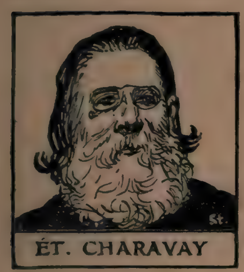
Et maintenant encore le Cavaignac ne s'avoue pas dupe, Mercier et ses complices ne s'avouent pas coupables. Ils préparent de nouveaux mensonges et de nouvelles forfaitures. Ils les préparent en vain. L'opinion publique est avertie, et déjà la conscience universelle s'alarme. La lumière se lève.

Et nous, Citoyens, réunis pour la défense du droit, nous ne ferons entendre que le langage de la justice et de la raison, mais nous le ferons entendre avec un bruit de tonnerre.



Discours prononcé
aux obsèques d'Étienne Charavay
(Cimetière Montparnasse),
le 6 octobre 1899.

Messieurs,



ÉT. CHARAVAY

Je n'ai point à redire ce qui vient d'être bien dit avec autorité (1). Je n'ai point à vous retracer la vie si bonne, si bienfaisante, si pleine d'œuvres d'Étienne Charavay. Je viens faire mes adieux à mon plus vieil ami, voilà tout. Ce devoir veut être accompli moins avec des paroles qu'avec de muettes pensées, et ma douleur me conseille le silence. Pourtant il faut parler, il faut rendre témoignage. Moi qui l'ai bien connu, je dois dire : c'était un homme excellent.

Il m'est plus présent que jamais, depuis qu'il n'est plus, ce compagnon de tant d'années. Je le retrouve à tous les moments de ma vie et de la sienne, depuis l'enfance jusqu'à la vieillesse approchée. Et voici

(1) MM. Étienne Jacquin, Émile Javal, Gaston Raynaud, Herbet, Paul Beurdeley, Jules Claretie, Jules Guiffrey et Adrien Duvand avaient pris la parole avant M. Anatole France.

que je confonds dans mon imagination endolorie tous les aspects d'un demi-siècle, depuis son visage rond et rose d'enfant jusqu'à cette barbe blanche que l'âge lui fit et qui allait bien à sa bonhomie respectable. Et je retrouve sur tout ce visage les mêmes yeux gais et spirituels, le même sourire bienveillant, le même air de finesse et de bonté, la même jeunesse d'âme. C'est qu'Étienne Charavay n'a jamais changé. Ses pensées, ses facultés se sont développées d'un cours égal et continu. Sa vie a coulé comme un ruisseau qui s'élargit insensiblement, et garde tout le long de son cours la limpidité de sa source.

Issu d'une famille de bons Lyonnais très laborieux, très affectueux, très unis malgré des ardeurs contraires en politique et en religion, Étienne Charavay devint chef de famille au sortir de l'enfance. Il soutint la maison, il accomplit ses grands devoirs avec ce courage souriant, cette bonté spirituelle, qui le rendaient si aimable. Ceux de vous qui l'ont connu vers 1868 savent ce qu'il y avait de bonne grâce dans sa jeunesse patriarcale.

Il aurait pu se contenter d'exercer ce commerce d'autographes qui, au point où l'avait porté son père, touchait à l'érudition. Mais l'activité de son esprit le porta bien au-delà du cercle tracé. Il avait le goût inné des recherches historiques. Son instruction classique était très complète, et l'École des Chartes l'avait formé aux bonnes méthodes. Il fit un si exact emploi de son temps, que, tout en travaillant pour les siens, il put fournir une belle carrière

d'érudit, et poursuivre ces études historiques qui veulent tant de zèle obscur et de désintéressement. Il inséra notamment d'importantes études dans *la Révolution française*, cette revue à laquelle l'attachaient et son amour de l'histoire et sa foi républicaine. Il laisse le vaste monument inachevé de la *Correspondance de Carnot*. C'est sous la présidence du petit-fils du conventionnel qu'il commença ce grand travail. Je lui ai entendu tenir à cette époque un propos queje veux rappeler, parce qu'il est exemplaire. Comme on lui demandait si le Président de la République ne souhaiterait pas qu'on fît quelques suppressions dans les lettres de son grand-père, Charavay répondit : « Je renoncerai à faire cette publication plutôt que de consentir à en retrancher une ligne. » Il n'affectait pas la rudesse, bien au contraire ; il était aussi accommodant que possible. Mais il était honnête et respectait les textes.

Il menait avec beaucoup d'application toutes ses entreprises. Et il prenait toujours sa tâche au sérieux. Son orgueil modeste était de bien faire. Dans ses publications historiques, dans les recherches qu'il entreprenait si volontiers pour ses amis, dans les enquêtes auxquelles il se livrait pour s'instruire, il apportait ce souci de l'exactitude qui, si l'on considère les motifs qui l'inspirent et le soin qu'il donne, doit être tenu pour une marque de probité intellectuelle.

Cette bonne foi dont sa vie était tissue parut dans le dernier acte public qui lui fut donné d'accomplir.

Vous venez d'entendre le récit émouvant de cet acte honorable. Je n'ai donc pas à redire ici, qu'appelé à intervenir comme expert en écriture dans cette affaire qui remua la France et le monde, Charavay fit, avec sa conscience accoutumée, une première expertise dont les conclusions ne lui parurent plus soutenables quand de nouveaux éléments de conviction furent produits. Avec quelle loyauté, avec quelle droiture, avec quelle noble sincérité il reconnut son erreur, vous le savez ! Et vous savez aussi avec quel mépris douloureux il repoussa les insinuations de la calomnie.

Ceux qui l'ont vu depuis vous diront que, souffrant et menacé d'une fin soudaine, il était tranquille, heureux, et qu'il goûtait la joie du devoir accompli.

Tranquille, heureux, il l'était naturellement et par inclination. Sa vie ne fut point exempte de peines. Il ne se consola jamais de la perte d'un fils dont il considérait la vie comme la suite nécessaire de la sienne. Pourtant il goûta sa part de bonheur sur la terre. Je le dis à sa louange, car son bonheur fut le produit de sa sagesse et de sa bonté. Laborieux et probe, artisan de sa fortune, il la fit modeste et sûre. Il ne l'établit point sur les biens qui passent et qui trompent, sur le gain et le lucre ; il la constitua en bonne foi, en dévouement aux siens, en sainte amitié, en amour des lettres et du bien public. Et il eut la joie d'être bon.

Adieu, ami. Ta mémoire m'est douce autant que ta perte m'est cruelle.

Allocution prononcée à la fête inaugurale de l' « Émancipation » (1), le 21 novembre 1899.

Citoyennes et Citoyens,

L'association que nous inaugurons aujourd'hui est formée pour l'étude. Ce sont des hommes qui se réunissent pour penser en commun. Vous voulez acquérir des connaissances qui donneront à vos idées de l'exactitude et de l'étendue et qui vous enrichiront ainsi d'une richesse intérieure et véritable. Vous voulez apprendre pour comprendre et retenir, au rebours de ces fils de riches qui n'étudient que pour passer des examens et qui, l'épreuve finie, ont hâte de débarrasser leurs cerveaux de leur science, comme d'un meuble encombrant. Votre désir est plus noble et plus désintéressé. Et comme vous vous proposez de travailler à votre propre développement, vous rechercherez ce qui est vraiment utile et ce qui est vraiment beau.

Les connaissances utiles à la vie ne sont pas seulement celles des métiers et des arts. S'il est nécessaire que chacun sache son métier, il est utile à chacun d'interroger la nature qui nous a formés et la société

(1) Université populaire du XV[e] arrondissement.

dans laquelle nous vivons. Quel que soit notre état parmi nos semblables, nous sommes avant tout des hommes et nous avons grand intérêt à connaître les conditions nécessaires de la vie humaine. Nous dépendons de la terre et de la société, et c'est en recherchant les causes de cette dépendance que nous pourrons imaginer les moyens de la rendre plus facile et plus douce. C'est parce que les découvertes des grandes lois physiques qui régissent les mondes ont été lentes, tardives, longtemps renfermées dans un petit nombre d'intelligences, qu'une morale barbare, fondée sur une fausse interprétation des phénomènes de la nature, a pu s'imposer à la masse des hommes et les soumettre à des pratiques imbéciles et cruelles.

Croyez-vous, par exemple, Citoyens, que, si les savants avaient connu plus tôt la vraie situation du globe terrestre tournant en compagnie de quelques autres globes, ses frères, autour d'un soleil qui nage lui-même dans l'espace infini, peuplé d'une multitude d'autres soleils, pères ardents et lumineux d'une multitude de mondes, — pensez-vous que, si dans les siècles anciens un grand nombre d'hommes avaient eu cette juste idée de l'univers et y avaient suffisamment attaché leur pensée, c'eût été possible de les effrayer en leur faisant croire qu'il y a sous terre un enfer et des diables ? C'est la science qui nous affranchit de ces vaines terreurs, que certes vous avez rejetées loin de vous. Et ne voyez-vous pas que de l'étude de la nature vous tirerez une

foule de conséquences morales qui rendront votre pensée plus assurée et plus tranquille ?

La connaissance de l'être humain n'est pas moins profitable. En suivant les transformations de l'homme depuis l'époque où il vivait nu, armé de flèches de pierre, dans des cavernes, jusqu'à l'âge actuel des machines, au règne de la vapeur et de l'électricité, vous embrasserez les grandes phases de l'évolution de notre race.

La connaissance des progrès accomplis vous permettra de pressentir, de solliciter les progrès futurs. Peut-être voudrez-vous vous tenir de préférence dans des temps voisins du nôtre et rechercher dans un passé récent l'origine de l'état actuel de la société. Là encore, là surtout, l'étude vous sera d'un grand profit. En recherchant comment s'est formée et accrue la force capitaliste, vous jugerez mieux des moyens qu'il faut employer pour la maîtriser, à l'exemple des grands inventeurs qui n'ont asservi la nature qu'après l'avoir patiemment observée.

Vous étudierez les faits de bonne foi, sans parti pris ni système préconçu. Les vrais savants — et j'en vois ici — vous diront que la science veut garder son indépendance et sa liberté, et qu'elle ne se soumet à aucune puissance étrangère. Est-ce à dire que vous poursuivrez vos recherches sans direction ni but déterminé ? Non. Vous entreprenez une œuvre idéale mais définie, immense mais précise. Vous vous proposez de travailler mutuellement à développer votre être intellectuel et moral, à vous rendre plus sûrs de

vous-mêmes, et plus conscients de vos forces, par une connaissance plus exacte des nécessités de la vie sur la planète, et des conditions particulières où chacun se trouve dans la société actuelle. Votre association est constituée pour vous solliciter les uns les autres à penser et à réfléchir à la place des privilégiés, qui ne s'en donnent plus la peine, et pour vous assurer ainsi une part dans l'élaboration d'un ordre de choses nouveau et meilleur, puisque, malgré les coups de force, c'est la pensée qui conduit le monde, comme la boussole dans la tempête montre encore la route aux navires.

Votre association recherchera ce qu'il y a de plus utile à connaître dans la science. Elle vous découvrira ce qu'il y a de plus agréable à considérer dans l'art. Ne vous refusez pas à mêler dans vos études l'agréable à l'utile. D'ailleurs, comment les séparer, si l'on a un peu de philosophie ? Comment marquer le point où finit l'utile et où commence l'agréable ? Une chanson, est-ce que cela ne sert à rien ? La *Marseillaise* et la *Carmagnole* ont renversé les armées des rois et des empereurs. Est-ce qu'un sourire est inutile ? Est-ce donc si peu de plaire et de charmer ?

Vous entendez parfois des moralistes vous dire qu'il ne faut rien accorder à l'agrément dans la vie. Ne les écoutez pas. Une longue tradition religieuse, qui pèse encore sur nous, nous enseigne que la privation, la souffrance et la douleur sont des biens désirables et qu'il y a des mérites spéciaux attachés à la privation volontaire. Quelle imposture ! C'est

en disant aux peuples qu'il faut souffrir en ce monde pour être heureux dans l'autre qu'on a obtenu une pitoyable résignation à toutes les oppressions et à toutes les iniquités. N'écoutons pas les prêtres qui enseignent que la souffrance est excellente. C'est la joie qui est bonne !

Nos intincts, nos organes, notre nature physique et morale, tout notre être nous conseille de chercher le bonheur sur la terre. Il est difficile de le rencontrer. Ne le fuyons point. Ne craignons pas la joie ; et lorsqu'une forme heureuse ou une pensée riante nous offre du plaisir, ne la refusons pas. Votre association est de cet avis. Elle est prête à vous offrir, avec des pensées utiles, des pensées agréables, qui sont utiles aussi. Elle vous fera connaître les grands poètes : Racine, Corneille, Molière, Victor Hugo, Shakespeare. Ainsi nourris, vos esprits croîtront en force et en beauté.

Et il est temps, Citoyens, qu'on sente votre force, et que votre volonté, plus claire et plus belle, s'impose pour établir un peu de raison et d'équité dans un monde qui n'obéit plus qu'aux suggestions de l'égoïsme et de la peur. Nous avons vu, ces derniers temps, la société bourgeoise et ses chefs incapables de nous assurer la justice, je ne dis pas la justice idéale et future, mais seulement la vieille justice boîteuse, survivante des âges rudes. Celle-là, qui les protégeait, les insensés, dans leur folie, ils viennent de lui porter un coup mortel. Nous les avons vus triompher dans le mensonge, aspirer à la plus bru-

tale des tyrannies, souffler dans les rues la guerre civile et la haine du genre humain.

A vous, Citoyens, à vous, travailleurs, de hausser vos esprits et vos cœurs, et de vous rendre capables, par l'étude et la réflexion, de préparer l'avènement de la justice sociale et de la paix universelle.



Allocution prononcée
à la Fête annuelle des « Soirées ouvrières » de Montreuil-sous-Bois (1), le 7 janvier 1900.

Citoyens,

Vous avez compris que l'ignorance était la plus étroite des servitudes et vous avez voulu vous en affranchir. Sentant que l'homme ne peut rien quand il ne sait rien et qu'il est enfermé dans sa stupidité comme dans une prison obscure, vous avez cherché à percer le mur noir. Vous avez tenté cela de vous-mêmes, sans aide, sans secours, seuls, et vous avez réussi. Après un effort de quatre années, vous avez amené à vous assez de camarades pour qu'il vous fût nécessaire d'élargir votre salle d'étude en même temps que vous élargissiez vos intelligences. Votre œuvre vit et grandit. Vous l'avez désignée du nom le plus simple qui est en même temps le plus admirable. Vous avez appelé vos réunions : Soirées d'études après le travail.

Le nom est beau parce que la chose est belle. L'étude après le travail, voilà ce qui révèle la force de volonté et montre ce que vous valez par l'esprit et par le cœur. L'étude est facile en somme si l'on a tout le loisir de

(1) A l'occasion de l'inauguration des nouveaux locaux.

s'y livrer, et c'est un vrai travail attrayant quand c'est notre seul travail. Mais s'y mettre après la fatigue d'un rude labeur, quand on a déjà porté le rude poids du jour, là est l'effort superbe et le courage.

Vous avez fait cet effort, vous avez eu ce courage, Citoyens, et vous avez conduit cette entreprise avec autant d'habileté que de vaillance. La méthode que vous avez adoptée pour vous instruire est excellente. Vous avez d'abord recherché, sans autre aide que des livres, la situation que la planète que nous habitons occupe dans l'univers et jeté un regard sur les mondes semés dans l'espace illimité. En déchirant la voûte théologique du ciel, vous avez détruit du même coup d'antiques superstitions. Après une année occupée à reconnaître la position réelle de notre monde dans la multitude des mondes, vous avez employé une année à étudier la constitution de la terre. Vous avez vu la vie sortir comme la Vénus antique de la chaude écume des mers primitives. Elle se manifestait alors par des organismes rudimentaires dont les transformations successives ont abouti à la flore et à la faune actuelles. Vous avez suivi anneau par anneau cette chaîne des êtres qui va des mollusques, des poissons, aux mammifères supérieurs, à l'homme. Là encore vous avez substitué à des conceptions théologiques fondées sur des fables grossières une idée expérimentale des origines humaines. Vous avez considéré les faibles commencements de l'homme et admiré par quels efforts lents et continus notre espèce, si misérable à l'origine, a créé la pensée, les arts, la

beauté. Cette vue jetée sur un passé si profond vous a fait mieux comprendre quels travaux il nous reste à accomplir pour sortir tout à fait de la barbarie première et instituer sur la terre, après le règne animal, qui est celui de la guerre, le règne humain, le règne de la justice et de la paix. Vous avez consacré une troisième année à l'étude de l'anatomie. On m'a dit que vous vous étiez intéressés très vivement à cette science des organes et de leurs fonctions. Je n'en suis pas surpris, et j'en suis heureux, car l'ignorance des conditions de la vie organique a produit, dans la suite des âges, des préjugés barbares et des pratiques cruelles qui n'ont point encore entièrement péri.

C'est seulement après ces trois années de recherches méthodiques et suivies que vous avez accueilli des professionnels de l'étude et entendu des conférences sur divers points de science et d'histoire. J'ai assisté à une de ces causeries et j'ai été charmé autant de la façon dont Mlle Baertschi vous exposait la prise de la Bastille que de la façon dont vous l'écoutiez et des judicieuses observations que vous fîtes, selon votre coutume, après l'exposé.

Il convient de vous féliciter, Citoyens, de l'énergie avec laquelle vous avez entrepris votre œuvre civilisatrice et de l'esprit d'ordre avec lequel vous l'avez poursuivie. Il faut approuver enfin le soin que vous avez mis à vous prémunir contre les conclusions trop hâtives de vos études et contre les applications forcées de vos premières expériences scientifiques. Vous avez

voulu demeurer dans ces régions sereines de la pensée et de la réflexion. C'est la sagesse même. Mais si c'est offenser la science que de la traîner de force dans le domaine agité de l'existence sociale, c'est méconnaître son pouvoir souverain que de ne lui pas demander des règles de la vie et des principes d'action. Considérez, Citoyens, que nous vivons en des temps où les conditions sociales sont encore déterminées, dans leur ensemble, par des croyances et des préjugés qui ne sont pas seulement étrangers à la science, mais qui lui sont contraires, qu'il importe de substituer à l'esprit théologique l'esprit scientifique dans tous les domaines où notre activité s'exerce, et que votre tâche, si généreusement commencée, serait vaine, si vous ne conformiez pas tous vos actes privés ou publics à l'idée que vous vous faites de la nature après l'avoir considérée avec bonne volonté. Prenez garde qu'à l'heure où nous sommes, cette science que vous aimez, et qui vous donne tant de force, est combattue par une innombrable armée d'esprits rétrogrades que commandent des moines fanatiques. Prenez garde que l'esprit théocratique donne en ce moment un assaut furieux à l'esprit d'examen ; qu'il est temps de veiller à la défense de toutes nos libertés et de la République, qui seule nous les garantit, et que c'est nous, comme dit la *Marseillaise,* qu'on médite de rendre à l'antique esclavage.

C'est trahir la science que de ne pas en introduire, dès qu'on le peut, les enseignements dans la vie sociale. La science nous apprend à combattre le

fanatisme sous toutes ses formes ; elle nous apprend à construire nous-mêmes notre idéal de justice sans en emprunter les matériaux à des systèmes erronés ou à des traditions barbares ; elle nous invite enfin à défendre comme le plus cher des biens notre liberté menacée. Vous l'avez trop noblement aimée, Citoyens, pour méconnaître sa voix.



**Lettre lue au meeting
organisé (1) par la « Raison prolétarienne »
dans la salle de la rue Blomet,
le 25 février 1900.**

Je regrette sincèrement de ne pouvoir aller ce soir parmi vous, Citoyens, qu'une question de tendresse humaine, de justice et de pitié rassemble.

Vous demandez grâce pour de malheureux enfants. Puisse votre voix être entendue.

Salut et fraternité.

ANATOLE FRANCE.

(1) En faveur des jeunes gens condamnés pour l'affaire de l'Église Saint-Joseph.

Allocution prononcée
à la Fête inaugurale de l'Université populaire
« Le Réveil » des Ier et IIe arrondissements,
le 4 mars 1900.

Citoyens,

En poursuivant sa marche lente, à travers les obstacles, vers la conquête des pouvoirs publics et des forces sociales, le prolétariat a compris la nécessité de mettre dès à présent la main sur la science et de s'emparer des armes puissantes de la pensée.

Partout, à Paris et dans les provinces, se fondent et se multiplient ces universités populaires, destinées à répandre parmi les travailleurs des richesses intellectuelles longtemps renfermées dans la classe bourgeoise.

Votre association, *Le Réveil* des Ier et IIe arrondissements, se jette dans cette grande entreprise avec un élan généreux et une pleine conscience de la réalité. Vous avez compris qu'on n'agit utilement qu'à la clarté de la science. Et qu'est en effet la science ? Mécanique, physique, physiologie, biologie, qu'est-ce que tout cela, sinon la connaissance de la nature et de l'homme, ou plus précisément la connaissance des rapports de l'homme avec la

nature et des conditions mêmes de la vie ? Vous sentez qu'il nous importe grandement de connaître les conditions de la vie afin de nous soumettre à celles-là seules qui sont nécessaires, et non point aux conditions arbitraires, souvent humiliantes ou pénibles, que l'ignorance et l'erreur nous ont imposées. Les dépendances naturelles qui résultent de la constitution de la planète et des fonctions de nos organes sont assez étroites et pressantes pour que nous prenions garde de ne pas subir encore des dépendances arbitraires. Avertis par la science, nous nous soumettons à la nature des choses, et cette soumission auguste est notre seule soumission.

L'ignorance n'est si détestable que parce qu'elle nourrit les préjugés qui nous empêchent d'accomplir nos vraies fonctions, en nous en imposant de fausses qui sont pénibles et parfois malfaisantes et cruelles, à ce point qu'on voit, sous l'empire de l'ignorance, les plus honnêtes gens devenir criminels par devoir. L'histoire des religions nous en fournit d'innombrables exemples : sacrifices humains, guerres religieuses, persécutions, bûchers, vœux monastiques, exécrables pratiques issues moins de la méchanceté des hommes que de leur insanité. Si l'on réfléchit sur les misères qui, depuis l'âge des cavernes jusqu'à nos jours encore barbares, ont accablé la malheureuse humanité, on en trouve presque toujours la cause dans une fausse interprétation de la nature et dans quelqu'une de ces doctrines théologiques qui donnent de l'univers une explication atroce et stu-

pide. Une mauvaise physique produit une mauvaise morale, et c'est assez pour que, durant des siècles, des générations humaines naissent et meurent dans un abîme de souffrances et de désolation.

En leur longue enfance, les peuples ont été asservis aux fantômes de la peur, qu'ils avaient eux-mêmes créés. Et nous, si nous touchons enfin le bord des ténèbres théologiques, nous n'en sommes pas encore tout à fait sortis. Ou, pour mieux dire, dans la marche inégale et lente de la famille humaine, quand déjà la tête de la caravane est entrée dans les régions lumineuses de la science, le reste se traîne encore sous les nuées épaisses de la superstition, dans des contrées obscures, pleines de larves et de spectres.

Ah ! que vous avez raison, Citoyens, de prendre la tête de la caravane ! Que vous avez raison de vouloir la lumière, d'aller demander conseil à la science ! Sans doute il vous reste peu d'heures, le soir, après le dur travail du jour, bien peu d'heures pour l'interroger, cette science qui répond lentement aux questions qu'on lui fait et qui livre l'un après l'autre, sans hâte, ses secrets innombrables. Nous devons tous nous résigner à n'obtenir d'elle que des parcelles de vérité. Mais il y a à considérer dans la science la méthode et les résultats. Les résultats, vous en prendrez ce que vous pourrez. La méthode, plus précieuse encore que les résultats, puisqu'elle les a tous produits et qu'elle en produira encore une infinité d'autres, la méthode, vous saurez vous l'approprier, et elle vous procurera les moyens de

conduire sûrement votre esprit dans toutes les recherches qu'il vous sera utile de faire.

Citoyens, le nom que vous avez donné à votre université montre assez que vous sentez que l'heure est venue des pensées vigilantes. Vous l'avez appelée *Le Réveil,* sans doute parce que vous sentez qu'il est temps de chasser les fantômes de la nuit et de vous tenir alertes et debout, prêts à défendre les droits de l'esprit contre les ennemis de la pensée et de la République, contre ces étranges libéraux, qui ne réclament de liberté que contre la liberté.

Il m'est réservé d'annoncer votre noble effort et de vous féliciter de votre entreprise.

Je l'ai fait avec joie et en aussi peu de mots que possible. J'aurais considéré comme un grand tort envers vous de retarder, fût-ce d'un instant, l'heure où vous entendrez la grande voix de Jaurès.



Allocution prononcée à la représentation du Théâtre-Civique donnée à la Porte-Saint-Martin, le 14 avril 1900.

Citoyennes, Citoyens,



Si je prends la parole, c'est pour la donner à Jaurès. Je ne suis pas moins impatient que vous de l'entendre. Il va nous entretenir des destinées de l'art dans les progrès de la démocratie, et c'est un sujet qui devait attirer l'attention d'un esprit comme le sien, fortement occupé du juste et du beau. Un lien, parfois presque insensible, mais jamais rompu, subtil et fort, conduit de l'idée de la justice à l'idée de la beauté ; et c'est de la constitution intime d'une société que résultent les expansions de l'art, comme la sève qui nourrit le tronc et les branches de l'arbre fait la fraîcheur du feuillage et l'éclat des fleurs. Mais avant d'écouter cette grande voix, expression d'une forte pensée, qui nous découvrira les harmonies profondes qui s'enchaînent de la cime aux racines de l'arbre social, je voudrais, si vous le per-

mettez, vous préparer en quelques mots à concevoir l'idée de l'art dans son unité et dans sa plénitude. Il n'est peut-être pas inutile, en effet, de vous montrer d'un coup l'art tout entier et d'en réunir à votre pensée toutes les parties, après qu'on en a donné si longtemps une image mutilée, après qu'on a voulu le couper en deux tronçons incapables de vivre isolément ; après qu'on a imaginé des arts supérieurs et des arts inférieurs, et qu'on a nommé les uns *beaux-arts,* les autres *arts industriels,* donnant sans doute à entendre que ces derniers, trop engagés dans la matière, ne s'élevaient point à la beauté pure ; comme si la beauté n'était pas constituée nécessairement par des rapports et des convenances et ne tirait pas de la matière son unique moyen d'expression ! Distinction inspirée par une mauvaise métaphysique de caste, inégalité qui ne fut ni plus juste ni plus heureuse que tant d'autres inégalités introduites systématiquement parmi les hommes et qui ne proviennent point de la nature ! Cette séparation ne fut pas moins nuisible, dans la pratique, aux arts qu'elle plaçait en haut qu'à ceux qu'elle mettait en bas. Car si les arts industriels en furent appauvris et avilis, s'ils tombèrent des augustes élégances de l'art aux grossiers caprices du luxe, et perdirent même un moment le goût et le sentiment d'embellir les choses nécessaires à la vie, les beaux-arts, cependant isolés et privilégiés, furent exposés aux dangers de l'isolement et menacés du sort de tous les privilégiés, qui est de traîner une existence importune et vaine.

Et l'on fut menacé de ces deux monstres : l'artiste qui n'est pas artisan, l'artisan qui n'est pas artiste.

Effaçons, Citoyens, ces distinctions inintelligentes, renversons cette méchante barrière, et considérons l'indivisible unité de l'art dans ses manifestations infinies. Non ! Il n'y a pas deux sortes d'arts, les industriels et les beaux ; il n'y a qu'un art qui est tout ensemble industrie et beauté, et qui s'emploie à charmer la vie en multipliant autour de nous de belles formes, exprimant de belles pensées. L'artiste et l'artisan travaillent à la même œuvre magnifique ; ils concourent à nous rendre agréable et chère l'habitation humaine, à communiquer un air de grâce et de noblesse à la maison, à la ville, au jardin.

Ils sont semblables l'un à l'autre par la fonction. Ils sont collaborateurs. L'œuvre de l'orfèvre, du potier de terre, de l'émailleur, du fondeur d'étain, de l'ébéniste et du jardinier appartiennent aux beaux-arts aussi bien que l'œuvre du peintre, du sculpteur, de l'architecte, à moins qu'on ne pense que l'orfèvre Benvenuto Cellini, le potier Bernard Palissy, l'émailleur Pénicaud, le ciseleur et fondeur d'étain Briot, l'ébéniste Boule, le jardinier Le Nôtre, pour ne parler que des anciens, n'ont pas accompli les ouvrages d'un art assez beau. Mais vous estimez au contraire, Citoyens, que l'artisan qui a trouvé le galbe d'une coupe ou obtenu la transparence d'un émail est le confrère de l'artiste qui a conçu les lignes d'une statue ou choisi les tons d'un tableau.

Venez donc, vous par qui les objets usuels sont

revêtus de beauté, venez en foule harmonieuse, venez graveurs et lithographes, mouleurs du métal, de l'argile et du plâtre, fondeurs de caractères et typographes, imprimeurs sur étoffe et sur papier, peintres de décors, bijoutiers, orfèvres, potiers, verriers, tabletiers, brodeurs, tapissiers, gainiers, relieurs, artisans, artistes, consolateurs, qui nous donnez la joie des formes heureuses et des couleurs charmantes, bienfaiteurs des hommes, venez avec les peintres, les sculpteurs et les architectes. Avec eux, la main dans la main, acheminez-vous vers la cité future.

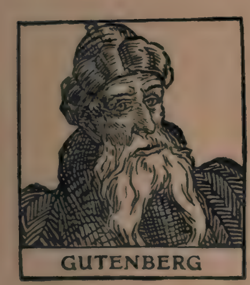
Elle nous annonce un peu plus de justice et de joie. Vous travaillerez en elle et pour elle. D'une société plus équitable et plus heureuse que la nôtre sortira peut-être un art plus aimable et plus beau ; artistes, artisans, unissez-vous, associez-vous ; étudiez, méditez ensemble. Mettez en commun vos idées et vos expériences. Soyez, à vous tous, mille et mille pensées manuelles et mille et mille mains pensantes, et travaillez dans la paix et l'harmonie.

La parole est à Jean Jaurès.



Discours prononcé à la Matinée organisée (1) en l'honneur du 500e anniversaire de Gutenberg, le 24 Juin 1900.

Citoyens,



Nous tenons à honneur de participer aux fêtes par lesquelles les villes de Strasbourg et de Mayence célèbrent le cinq centième anniversaire de Gutenberg.

Il m'a semblé qu'il convenait, à cette occasion, d'exposer devant vous, aussi exactement que possible, l'œuvre du grand inventeur. C'est un sujet qui vous intéresse tous et que vous connaissez tous, vous, laborieux continuateurs d'Ulrich Gering et de Martin Crantz. Aussi puis-je entrer sans préparation dans le détail des faits.

Jean, fils de Friede Gensfleisch et de Else de Gutenberg, naquit vers l'an 1400, à Mayence. Il porta le surnom de sa mère, qu'il devait rendre si fameux. Étant de famille patricienne, il quitta sa ville en 1420, après la victoire du parti populaire.

(1) Par la *Fédération française des Travailleurs du Livre*, dans la salle de l'Athénée Saint-Germain.

On ignore ce qu'il devint pendant les treize premières années de son exil, qui depuis l'amnistie de 1431 était un exil volontaire. Mais on sait qu'il vivait à Strasbourg en 1434, et qu'il y réclamait avec énergie certaines rentes que les officiers municipaux de Mayence tardaient beaucoup à lui payer.

Alors il travaillait ou il était bien près de travailler à une invention qu'il tint secrète comme chose d'art et de métier. Il n'y avait pas, en ce temps, d'atelier qui ne possédât de beaux secrets, que les apprentis et compagnons juraient sur l'Évangile de garder fidèlement. Il est croyable qu'il trouva ce qu'il cherchait, car il prit des associés pour exploiter son secret. Il conclut à cet effet un traité avec un nommé Hans Rifle, qui lui baillait des fonds et recevait un tiers des profits. Ces arrangements furent bientôt changés parce que, André Dritzchen et André Heilmann étant entrés dans la société, du gain qu'on espérait il fallut faire quatre parts. On comptait vendre les produits à la foire d'Aix-la-Chapelle, annoncée pour l'an 1439. Mais ce grand marché fut remis à l'année suivante, et les bailleurs de fonds en éprouvèrent quelque mécompte. De plus, André Heilmann et André Dritzchen crurent s'apercevoir que Gutenberg leur cachait quelques-uns de ses secrets. Ils rompirent l'association. Puis, sur l'assurance, qu'il leur donna, de ne leur cacher aucun des secrets qu'il connaissait, ils firent une société nouvelle et travaillèrent ensemble. André Dritzchen vint à mourir, et l'on crut qu'il était mort à la

peine. Ses frères et héritiers demandèrent à lui succéder, et comme Gutenberg n'y consentit pas, ils lui firent en 1439 un procès, qu'ils perdirent. Mais on ne pouvait plus profiter de la foire, et l'affaire était manquée. Quel était le secret de Gutenberg ? On le peut deviner par quelques paroles des témoins et des juges du procès. Il y fut parlé de « formes », de « plomb », de « presse » et de « ce qu'il faut pour presser » (*trucken*). On croira, puisqu'il s'agit d'une invention de Gutenberg, que cette presse, ces formes et ce plomb étaient destinés à l'impression des livres et que le secret était celui de l'imprimerie. Un des témoins déposa, à la vérité, que le secret concernait la fabrication des miroirs. Mais le Bibliophile Jacob suppose ingénieusement que le miroir dont parle ce témoin est le « Miroir du salut » (*Speculum humanæ salvationis*), livre de dévotion fort à la mode en ce temps-là et qu'on pouvait espérer vendre abondamment à la foire d'Aix-la-Chapelle. Et si le Bibliophile a deviné juste, Gutenberg travaillait déjà à sa grande invention avant 1439. On le perd à cette époque, pour ne le retrouver que neuf ans plus tard, à Mayence, où il emprunte cent cinquante florins, sous caution. Pour exécuter ce qu'il avait conçu, il faisait de grandes dépenses, et le défaut d'argent fut pour lui la cause de grands maux. En 1450, il traita avec Jean Fust, qui était orfèvre. Voici les clauses du traité : Jean Fust et Jean Gutenberg étaient associés pour cinq ans. Jean Fust prêtait à Gutenberg, une fois pour toutes, huit cents florins à six du cent,

garantis par le matériel, et trois cents florins annuellement pour frais de main-d'œuvre, gages des ouvriers, loyer, chauffage, parchemin, papier, encre, etc., moyennant une part dans les bénéfices. Mais, les premiers frais ayant dépassé les prévisions, Gutenberg dut prendre en 1452 de nouveaux arrangements avec le prêteur, qui renonça aux intérêts stipulés dans le premier contrat, et versa immédiatement une somme de huit cents florins avec cette clause qu'il était ainsi libéré des versements annuels, stipulés précédemment. L'entreprise était hérissée de difficultés. « L'imperfection des lettres, dit M. A. Keufer, leur inégalité, une presse défectueuse, espèce de pressoir à vin, gênaient les efforts de Gutenberg et de Fust. Un ouvrier de ce dernier, Pierre Schœffer, de Gernsheim, imagina un procédé pour composer des caractères et leur donner une forme géométrique; enfin Schœffer trouvait le moyen de tailler les poinçons, d'où une plus grande variété de lettres, d'une exécution plus facile et plus parfaite. » C'est ainsi qu'il fut possible à Gutenberg d'imprimer des livres par le moyen de ses secrets. Mais, comme il n'y mit pas son nom, on n'est pas sûr de les reconnaître tous. Il fit une *Bible*[1]; on n'en peut douter. Et l'on croit que c'est la grande bible de 1282 pages, 42 lignes à la page sur deux colonnes, dite Bible Mazarine. Ce livre est d'une grande beauté ; il n'a pu être fait que par un très habile homme, avec des outils excellents.

A cette époque, le pape Nicolas V accorda des indulgences plénières aux fidèles qui aideraient de

leur argent le roi de Chypre dans sa croisade contre les Turcs. Nicolas V était un bon humaniste et un excellent bibliophile. Il ne négligeait pas le fructueux exercice du pouvoir des clefs, dont le gain n'allait pas tout entier à la solde des armées chrétiennes, Sa Sainteté en retenant une partie pour payer des manuscrits bien enluminés. Or, un collecteur des sommes versées par les fidèles contre indulgence plénière, Paulinius Chappe, se trouvait alors à Mayence. Ayant vu que Jean Gutenberg pratiquait l'art de l'imprimerie, il imagina de lui faire faire des lettres d'indulgence qu'on distribuait contre argent et sur lesquelles les bonnes gens pouvaient lire que toute peine due à leurs péchés leur était remise en ce monde et en l'autre, — moyennant bonne confession et repentir, s'entend. Gutenberg publia deux éditions des lettres d'indulgence. On reconnaît encore les caractères qu'il employait dans plusieurs Donats. La grammaire composée au ɪvᵉ siècle par Ælius Donatus était le premier livre qu'on mettait dans les mains des petits grimauds d'école. On commençait les études par l'*Ars grammatica*, d'où l'expression : « Les diables en estoient encore à leur Donat ». Aussi s'en faisait-il une consommation énorme. Avant l'invention des caractères mobiles, on gravait des Donats sur des planches de bois, qu'on tirait comme des estampes.

On en faisait même, en Hollande, au moyen de caractères mobiles, dès 1450. L'auteur de la *Chronique de Cologne,* imprimée en 1499, dit à ce sujet :

« Quoique l'art, tel qu'on le pratique actuellement, ait été trouvé à Mayence, cependant la première idée vient de la Hollande et des Donats qu'on imprimait dans ce pays auparavant. De ces Donats date donc le commencement de cet art. » Il est vrai, et la découverte de l'imprimerie, comme toutes les autres découvertes, est due à plusieurs. Jamais invention ne sortit entière et de toutes pièces du cerveau d'un homme.

On peut dire qu'au milieu du xve siècle, l'imprimerie était dans l'air. M. l'abbé Requin a découvert récemment qu'un orfèvre de Prague, Procope Waldfoghel, établi à Avignon en 1444, enseigna à un juif de la ville, Davin Caderouke, l'art d'écrire artificiellement. Procope Waldfoghel s'engagea, en 1446, à fournir à ce juif tout ce qu'il fallait pour cela. Il avait chez lui, déclara-t-il, deux alphabets en acier, deux formes en fer, une vis en acier, quarante-huit formes en étain et diverses autres formes propres à l'art d'écrire, *diversas alias formas ad artem scribendi pertinentes.* Il est donc clair que l'art qui devait changer le monde demandait en même temps à naître à Avignon, à Harlem, à Strasbourg, et peut-être sur d'autres points encore de la chrétienté. Mais c'est un peu plus tard, à Mayence, dans le second atelier de Jean Gutenberg, qu'il prit vie et montra sa force.

Zum Jungen, la maison que Jean avait héritée de son oncle et dans laquelle il établit ses presses, c'est vraiment là que naquit l'imprimerie.

Cet homme, d'un esprit si ingénieux et d'une volonté si forte, qui avait trouvé un art dont il ignorait lui-même la puissance infinie, ne devait point recueillir le fruit de ses travaux. Après cinq ans de société avec Fust, il se trouva incapable de tenir ses engagements envers son associé. Celui-ci, qui était riche et dur, lui fit un procès qu'il gagna. Le 6 novembre 1455, Jean Gutenberg fut condamné à rembourser, intérêt et capital, la somme qu'il avait empruntée ou à faire abandon de son matériel d'imprimerie. Ne pouvant rembourser Jean Fust, il lui abandonna son imprimerie et sortit, pour n'y plus rentrer, de la maison *Zum Jungen* qu'il avait tant honorée. Il se retira dans la maison de Gutenberg ou *Bonimontis* qui était celle de sa mère. Il ne renonça pas à l'art qu'il avait créé et dont il n'avait pu vivre. Il imprima des livres avec l'aide d'un de ses parents nommé Bechtermuntze. L'auteur de la *Chronique des Souverains Pontifes,* publiée à Rome, affirme qu'en 1459, Gutenberg tirait trois cents feuilles par jour.

En 1645, Adolphe de Nassau le nomma gentilhomme de sa maison, honorant ainsi le mérite, et non la fortune, car Jean Gutenberg était alors dans l'indigence.

Il mourut à Mayence en février 1468 et fut enseveli au couvent des Franciscains.

Deux ans après sa mort, Michel Friburger, de Colmar, maître ès arts, Ulrich Gering, de Constance, et Martin Crantz, ouvriers, venus à Paris pour y établir la première imprimerie, portèrent en sa

faveur un témoignage qui fut recueilli par Guillaume Fichet, docteur en Sorbonne, en ces termes, dans une lettre mémorable :

« Ils rapportent ici que non loin de la cité de Mayence fut un certain Jean du surnom de Bonemontanus qui, le premier de tous, conçut l'art de l'imprimerie, par lequel on fait des livres, non à l'aide du roseau, comme les anciens, ni à la plume comme nous faisons nous-mêmes, mais avec des lettres d'airain et promptement, purement et bellement (*expedite, polite et pulchre*) ».

Bien que sa vie nous demeure obscure et pleine d'incertitude, Jean Gutenberg restera pour nous l'inventeur de l'imprimerie tant qu'on ne réussira pas à lui ôter la Bible dite « Mazarine », parce que cette Bible est le premier monument d'un art formé et puissant, tandis que les Donats et autres imprimés qui l'ont précédée n'étaient que les essais de mains encore rudes et inhabiles.

Telle est, Citoyens, autant qu'on la peut connaître, l'œuvre de Jean Gutenberg. Le succès en devait, de beaucoup, dépasser les espérances du vieil ouvrier.

En multipliant avec rapidité l'expression de la pensée, la Presse est devenue, dans les temps modernes, le plus puissant instrument du progrès des sciences et de la civilisation.



Allocution prononcée
à la Fête en l'honneur de Diderot,
ami du peuple, à la Salle Wagram,
le 30 juillet 1900.

Citoyens,


DIDEROT

Des maîtres, qui sont nos amis, viennent ici nous parler de Diderot philosophe, et de Diderot savant. Ce n'est pas à moi, c'est à Duclaux de vous montrer en Diderot le précurseur de Lamarck et de Darwin, c'est à Ferdinand Buisson, c'est à Gabriel Séailles de vous parler du philosophe qui préféra l'examen utile des faits, à la vaine recherche des causes, et enseigna qu'il faut demander à la nature non pas « Pourquoi cela ? » comme font les enfants, mais « Comment cela ? » à la manière du chimiste et du physicien.

Pour moi, je n'ai qu'un mot à dire. Je voudrais vous montrer Diderot, ami du peuple.

C'était un homme excellent que le fils du coutelier de Langres. Contemporain de Voltaire et de Rousseau, il fut le meilleur des hommes dans le meilleur

des siècles. Il eut la passion des sciences mathématiques, physiques, des arts et métiers. Connaître pour aimer fut l'effort de sa vie entière. Il aimait les hommes et les œuvres pacifiques des hommes. Il forma le grand dessein de mettre en honneur les métiers manuels, abaissés par les aristocraties militaires, civiles et religieuses. L'*Encyclopédie,* dont il conçut le plan avec génie et dont il poursuivit l'exécution si courageusement, l'*Encyclopédie* est le premier grand inventaire du travail fourni par le prolétariat à la société. Et cet inventaire, avec quel zèle, quelle ardeur, quelle conscience Diderot et ses collaborateurs prirent soin de le dresser, c'est ce que le prospectus de l'*Encyclopédie* nous fait connaître.

« On s'est adressé, y est-il dit, aux plus habiles ouvriers de Paris et du royaume. On s'est donné la peine d'aller dans leurs ateliers, de les interroger, d'écrire sous leur dictée, de développer leurs pensées, d'en tirer les termes propres à leurs professions, d'en dresser des tables, de les définir, de converser avec ceux dont on avait obtenu des mémoires, et (précaution presque indispensable) de rectifier, dans de longs et fréquents entretiens avec les uns, ce que d'autres avaient imparfaitement, obscurément, et quelquefois infidèlement exprimé. »

Et Diderot ajoute :

« On enverra des dessinateurs dans les ateliers ; on prendra l'esquisse des machines et des outils; on n'omettra rien de ce qui peut les montrer distinctement aux yeux. »

Citoyens,

A l'heure où les ennemis coalisés de la science, de la paix, de la liberté s'arment contre la République et menacent d'étouffer la démocratie sous le poids de tout ce qui ne pense pas ou ne pense que contre la pensée, vous avez été bien inspirés en rappelant, pour l'honorer, la mémoire de ce philosophe qui enseigna aux hommes le bonheur par le travail, la science et l'amour et qui, tourné tout entier vers l'avenir, annonça l'ère nouvelle, l'avénement du prolétariat dans le monde pacifié et consolé.

Son regard pénétrant a discerné nos luttes actuelles et nos succès futurs. Ainsi Diderot enthousiaste et méthodique recueillait les titres des artisans pour les mettre au-dessus des titres des nobles ou des grands. Et il n'est pas possible de se méprendre sur ses intentions, si extraordinaires pour le temps. « Il convient, a-t-il dit, que les arts libéraux, qui se sont assez chantés eux-mêmes, emploient désormais leur voix à célébrer les arts mécaniques et à les tirer de l'avilissement où le préjugé les a tenus si longtemps. »

Voilà donc, au milieu du dix-huitième siècle, les métiers honorés, chose étrange, nouvelle, merveilleuse. Les artisans demeuraient humblement courbés sous les dédains traditionnels. Et Diderot leur crie : « Relevez-vous. Vous ne vous croyez méprisables que parce qu'on vous a méprisés. Mais de votre sort dépend le sort de l'Humanité tout entière. » Diderot

a inséré dans l'*Encyclopédie* la définition que voici de l'ouvrier manuel, du journalier :

« Journalier : ouvrier qui travaille de ses mains et qu'on paye au jour la journée. Cette espèce d'hommes forme la plus grande partie d'une nation ; c'est son sort qu'un bon gouvernement doit avoir principalement en vue. Si le journalier est misérable, la nation est misérable. »

Est-ce trop de dire, après cela, que Diderot, dont nous célébrons aujourd'hui la mémoire, Diderot mort depuis cent seize ans, nous touche de très près, qu'il est des nôtres, un grand serviteur du peuple, un défenseur du prolétariat ?

La victoire du prolétariat est certaine. Ce sont moins les efforts désordonnés de nos adversaires que nos propres divisions et les indécisions de notre méthode qui pourraient la retarder. Elle est certaine parce que la nature même des choses et les conditions de la vie l'ordonnent et la préparent. Elle sera méthodique, raisonnée, harmonieuse. Elle se dessine déjà sur le monde avec l'inflexible rigueur d'une construction géométrique.



Allocution prononcée à l'inauguration du tombeau d'Étienne Charavay, au cimetière Montparnasse, le 18 novembre 1900.

Messieurs,

Il y a plus d'un an, nous étions réunis à cette place pour faire nos derniers adieux à Étienne Charavay. Nous nous y retrouvons avec les mêmes sentiments que nous avions alors et des regrets plus cruels peut-être, parce qu'ils sont réfléchis et que nous avons fait, pour ainsi dire, l'expérience de sa perte. Il manque à tous ceux qui l'ont connu. Ce qu'il fut, vous le savez. Il fut un parent excellent, un ami exquis, un savant d'une probité exemplaire, un bon citoyen et un honnête homme qui fit son devoir à une heure où il fallait un rude courage. Cette mémoire qui nous est chère, nous avions à cœur de l'honorer et nous exprimons notre profonde reconnaissance au grand artiste qui l'a illustrée de sa main puissante.

Dalou nous a donné une vivante image de l'ami que nous avons perdu. Nous retrouvons dans ce beau médaillon Etienne Charavay, tel qu'il fut en cette vie, avec cet air de douceur, de finesse et de bonté

qui enveloppait si gracieusement son âme courageuse et fidèle. Que le statuaire Dalou, que M. Maurice Tourneux et tous ceux qui ont contribué à l'érection de ce tombeau reçoivent les remerciements du plus vieil ami d'Étienne Charavay.



Allocution prononcée
à l'inauguration du Restaurant Coopératif
du XVe arrondissement,
le 6 décembre 1900.

Citoyens,

Vous vous êtes mis en marche vaillamment. Vous avez fait les premiers pas dans la voie illimitée de l'avenir meilleur. Votre coopérative vivra. Elle vivra parce qu'elle est une œuvre prolétarienne, et qu'aujourd'hui, dans notre société égoïste et stérile, le prolétariat a seul l'énergie créatrice.

Le prolétariat fut, de tous temps, l'immense réservoir de forces où puisèrent les classes dirigeantes et gouvernantes.

Le prolétariat veut enfin diriger et utiliser lui-même sa propre force. Quoi de plus légitime ? C'est le principe des coopératives.

Mais pour tirer de ce principe toutes ses conséquences, pour réussir dans une entreprise si combattue, vous savez, Citoyens, ce qu'il faut montrer de sagesse et déployer d'énergie. Vous ne vous lasserez pas, et vous réussirez.

Vous serez soutenu, j'en ai la ferme espérance, par le prolétariat du quartier, qui s'est montré fermement

républicain et socialiste, en envoyant de bons socialistes et de bons républicains au Conseil municipal ; l'excellent prolétariat du quinzième sait et n'oubliera pas que l'œuvre inaugurée aujourd'hui est prolétarienne et socialiste, et digne par là de toutes ses sympathies.

Je bois au Restaurant coopératif du quinzième arrondissement.



Lettre lue au meeting organisé en témoignage de sympathie aux révolutionnaires russes, le 10 mai 1901.

Citoyens,

Ne pouvant me trouver ce soir, avec vous, je veux du moins m'associer à vos sentiments et envoyer l'hommage de mon douloureux respect aux ouvriers et aux étudiants héroïques de Pétersbourg et de Kharkoff.

Leur cause est celle de l'humanité tout entière. Le devoir de tout homme est de dénoncer et de condamner le crime de leurs assassins.

Ce crime est une folie ; un gouvernement est fou quand il s'attaque avec cette fureur à la raison, à l'intelligence. Il faut être insensé pour croire qu'en frappant ceux qui pensent et ceux qui savent, on frappe la science et la pensée. On se fait seulement ainsi deux ennemies immortelles.

Puisque la Russie est née à la vie de l'esprit, rien n'empêchera plus son émancipation intellectuelle et sociale. L'heure où la liberté entrera dans l'empire des tzars est proche. La résistance du pouvoir absolu peut la rendre tragique. Il ne saurait l'empêcher de sonner.

Allocution prononcée à la Fête inaugurale de « l'Émancipatrice », imprimerie communiste, le 12 mai 1901.

Camarades,

Je puis presque me dire un des vôtres ; les ateliers de typographie me rappellent de vieux et chers souvenirs. Mon père était libraire. Encore enfant, j'ai porté de la copie à l'imprimerie ; très jeune, je me suis occupé de la fabrication des livres et j'ai corrigé des épreuves. J'ai corrigé les épreuves des autres avant de corriger les miennes. Je ferais un prote passable. Si j'étais plus jeune, je me recommanderais à vous.

Ce n'est pas seulement par de bons souvenirs que votre art m'est cher. Je le tiens pour le plus beau du monde. Vous savez ce qu'en dit le bon Pantagruel.

Pantagruel dit, par la bouche de Rabelais, que l'imprimerie a été inventée par inspiration angélique, comme à contre-fil la poudre à canon par suggestion diabolique. Je n'ai pas besoin de vous

Cette fête a eu lieu dans les locaux de l'*Émancipatrice,* 3, rue de Pondichéry. Paris, XVᵉ arrondissement.

avertir de ne pas prendre à la lettre ce mot d'angélique. Rabelais ne croyait ni aux anges ni aux diables. Il voulait seulement, par cette parole, magnifier l'art qui répand la science et la pensée, et maudire les engins de guerre. Et il faut bien que l'imprimerie soit par elle-même une invention excellente, puisqu'elle a, dès sa naissance, fait une peur horrible aux théologiens. En France, durant tout le XVIe siècle, la Sorbonne brûla des livres, et souvent l'imprimeur avec.

On a dit que l'imprimerie fait autant de mal que de bien, puisqu'elle imprime les mauvais livres comme les bons, et qu'elle propage le mensonge et l'erreur en même temps que la science et la vérité. Ce serait vrai, si le mensonge avait autant d'avantage que la vérité à être mis en lumière. Mais il n'en est rien. L'erreur croît dans l'ombre et la science fructifie dans la lumière. Certes l'imprimerie n'a pas, en quatre siècles, dissipé les vieilles erreurs et les antiques superstitions. Elle ne le pouvait vraiment pas ; c'eût été contraire à la nature des choses. La conquête des vérités utiles au bonheur des hommes est lente et difficile, et l'espèce humaine sort péniblement et peu à peu de la barbarie primitive. On peut dire que le type de société qu'elle a réalisé après tant de siècles d'efforts et de souffrances, n'est que la barbarie organisée, la violence administrée, l'injustice régularisée.

C'est aussi votre sentiment, Camarades. Et vous avez voulu du moins établir la justice en un point

du vieux monde ; vous avez voulu mettre d'accord vos actes et vos pensées; vous avez voulu que parmi vous le fruit du travail fût équitablement réparti. C'est une entreprise belle et difficile. Prenez garde, Camarades, vous vous êtes mis hors de l'ordre commun : vous vous êtes condamnés à la vertu à perpétuité.



**Allocution prononcée
à la réunion des sections de la
« Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen »
du XVIe arrondissement,
le 21 décembre 1901.**

Citoyens,



Avant de donner la parole à Louis Havet, vice-président de la Ligue des Droits de l'homme, je dois vous remercier de l'honneur que vous m'avez fait en m'appelant à présider cette réunion plénière, et, puisque je vois assemblées ici les sections du XVIe arrondissement, je veux féliciter la Ligue elle-même de l'esprit qui l'anime ; je veux vous féliciter tous d'avoir pensé que le patriotisme s'accordait avec l'esprit de justice et de paix, avec le respect du droit et l'amour de l'humanité ; je veux vous féliciter de vous être montrés des hommes libres, non point comme ces prétendus libéraux qui ne réclament de liberté que contre la liberté, mais en dénonçant courageusement les tentatives hypocrites ou violentes de la réaction. Vous avez beaucoup fait. Il vous reste beaucoup à faire encore.

Les réactionnaires et les cléricaux à demi-vaincus ne renoncent point à la lutte, d'autant plus dangereux qu'ils ne se montrent point sous leur véritable visage, qui ferait peur, et qu'ils empruntent, pour séduire la foule républicaine, votre langage et vos discours. Ils n'ont à la bouche que liberté et droits de l'homme.

Pour les combattre et les vaincre, rappelez-vous, Citoyens, que vous devez marcher avec tous les artisans de l'émancipation des travailleurs manuels, avec tous les défenseurs de la justice sociale, et que vous n'avez pas d'ennemis à gauche. Rappelez-vous que, sans les prolétaires, vous n'êtes qu'une poignée de dissidents bourgeois, et qu'unis, mêlés au prolétariat, vous êtes le nombre au service de la justice.

Vous allez entendre la ferme parole d'un homme qui n'a jamais menti. Vous allez entendre le son de l'âme la plus droite et la plus courageuse. Le citoyen Louis Havet va vous entretenir d'un sujet qui, à cette heure, doit vous intéresser particulièrement. Il va vous parler de la moralité des élections, et examiner avec vous les conditions dans lesquelles s'exerce actuellement le droit de suffrage.

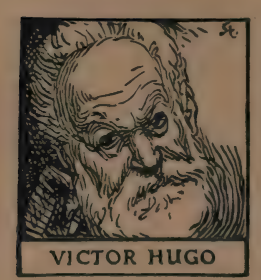
Ce sont là des questions qui ne peuvent vous laisser indifférents. Il se trouve à Paris beaucoup de réactionnaires et quelques républicains pour crier : « A bas les parlementaires ! » Et ce cri caresse assez agréablement l'oreille des Parisiens. Certes, je ne défendrai pas devant vous les actes de la représentation nationale. Sans chercher si ce fut la faute des

représentants ou des représentés, les législatures ont succédé aux législatures, et la justice et la bonté ne sont pas encore entrées dans nos lois. Depuis trente ans, par ce qu'elles ont fait et surtout par ce qu'elles n'ont pas fait, les Chambres n'ont pas peu contribué à rendre la République moins aimable et moins sûre qu'elle ne promettait de l'être à son avènement. Certes la Chambre qui maintenant expire n'a montré, dans sa vie, qu'une faible pensée et un médiocre courage. Née dans l'erreur, le mensonge et l'épouvante, sous un ministère criminel, elle traîna une existence incertaine et molle. Il semble que la peur soit l'inspiratrice et la conseillère de nos députés, et l'on peut dire de nos Chambres que leur faiblesse trahit tous les partis.

Vous voyez, Citoyens, que je ne tombe pas accablé d'un respectueux étonnement devant la majesté de nos institutions politiques. Mais quand nos fougueux nationalistes en réclament la destruction soudaine, quand nos grands plébiscitaires demandent d'une voix retentissante la suppression des parlementaires, je vois trop qu'ils pensent les remplacer par des patrouilles de cavalerie, et que la liberté n'y gagnerait rien. Dans l'état actuel de nos institutions et de nos mœurs, le suffrage universel est l'unique garantie de nos droits et de nos libertés, et il suffirait d'un souffle, d'un souffle de fraternité passant sur nos villes et nos campagnes, pour qu'il devînt un instrument de justice sociale.

Allocution prononcée au festival en l'honneur de Victor Hugo, le 2 mars 1902.

Citoyennes et Citoyens,



Le 1er juin 1885, un cercueil déposé sous l'Arc de Triomphe était conduit au Panthéon par tout le peuple de Paris et par les représentants de la France et du monde pensant. Sur les voies suivies par le cortège funèbre et triomphal, la flamme des lanternes tremblait au jour sous un crêpe; des mâts, plantés d'espace en espace, portaient des écussons sur lesquels on lisait des inscriptions, et ce n'était point des noms de batailles, c'étaient des titres de livres. Car les honneurs jusque-là réservés aux rois et aux empereurs, aux souverains et aux conquérants, la foule émue les décernait à un homme de travail et de pensée, qui n'avait exercé de puissance que par le langage.

Note. — Ce festival fut organisé par la Société des Universités populaires de Paris et de la banlieue. Il eut lieu dans la grande Salle des Fêtes du Trocadéro. M. Anatole France présidait.

« Au Penseur ! » Ce mot revenait sans cesse sur les bannières qui marchaient derrière le mort glorieux. Et ces funérailles instituées, non par un décret des pouvoirs publics, mais par un mouvement superbe de l'instinct populaire, marquaient une ère nouvelle de l'humanité. L'appareil pompeux, qui depuis un temps immémorial honorait la force et la violence, on le voyait pour la première fois accompagner la douce puissance de l'esprit et célébrer une gloire innocente. Funérailles éloquentes, symbole magnifique de l'idée révolutionnaire : à ce signe, il apparaissait que le peuple substituait désormais, dans son cœur, au dogme la pensée libre, au pouvoir absolu la liberté, aux images de la force les marques de la raison, à la guerre la justice et la paix, à la haine l'amour et la fraternité.

Comme le peuple qui, un siècle auparavant, avait pris la Bastille, le peuple qui fit l'apothéose de Victor Hugo sentit confusément ce qu'il faisait, et honorait moins un poète, tout grand qu'était celui-là, que la poésie et la beauté, et que, s'il célébrait le vieillard qui avait jeté au monde tant de pensées et de paroles, c'était afin de reconnaître en lui la souveraineté de la parole et de la pensée.

C'est dans ce même esprit, c'est avec ce même cœur, Citoyens, que nous célébrons aujourd'hui le centenaire de Victor Hugo. Certes, nous ne ferons pas du poète un dieu, et nous nous garderons de toutes les idolâtries, même de la plus excusable, de l'idolâtrie des grands hommes. Nous nous garderons

d'opposer aux vieux dogmes un dogme nouveau, et de substituer à l'autorité du théologien et du prêtre l'autorité du penseur et du poète.

Nous savons que tous les hommes sont faillibles, sujets à l'erreur, qu'ils ont tous leurs jours de troubles et leurs heures de ténèbres. Nous ne refusons point aux plus grands et aux meilleurs le droit sacré aux faiblesses de l'esprit et aux incertitudes de l'intelligence. Les plus sages se trompent. Ne croyons à aucun homme.

Victor Hugo, moins qu'un autre, ne peut fournir matière à une doctrine et donner les lignes d'un système politique et social. Sa pensée, à la fois éclatante et fumeuse, abondante, contradictoire, énorme et vague comme la pensée des foules, fut celle de tout son siècle, dont il était, il l'a dit lui-même, un écho sonore. Ce que nous saluons ici avec respect, ce n'est pas seulement un homme, c'est un siècle de la France et de l'humanité, ce dix-neuvième siècle dont Victor Hugo exprima plus abondamment que tout autre les songes, les illusions, les erreurs, les divinations, les amours et les haines, les craintes et les espérances.

Enfant, quand la monarchie fut rétablie sur la France épuisée par la guerre, il fut royaliste sous deux rois, puis il se sentit, après la révolution de Juillet, monarchiste et impérialiste libéral. Mais dès lors une vive sympathie l'entraînait vers le peuple. Et il put dire plus tard, en forçant un peu le terme, qu'il avait été socialiste avant d'être républicain. Il

devint républicain en 1850. Ce progrès de son esprit, peut-être n'en découvrait-il pas lui-même toutes les raisons. Voici celle qu'il en a donnée plus tard :

« La liberté m'est apparue vaincue. Après le 13 juin, quand j'ai vu la République à terre, son droit m'a frappé et touché d'autant plus qu'elle était agonisante. C'est alors que je suis allé à elle. »

A compter de ce jour, il la défendit ardemment par ses actes et ses paroles. En 1850, M. de Falloux, ministre de l'Instruction publique, présenta à l'Assemblée législative un projet de loi qui livrait l'instruction publique au clergé. C'est ce que les cléricaux appelaient, comme aujourd'hui, assurer la liberté de l'enseignement. Victor Hugo, membre de l'Assemblée, combattit cette loi qu'il dénonçait comme un « traquenard clérical caché sous un beau nom ». Il faut rappeler quelques mots de ce discours.

Victor Hugo y disait aux cléricaux :

« ...Il n'y a pas un poète, pas un écrivain, pas un philosophe, pas un penseur que vous acceptiez. Et tout ce qui a été écrit, trouvé, rêvé, déduit, illuminé, imaginé, inventé par les génies, le trésor de la civilisation, l'héritage séculaire des générations, le patrimoine commun des intelligences, vous le rejetez !

« ...Et vous réclamez la liberté d'enseigner ! Tenez, soyons sincères, entendons-nous sur la liberté que vous réclamez : c'est la liberté de ne pas enseigner.

« Ah ! vous voulez qu'on vous donne des peuples à instruire ! Fort bien. — Voyons vos élèves. Voyons

vos produits. Qu'est-ce que vous avez fait de l'Italie? Qu'est-ce que vous avez fait de l'Espagne?... »

Citoyens, si, parmi les idées politiques de Victor Hugo, je choisis, pour vous les rappeler, celles de 1850, c'est parce que 1902 (puissent votre sagesse et votre énergie détourner ce présage!) ressemble en quelque chose à 1850. La ressemblance serait plus fâcheuse encore si 1902 avait, comme 1850, une Chambre cléricale et réactionnaire.

Voilà comment de force et brusquement le souvenir de Victor Hugo nous ramène à l'heure présente, à cette heure trouble où les ennemis de la République démocratique et de la justice sociale s'efforcent de restaurer l'autorité de l'Église et le règne du privilège. Aujourd'hui comme à la veille du coup d'État, toutes les réactions violentes ou sournoises, ralliées autour des moines et des prêtres, arment contre la liberté le mensonge, la calomnie et la corruption. Et, comme en 1850, comme toujours, les ennemis de la liberté se réclament de la liberté. C'est en son propre nom qu'ils prétendent l'étrangler. Ainsi que ce prophète voilé que personne n'aurait cru si l'on avait vu son visage, ils cachent leur vrai nom sous celui de libéraux.

Citoyens, c'est à vous de démasquer les fourbes et les hypocrites et de sauver la République que nous défendons non pour ce qu'elle est, mais pour ce qu'elle peut et doit être, la République que nous voulons garder comme instrument nécessaire de réformes et de progrès, la République qui sera demain

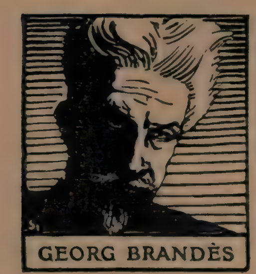
la République démocratique et sociale, et qui nous acheminera vers cette République universelle, la République future que Victor Hugo, dans sa vieillesse auguste, a magnifiquement annoncée :

« Aux batailles, a-t-il dit d'une voix prophétique, succéderont les découvertes ; les peuples ne conquerront plus, ils grandiront et s'éclaireront ; on ne sera plus des guerriers, on sera des travailleurs ; on trouvera, on instruira, on inventera ; exterminer ne sera plus une gloire. Ce sera le remplacement des tueurs par les créateurs. »

Citoyens, cette République annoncée par le grand poète dont nous célébrons aujourd'hui le centenaire, cette République idéale et nécessaire, il vous appartient d'en préparer, d'en hâter l'avènement en combattant partout l'esprit d'égoïsme et de violence et en travaillant sans cesse pour la justice sociale et pour la liberté véritable, celle-là qui ne reconnaît point de liberté contre elle.



Toast porté
au banquet offert à Georg Brandès,
le 14 mars 1902.



Ajax, dans la tragédie de Sophocle, dit, avec toute la finesse hellénique, qu'il avait cru longtemps que les hommes étaient conduits *par agir,* mais qu'il s'apercevait qu'ils étaient conduits *par parler.*

C'est une vérité que les barbares ont pu méconnaître durant des siècles, mais qui nous apparaît comme elle apparaissait aux Grecs subtils.

La parole mène le monde. C'est pourquoi, Georg Brandès, curieux de connaître et d'exposer les grands mouvements des hommes et des sociétés en ce siècle, vous avez étudié les œuvres des *écrivains* de préférence à la vie des hommes d'action, sachant que les pensées expliquent les actes qui n'ont pas de signification par eux-mêmes.

Votre œuvre à la fois critique, historique, philosophique, est, avec celle de Sainte-Beuve, la plus considérable de notre temps.

Vous êtes également admirable par votre art

d'exposer, par votre finesse dans l'analyse, par l'originalité et le relief de votre pensée. Vous avez exercé au-delà de ce qu'il semblait possible la faculté de comprendre.

Mais c'est votre caractère, Georg Brandès, que je veux honorer spécialement ici ; il est égal à votre talent.

Je bois à Georg Brandès, qui vivant dans un âge de démocratie, n'a jamais flatté le peuple.



Discours prononcé
à l'Assemblée générale extraordinaire
de la Ligue française pour la défense des
Droits de l'Homme et du Citoyen,
le 20 avril 1902.

Citoyens,

Il y a un petit conte de nourrice qu'on retrouve chez tous les peuples. C'est celui du lutteur merveilleux. Dans une version lorraine, je crois, de ce conte, le lutteur, lorsqu'il est vaincu sous sa forme naturelle, se métamorphose en dragon ; puis, terrassé sous cette nouvelle forme, il se change en canard. Je me suis rappelé le lutteur merveilleux en lisant les programmes affichés sur les murs par les nationalistes. Nous les avions vus, dans les rues et les boulevards, ces nationalistes, vomir des flammes par les yeux, la gueule et les narines. Dragons épouvantables, ils déployaient leurs ailes et leurs griffes horribles. Pourtant ils furent vaincus et voici qu'ils renaissent, pour une autre lutte, avec des plumes lisses, un air de familiarité, une voix domestique et paisible. Quelle merveilleuse transformation !

NOTE. — A la suite de cette réunion, la Ligue des Droits de l'Homme vota l'affichage de ce discours ; tiré à cinquante mille exemplaires, il fut affiché dans toute la France.

Sous leur première figure, il vous en souvient, Citoyens, c'étaient des Hippogriffes et des Tarasques ; c'étaient des géants, des ogres affamés de chair humaine. Ils ne parlaient que de « décerveler » les citoyens paisibles. Ils allaient par les rues assommant les républicains, sous le regard amical et le sourire attendri de M. Méline. M. Méline souriait avec une grâce inimitable au nationalisme naissant. Il vous en souvient, Citoyens ? Et, sous ce fécond sourire, le nationalisme grandit, haussa sa tête empanachée par-dessus les toits, comme M. et Mme Gayant dans la vieille ville de Douai. Les badauds, les marmitons, les petits garçons des jésuites lui faisaient cortège en poussant des cris aigus.

Aux obsèques du président Faure, ce fut un beau vacarme. Un cheval se mit de la bande, un cheval militaire. Il y a, paraît-il, des chevaux nationalistes. En ces jours étranges, le nationalisme, plein de jeunesse, soulevait des troubles, causait des bagarres, organisait des émeutes, méditait des révolutions. Il s'apprêtait à tuer la République et comptait bien la porter en terre avec le défunt président. Mais il rata le coup du catafalque. Il ouvrait alors des mâchoires larges comme l'Arc de Triomphe. Il avait un appétit de Gargantua et voulait avaler le Parlement tout entier. On craignait que du nouveau président il ne fît qu'une bouchée. « Ce pauvre M. Loubet, disait-on, n'a plus que la ressource de se loger dans la dent creuse de l'ogre ».

Comment, en si peu de temps, les nationalistes

ont-ils pu changer si complètement de mœurs et de langage ? Ils ne sont plus reconnaissables ; ils ne veulent plus tuer personne ; ils ne parlent plus de décerveler les citoyens. On ne leur voit plus de matraques. Ils respectent les institutions parlementaires, ils respectent le Sénat, ils respectent les chapeaux. Lisez leurs affiches, vous serez bien surpris : il n'y est question ni de guerres, ni de massacres, ni de décervellement aucun. On ne parle là-dedans que de liberté, de tolérance, d'économies et de réduction du service militaire. On se contente de souhaiter un changement de ministère. Et ce n'est pas là, sans doute, une profonde pensée. On ne dit pas du tout dans ces placards qu'on renversera la République, on y dit même qu'on la réformera. Du plébiscite, pas de nouvelles. Bien mieux ! Tous les nationalistes sont devenus républicains. Il en est de radicaux pour les électeurs radicaux, de socialistes pour les électeurs socialistes, de libertaires pour les électeurs libertaires. En cherchant bien, on découvrirait des candidats qui se disent impérialistes-nationalistes républicains et des candidats qui se disent monarchistes-nationalistes républicains.

En entendant leur nouveau langage, en voyant leurs mines hypocrites, on est tenté de leur dire comme Sganarelle à son maître : « Messieurs, je vous aimais mieux comme vous étiez avant. » Et de fait, ils étaient moins déplaisants quand ils brandissaient leur vieille rapière rouillée, qu'ils ne sont aujourd'hui en soufflant dans la flûte de Guillot. Mais

qu'ils se montrent rodomonts ou papelards, qu'ils crient : « Vive le Roi ! » ou « Vive la République ! » ce sont les mêmes gens et leur cœur n'est pas changé.

Citoyens, c'est la procession de la Ligue qui passe. Vous avez vu, il y a trois ans, défiler les premières bannières. Moines portant une cuirasse sur le froc retroussé, sorbonagres jetant à la foule ahurie des libelles démagogiques, capitans, fier-à-bras, avaleurs de charrettes ferrées et dépendeurs d'andouilles. Maintenant, ce sont les candidats qui défilent, doux, mielleux, onctueux et menus, menus, menus pour se couler par la fente des boîtes électorales.

C'est la procession de la Ligue qui passe. C'est l'armée des moines. Ces gens-là sont tous au service des moines. Quand ils vous disent qu'ils sont républicains, c'est la République des moines qu'ils entendent vous donner ; quand ils réclament la liberté, c'est la liberté pour les moines d'échapper à la loi ; ce qu'ils appellent la liberté de l'enseignement, c'est la liberté pour les moines d'instruire les enfants dans la haine et le mépris de la société laïque, et s'ils vantent la tolérance, c'est qu'ils prétendent obliger la République à tolérer les attentats des moines.

Ils sont les candidats des moines de toute robe, noirs, blancs, mi-blancs, mi-noirs, noisette, figue et raisins secs. Leur liberté a un nom. C'est la liberté Falloux. Ils sont les candidats de ces moines qui ont dévoré l'Italie, dévoré l'Espagne, et que la Répu-

blique française, plus longanime que la vieille Monarchie, laissait pulluler sur elle. Ils sont les candidats des jésuites qui, avec une patiente adresse, en trente années, ont formé, dressé, instruit, armé une France romaine, dans la France, contre la France.

Ils sont les candidats de ces assomptionnistes, de ces frocards féroces des *Croix* qu'on vit, il y a trois ans, allumer la guerre civile dans la nation qui les avait accueillis. Ils sont les candidats des moines qui, pour payer les frais des pieuses candidatures, mendient à leur manière antique, amplement, universellement, catholiquement. Ils sont les candidats de la Patrie romaine. Ils sont les candidats de ce cléricalisme violent et sournois qui, lorsqu'il s'est emparé d'un peuple, le gouverne dans l'esprit du passé avec tous les instruments du passé, toutes les forces de réaction, forces de violence, forces de mensonge, forces d'ignorance et d'abêtissement.

Citoyens, prenons garde ! Quand le cléricalisme a mis la main sur un peuple, il le tient ferme. Voyez la Belgique. Il l'a surprise un jour. Voilà vingt ans de cela, et il la garde encore. Et qui sait au prix de quels efforts la nation qu'il étreint lui fera lâcher prise ?

Citoyens, vous voterez, contre les nationalistes, pour les candidats vraiment et intérieurement républicains ; non pour ces tristes et pâles candidats qui flottent mollement entre le nationalisme et la République. Vous n'irez pas noyer vos suffrages dans les nimbes d'un libéralisme qui respecte toutes les op-

pressions et toutes les iniquités. Vous les donnerez au candidat qui, radical, radical-socialiste ou socialiste, réclame la liberté véritable, celle qui ne reconnaît pas de liberté contre elle. Vous les porterez hardiment jusqu'à ceux qui s'efforcent d'instituer la justice sociale dans sa plénitude et de préparer la paix universelle par l'union des travailleurs. On vous dira que ceux-là sont des utopistes. Mais les économistes dont ils s'autorisent se sont moins trompés que ceux des anciennes écoles, et surtout ils ont mieux corrigé leurs erreurs... Et s'ils étaient des utopistes, en vaudraient-ils moins ? Sans les utopistes d'autrefois, les hommes vivraient encore misérables et nus dans les cavernes. Ce sont des utopistes qui ont tracé les lignes de la première cité. Il faut plaindre le parti politique qui n'a pas ses utopistes. Des rêves généreux, sortent les réalités bienfaisantes. L'utopie est le principe de tout progrès et l'esquisse d'un avenir meilleur.

Vous voterez pour les candidats de la république, pour les candidats radicaux, radicaux socialistes et socialistes.



Discours prononcé dans une réunion électorale du IIIe arrondissement, le 8 mai 1902.

Citoyens,

Quand nous étions enfants, parfois, le soir, à la maison, un vieil ami nous faisait voir sur la muraille de la chambre, l'ombre d'un lapin qui ouvrait tout rond son œil pâle et remuait les oreilles. Mais en tournant la tête, nous reconnaissions les deux mains qui faisaient cette ombre sur le mur. De même si les électeurs à qui l'on montre le lapin nationaliste se retournent, ils verront que ce sont les mains unies du cléricalisme et de la réaction qui font apparaître ce lapin extraordinaire. Non seulement Basile et Gamelle le montrent, mais encore ils lui donnent la parole. Ils lui font crier : « Vive l'armée ! A bas le ministère ! ». Ils ne lui en font pas dire davantage. Il ne faut pas que le lapin parle trop. On reconnaîtrait sur ses lèvres ingénues la voix des jésuites et des dominicains, la voix rauque des pères assommeurs des *Croix*.

Note. — Cette réunion, organisée en faveur de la candidature de M. Louis Puech, sous la présidence de M. Anatole France, précéda le scrutin de ballottage.

Citoyens, à voir le résultat du scrutin dans votre circonscription, on s'aperçoit que vous avez découvert tout de suite les mains qui faisaient l'ombre du lapin sur votre mur. Au premier tour vous avez mis le nationalisme en minorité. Dimanche prochain, unissant vos forces et faisant votre devoir, vous remporterez une belle victoire républicaine. Cette victoire est désormais assurée par l'union des candidats de la démocratie, qui tous ont bien mérité de la République.

Dans la France entière, la journée du 27 a été fâcheuse pour le nationalisme. Il n'était qu'une ombre, et voilà que cette ombre même s'évanouit. Le parti des moines a dépensé des millions en pure perte, et beaucoup menti sans tromper grand monde. Dès à présent une majorité est acquise contre lui. Nous avons, dès le premier tour de scrutin, une majorité anticléricale. Qu'importe, dès lors, que les ligueurs de la république noire aient remporté çà et là quelques victoires inutiles ! Dans l'Est, où sa force est grande, le nationalisme n'a guère vaincu que ses propres amis, et après avoir menacé d'exterminer tous ses adversaires, il a surtout assommé son puissant allié, cet autre lui-même, le mélinisme. Il s'est fait de la sorte plus de mal que de bien. Il a manqué de sens et de réflexion et nous fait songer à cet animal dont parlent les vieux bestiaires qui, lorsqu'il avait faim, se mangeait les pattes sans s'en apercevoir. Dans le centre bourgeois de Paris, s'il remporta des avantages, ce fut le plus souvent sur des candidats

qui l'avaient ménagé, qui jugèrent plus adroit et plus facile de flatter l'ignorance des électeurs que de la détruire, et qui crurent possible de combattre l'adversaire sans dénoncer ses mensonges. Pour ma part, je plains peu le malheur de ces républicains timides. Trop de prudence ne vaut rien ; une adresse excessive est la pire des maladresses. Voyez, au contraire, les républicains, les socialistes qui, comme Jaurès et Pressensé, dédaignèrent d'être habiles et dirent hardiment : « Nous fûmes pour l'innocent contre les faussaires et contre les mauvais juges, et nous nous en glorifions ! » Ceux qui parlèrent ainsi n'eurent point à souffrir de leur franchise. Jaurès est élu, et l'élection de Francis de Pressensé est assurée.

Citoyens, il faut reconnaître cependant qu'à Paris nous avons fait quelques pertes sensibles et que de sincères républicains ont succombé ! Mais ces défaites, la République ne les a essuyées que dans des circonscriptions bourgeoises. La République résiste et triomphe au contraire dans toutes les circonscriptions où, comme chez vous, domine le prolétariat. Nous n'avons pas besoin de cet exemple pour savoir que la République en péril ne serait défendue que par le peuple des travailleurs manuels et que, désormais, elle ne peut subsister qu'avec l'appui des socialistes.

Mais enfin, malgré le zèle pieux des dames quêteuses, grâce à l'ouvrier, grâce au paysan, les nationalistes ont essuyé une défaite irrémédiable. Et nous

avons lieu de nous en réjouir grandement, car la victoire que nous avons remportée le 27 avril et que nous compléterons le 11 mai est la victoire de l'esprit sur la force brutale, la belle victoire de l'intelligence et de la bonté.

Pour s'assurer que j'ai raison de parler ainsi, il faut connaître le nationalisme et savoir quelle pensée est en lui. C'est pourquoi je vous prie, Citoyens, d'en écouter la définition. Et c'est par là que je terminerai ce petit discours.

Il y a trois ans, voyant dans les rues nos formidables ligueurs tourner les bras comme des ailes de moulins à vent et braire comme des ânes, j'allai consulter à leur sujet un philosophe de mes amis.

— Cette espèce de ligueurs, lui dis-je, est incommode, disgracieuse, indiscrète et très importune. Leurs chefs qui ne s'entendent pas entre eux et qui ne s'entendent pas eux-mêmes, disent qu'ils gouverneront bientôt notre pays. Est-ce vrai ?

Mon ami le philosophe me répondit :

— Je ne crois pas que la République soit jamais conquise par les Trublions (1).

C'est ainsi qu'il appelait les nationalistes ; et sans doute, il avait ses raisons, car il sait la valeur des mots.

— Les Trublions, poursuivit-il, sont incapables de rien conquérir. On ne peut pas plus envisager leur

(1) Du grec τρυβλίον, gamelle, pour désigner les partisans de Gamelle et, par extension, les nationalistes et les démagogues, leurs alliés.

triomphe que le triomphe d'une pluie de sauterelles ou d'une nuée de hannetons. Le trublionnage sévit et passe ; si l'on peut dire qu'il règne, c'est comme on dit que règne une épidémie de variole ou de typhus.

Et mon sage ami ajouta tristement, en secouant la tête :

— Mais on ne sait quand la contagion cessera, ni les ravages qu'elle peut faire dans des populations affaiblies et fatiguées.

Demeuré pensif un moment, il reprit d'un ton plus âpre :

— Les Trublions ne sont rien par eux-mêmes. Mais ils ont pour eux de terribles forces humaines : les forces obscures de l'ignorance et de la haine. Il y a dans les hommes un vieux fonds de barbarie et de férocité. Durant leurs existences antérieures, quand ils habitaient les grands arbres des forêts ou les cavernes au bord des torrents, ils furent trop longtemps anthropophages pour que l'instinct primitif, endormi par des siècles de vie facile, ne se réveille pas parfois en eux, et que le vieux goût du meurtre ne leur remonte pas par bouffées à la bouche et aux narines. C'est cet instinct naturel et profond que les Trublions excitent, flattent, exaspèrent. Ils raniment tout ce qu'on croyait éteint chez l'homme civilisé et méditatif, l'hypocrisie et la férocité du sauvage, la superstition stupide, le fétichisme grossier, la sorcellerie des âges primitifs. Ils font rétrograder les simples et les faibles, jusqu'aux temps barbares, au

dur régime des castes, aux rudes époques où les hommes de la tribu se prosternaient devant le chef coiffé de plumes, et offraient, par la main de leurs prêtres, des victimes humaines à des dieux, comme eux, ignorants et féroces.

Ainsi parla mon ami le philosophe. Il avait raison. Mais ce caractère de barbarie, cet esprit de haine et de mensonge, le nationalisme, qui n'est rien par lui-même, de qui donc le tient-il ? Vous le savez, Citoyens. Il le tient des moines qui l'ont suscité. Il le tient des jésuites, des dominicains, de ces assomptionnistes féroces qui, quand ils furent chassés, allumèrent la guerre civile en France. Il le tient de tous ces artisans de réaction et d'oppression qui le mènent.

Citoyens, il faut finir ce que vous avez commencé, il faut achever la déconfiture des moines.



Discours prononcé à la réunion de la Société des habitations hygiéniques à bon marché, le 18 mai 1902.

Citoyens,

Je n'ai pas besoin de vous rappeler de quel grand mouvement d'esprit sont sorties les universités populaires. Il ne faut pourtant pas en taire le souvenir, et c'est à nous, qui avons secondé ce mouvement selon nos forces, d'en parler toujours avec un juste orgueil. Lorsque les puissances du passé, les puissances de cléricalisme et de réaction, après s'être longuement reconstituées dans l'ombre, tentèrent tout à coup de s'emparer du pays par le mensonge et la violence, à la faveur d'un crime, le gouvernement et le Parlement presque tout entier se firent, par lâcheté plus encore que par ignorance, les complices des criminels. Dans les classes privilégiées, à peine une poignée d'hommes s'opposèrent ouvertement à la barbarie menaçante. Justice, liberté, sagesse, intelligence, humanité, tout ce qui fait la raison d'être de la vie sociale, semblait perdu. Tout fut sauvé par la robuste résistance du prolétariat à l'esprit de mensonge et d'oppression.

NOTE. — Cette réunion fut présidée par M. Anatole France. Elle eut lieu dans la salle de la Société d'Horticulture.

Le prolétariat sauva la République dont il avait peu à se louer et qui n'avait pas assez fait pour lui. Il apparut clairement alors que la force de la République résidait dans le peuple des travailleurs manuels. Et l'union se fit plus étroite entre les intellectuels (gardons-leur ce nom comme un titre d'honneur) et les prolétaires, qui avaient défendu les premiers, côte à côte, la société civile contre ce brigandage qui s'est appelé depuis le nationalisme.

D'un mouvement spontané, avec une vive sympathie, des professeurs, des hommes de science et de lettres s'unirent, par petits groupes, aux hommes des ateliers et des usines. On échangea des idées ; on mit en commun des craintes et des espérances ; on reconnut de part et d'autre la nécessité d'une plus étroite union. C'est ainsi qu'à Paris et dans toute la France les universités populaires furent créées par la collaboration des travailleurs manuels et des travailleurs intellectuels.

Ce n'est pas à dire que ces associations fussent entièrement nouvelles. Des groupes d'études sociales, tels que les Soirées ouvrières, la Coopération des idées, le groupe de l'Émancipation, les avaient précédées, et des initiateurs comme Deherme, Maurice Bouchor, homme apostolique, et les ouvriers de Montreuil avaient accompli des œuvres exemplaires. Il n'en est pas moins vrai que le développement des universités populaires fut un des effets de la grande crise morale que nous avons traversée.

Je crois bien que le mot fut trouvé en même temps

que la chose. A son nom particulier, Émancipation, Réveil, Union, Aurore, Idée, Effort, Contrat social, chaque groupe ajouta le nom générique d'université.

Ce nom, dans quel sens faut-il l'entendre ? Il est vieux, et comme tous les vieux noms, surchargé de significations diverses. Il peut s'appliquer également à l'universalité des connaissances et à l'universalité des hommes réunis pour donner ou recevoir ces connaissances.

Lorsque Robert de Courçon rédigea, en 1215, les statuts de la corporation des maîtres et des écoliers, cette corporation fut dite l'Université de Paris ; et sans rechercher trop exactement le sens prêté alors à ce terme, on pense qu'une université est une sorte d'univers, une sphère harmonieuse, un monde. Ce sens est trop beau pour en chercher un autre. Nous dirons donc que nos universités populaires sont des globes harmonieux et vivants, des mondes.

Pour être vrai, il faut reconnaître que plusieurs sont encore de très petits mondes. Mais l'astronomie nous enseigne que les mondes ne sont pas tous grands. Dans notre système solaire, entre Mars et Jupiter, gravitent des planètes dont quelques-unes ont seulement quatre ou cinq kilomètres de circonférence, peut-être moins encore. Ce n'en sont pas moins des mondes. Je sais des universités populaires très modestes de toutes les façons. Ce n'en sont pas moins des universités, des mondes, avec leur sphère d'attraction, leur zone d'influence. Et je crois que

les plus faibles même ne sont pas tout à fait sans action sur l'esprit public. Et elles ont sur les planètes télescopiques auxquelles nous les comparons, l'avantage de pouvoir s'accroître avec le temps.

Quoi qu'il en soit, l'université dont j'ai le devoir agréable de vous entretenir ici, l'Éducation sociale de Montmartre, n'est certes pas le moindre de ces petits mondes. Et elle est vraiment un monde, un univers, tout au moins en formation. Vous l'allez bien voir. Elle a l'espoir et la substance. L'enseignement qu'elle donne est très étendu. Ce n'est pas qu'on y voie un recteur suivi des quatre facultés, comme dans les universités de l'ancien régime. Vous ne le voudriez pas.

On ne garde des vieilles facultés que ce dont on a besoin. Les États-Unis d'Amérique, qui ont pris leurs universités à l'Europe maternelle, les ont réduites à leur usage. Il y a dans le Far-West une université pour les clergymen et les dentistes. Elle n'a que deux facultés, la Faculté de théologie et la Faculté dentaire. Voilà qui est raisonnable! A l'Éducation sociale, on est aussi sage et plus idéaliste, et, comme il s'agit d'instruire des adultes, on s'attache surtout aux idées les plus générales, ainsi qu'aux connaissances susceptibles d'une application pratique et immédiate.

Il n'y a pas lieu de traiter ici de l'enseignement des adultes. C'est un sujet difficile sur lequel je me bornerai à faire quelques observations très brèves. D'abord, à ceux qui me demandent s'il est possible d'enseigner des hommes déjà mûrs et occupés tous les jours à de rudes travaux mécaniques, je répon-

drai que l'Église, qui possède une expérience séculaire des âmes, pense que l'éducation des hommes faits et gens de labeur est possible, puisqu'elle leur prodigue les sermons, les prônes, les conférences, les homélies, les petits et les grands carêmes. Il reste seulement à savoir si l'esprit scientifique se laisse communiquer aussi facilement que l'esprit religieux.

Nous ne le pensons pas ; nous pensons, au contraire, qu'il est plus aisé de façonner des âmes croyantes que de former des intelligences scientifiques, et qu'on a plutôt fait d'instruire les esprits dans l'ignorance que dans la science. Il faut reconnaître que les vérités scientifiques sont d'une acquisition lente et difficile et il faut remarquer encore qu'elles valent surtout par leur suite et leur enchaînement, que leur prix est plus encore dans la méthode qui les a fait découvrir, que dans les applications dont elles sont susceptibles.

Toutefois, il n'est ni impossible ni vain d'exposer, à des auditeurs neufs, mais attentifs, à défaut de théories transcendantes, certains résultats acquis. Nous dirons mieux : les plus belles inventions, les plus grandes découvertes, il fallut des siècles pour les faire ; il suffit d'une heure pour les dire.

Admettons enfin que si la philosophie des sciences est inaccessible, les faits scientifiques peuvent être mis en grand nombre à la portée de tous et, tant qu'il s'agit de physique, de chimie et de biologie, tout va bien.

Les difficultés commencent aux sciences sociales

et politiques, qui ne peuvent être exactement enseignées pour la raison qu'elles ne sont pas exactement constituées. Je ne contrarierai personne en disant que la politique n'est pas une science exacte. Si la politique était une science exacte comme l'astronomie, on pourrait prédire les changements de ministères aussi sûrement qu'on prédit des éclipses, et les parlementaires seraient ainsi délivrés d'une grande cause d'agitation. Aussi voyons-nous que les questions politiques mettent un peu les universités populaires dans l'embarras.

Il semble que pour s'en tirer heureusement, il suffirait aux universités populaires de ne pas faire de politique. Mais ne pas faire de politique, c'est là encore faire une politique, et l'on ne peut pas affirmer que ce soit faire la meilleure. Quoi qu'elles veuillent, les universités populaires ne peuvent se renfermer dans les vérités de laboratoire. Elles seront toujours plus vivantes que savantes. Et si l'on est vivant on n'échappe pas au souci des affaires publiques, parce que les affaires publiques sont composées uniquement de nos affaires particulières, et que le soin de celles-là nous incombe forcément.

Et puis enfin il ne s'agit pas, dans nos universités populaires, d'observer l'essaim des Perséïdes ou de découvrir un gaz nouveau dans l'atmosphère ; il s'agit de rendre supportable la condition des travailleurs, et cette affaire-là, qui doit être la grande affaire de toute réunion prolétarienne, n'est pas, quoi qu'on dise, sans lien avec la politique, avec la

composition des Chambres et la constitution des ministères. Est-ce que des élections législatives ne dépend pas le sort de la République ? Et qui nie que la République ne soit l'instrument nécessaire des réformes démocratiques et de la justice sociale ?

Mesdames et Messieurs, il m'a paru utile de soumettre ces réflexions à votre jugement. J'ai cru même, en conscience, que c'était nécessaire. Sans quoi, je n'aurais pas résisté si longtemps au plaisir d'entrer avec vous à l'Education sociale, et de visiter ces autres jardins d'Académus, ce nouveau Portique ouverts au peuple de Montmartre.

Depuis trois ans, que de maîtres excellents y ont enseigné ! Les sujets philosophiques y ont été traités par un homme d'une entière bonne foi, d'une admirable candeur, dont la pensée est droite et profonde, et qui donne cet exemple, plus rare qu'on ne pense, d'un sage enseignant la sagesse : Darlu. En consultant les programmes, je vois que Darlu a parlé sur la liberté de penser, sur le positivisme, sur les idées philosophiques du temps présent, sur l'idée de progrès et l'idée d'évolution, sur le libre arbitre, le déterminisme, les conditions du bonheur, la vie de l'esprit.

Gustave Rouanet, qui vient de dissiper dans le dix-huitième arrondissement le fol essaim des Trublions, a fait une belle série de conférences sur le rôle politique de l'argent dans la société antique, le moyen âge et les temps modernes. Je vois encore, parmi les conférenciers philosophes de l'Éducation sociale, Henry Michel, professeur à la Sorbonne, et Gabriel Séailles,

dont je m'honore d'être l'ami et dont il faut admirer également l'esprit et le caractère. C'est peu dire que Gabriel Séailles a sacrifié son intérêt privé, tous les brillants avantages qui lui étaient assurés, sa tranquillité même à la défense publique du juste et du vrai. Il faut savoir encore de quel cœur il a fait ce sacrifice, avec quelle tranquillité souriante et quelle joie paisible !

A côté du nom de Gabriel Séailles, je lis celui de Ferdinand Buisson, qui, candidat dans le treizième arrondissement, oubliait sa candidature, gagnait les électeurs par de simples causeries sur les plus hautes questions morales et se faisait élire par ces moyens extraordinaires : la modestie, le savoir et la probité. Plus loin, je trouve les noms de Fournière, l'ancien député socialiste de Guise, que nous reverrons bientôt à la Chambre, de mon vieil ami Lanson, de mon jeune ami Brunschvicg, d'Albert Cohen, de Monin, de Paul Mantoux.

Les leçons des sciences exactes n'ont pas été oubliées à l'Éducation sociale, où l'on n'ignore pas que la science nous affranchit des imaginations barbares et des vaines terreurs. De savants hommes, Abraham, Buhl, Colomb, Guillaume, Perrin, Lacroix, Seignette, le docteur Legendre, le docteur Jacquet, y ont fait des leçons d'astronomie, de chimie, de zoologie, de botanique, de médecine, de prophylaxie.

Nous avions raison de dire que notre université s'applique à donner aux siens tout ensemble des idées générales et des connaissances pratiques. Elle

s'efforce aussi de leur procurer les belles joies de l'art ; elle leur fait parfois entendre de bonne musique : un soir elle a fait exécuter pour eux des morceaux des trois *Faust*, du *Faust* de Berlioz, du *Faust* de Schumann et du *Faust* de Gounod.

Elle s'adresse à l'homme tout entier, à l'homme pensant et vivant. Un jour de la semaine, dans l'après-midi, elle convie les mères de famille à des causeries sur l'hygiène domestique. Elle reçoit les enfants au sortir de l'école, et des femmes, des jeunes filles les font jouer ou leur enseignent de menus travaux.

A ces soins, on devine le réalisme charmant, la pensée utile et douce d'une femme. C'est aussi qu'une femme est l'âme créatrice et vigilante de cette université populaire. Sa modestie s'offenserait de nos louanges. Ce n'est pas moi, c'est son œuvre qui la loue. Je sais qu'elle ne veut pas être nommée, mais chacun de vous, en ce moment, la nomme au dedans de lui-même et dit : « C'est madame Horace Weill ! »

Vous voyez bien que cette université est un monde, non point encore très vaste, ni même assez ample, mais déjà ordonné, organisé, un monde intellectuel, physique et moral.

Instruction, éducation, hygiène. Et de l'hygiène théorique, l'université de Montmartre passe à l'hygiène en action. Elle se propose de procurer à bon marché aux travailleurs manuels un logement sain et commode. Cette idée est sortie de l'institution naturellement, comme de la fleur sort le fruit.

Il était juste et nécessaire que des éducateurs du

peuple songeassent à loger humainement ceux qu'ils voulaient humainement instruire. Si l'habit est la forme de l'homme, le logement est la forme des mœurs. Comment voulez-vous que des êtres qui vivent six, huit, douze : père, mère, enfants, en tas dans une chambre dégoûtante, pensent avec délicatesse et se forment un goût un peu noble des choses ? Et peut-on offrir sans ironie les trésors magnifiques de l'esprit humain à des êtres que la vermine dévore dans des soupentes, et qui ne dorment qu'en respirant le typhus et la tuberculose ?

Si tous les prolétaires, heureusement, n'ont point des abris à ce point misérables, les immeubles loués aux ouvriers sont le plus souvent incommodes et malsains, et comme ils rapportent d'autant plus aux propriétaires qu'ils sont malsains ou incommodes, on ne peut guère espérer qu'ils s'emplissent bientôt de jour, d'air, d'eau froide et d'eau chaude, ni que les cloisons des chambres trop étroites s'écartent soudain.

Pour changer ce déplorable état de chose, de grands efforts, il faut le dire, ont été faits. Depuis plusieurs années, des immeubles hygiéniques ont été construits, notamment à Paris, à Saint-Denis, dans tout le département de la Seine, à Lyon, à Mulhouse, par la Société des habitations à bon marché. Et d'excellents résultats ont été obtenus.

L'idée que je vous expose n'est donc pas entièrement neuve. Il n'y a guère plus d'idées neuves dans les esprits, que sur terre d'arbres sans racines.

Et pourtant l'Éducation sociale n'entend pas faire

ce qui a déjà été fait : elle entend faire tout autre chose. Ce qu'il y a de particulier et d'original dans son projet, c'est le lien préexistant entre l'université populaire et l'édifice hygiénique, entre l'esprit et la matière. Comme le chanteur thrace, l'université de Montmartre élève ses murailles au son de la lyre.

A jeter les yeux sur le devis sommaire qui a été publié, il semble que la maison de l'Éducation sociale sera fort bien aménagée. Sachant qu'il y a loin du rêve à la réalité, nous ne croirons point que ce sera l'abbaye de Thélème avec ses neuf mille trois cent trente-deux chambres, ses escaliers de pierre numidique et de marbre serpentin, et les trois Grâces de sa fontaine d'albâtre. Mais ce sera une vaste maison, aux cours spacieuses, divisée en un grand nombre de logis sains, aérés, abondants en eau et en lumière, avec les salles de l'Éducation sociale au rez-de-chaussée sur la cour.

J'en ai dit assez. Sur ce sujet, vous allez entendre M. le docteur Léon Petit, vous allez entendre M. Frantz Jourdain, qui a, vous le savez, un sens si aigu de l'art et de la vie. Avec une autorité et une science qui me manquent, ils vous exposeront les conditions techniques et les conditions financières de l'œuvre ; ils vous diront leurs ressources et... leurs espérances.



TABLE DES MATIÈRES

ET DES GRAVURES

DU

PREMIER VOLUME

PREMIER VOLUME

(Du 28 Novembre 1898 au 18 Mai 1902).



VERS LES TEMPS MEILLEURS

TOME II

(Du 5 octobre 1902 au 19 décembre 1904)

ANATOLE FRANCE

VERS LES TEMPS MEILLEURS

DÉCORÉ DE ONZE PORTRAITS

DESSINÉS PAR BELLERY-DESFONTAINES ET A. LEROUX

ET GRAVÉS PAR FLORIAN, FROMENT

ET FERRICHON



EDITIONS D'ART

EDOUARD PELLETAN

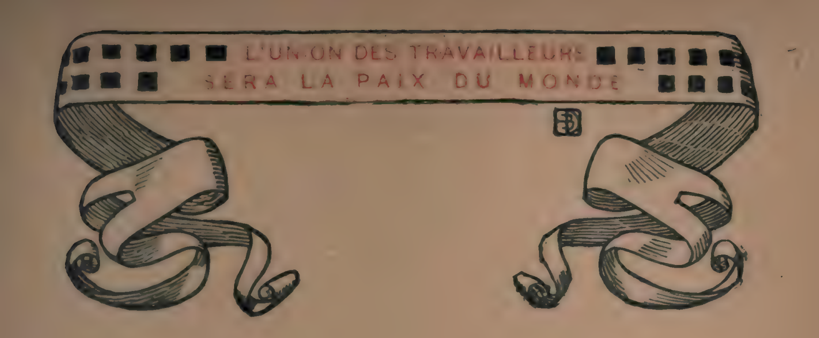
125 Boulevard Saint-Germain. 125

PARIS

—

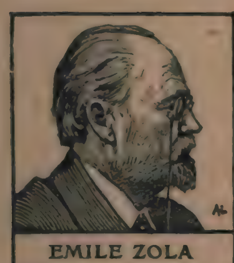
1906


AUGUSTE LEROUX
1906
EFL.



Discours prononcé aux funérailles d'Émile Zola, (Cimetière Montmartre) le 5 octobre 1902.

Messieurs,


EMILE ZOLA

Appelé par les amis d'Émile Zola à parler sur cette tombe, j'apporterai d'abord l'hommage de leur respect et de leur douleur à celle qui fut durant quarante années la compagne de sa vie, qui partagea, allégea les fatigues des débuts, égaya les jours de gloire et le soutint de son infatigable dévouement aux heures agitées et cruelles.

Messieurs,

Rendant à Émile Zola, au nom de ses amis, les

honneurs qui lui sont dus, je ferai taire ma douleur et la leur. Ce n'est pas par des plaintes et des lamentations qu'il convient de célébrer ceux qui laissent une grande mémoire, c'est par de mâles louanges et par la sincère image de leur œuvre et de leur vie.

L'œuvre littéraire de Zola est immense. Vous venez d'entendre le président de la Société des gens de lettres en définir le caractère avec une admirable précision. Vous avez entendu le ministre de l'Instruction publique en développer éloquemment le sens intellectuel et moral. Permettez qu'à mon tour je la considère un moment devant vous.

Messieurs, lorsqu'on la voyait s'élever pierre par pierre, cette œuvre, on en mesurait la grandeur avec surprise. On admirait, on s'étonnait, on louait, on blâmait. Louanges et blâmes étaient poussés avec une égale véhémence. On fit parfois au puissant écrivain (je le sais par moi-même) des reproches sincères, et pourtant injustes. Les invectives et les apologies s'entremêlaient. Et l'œuvre allait grandissant.

Aujourd'hui qu'on en découvre dans son entier la forme colossale, on reconnaît aussi l'esprit dont elle est pleine. C'est un esprit de bonté. Zola était bon. Il avait la grandeur et la simplicité des grandes âmes. Il était profondément moral. Il a peint le vice d'une main rude et vertueuse. Son pessimisme apparent, une sombre humeur répandue sur plus d'une de ses pages cachent mal un optimisme réel, une foi obstinée au progrès de l'intelligence et de la justice. Dans ses romans, qui sont des études sociales,

il poursuivit d'une haine vigoureuse une société oisive, frivole, une aristocratie basse et nuisible, il combattit le mal du temps : la puissance de l'argent. Démocrate, il ne flatta jamais le peuple et il s'efforça de lui montrer les servitudes de l'ignorance, les dangers de l'alcool qui le livre imbécile et sans défense à toutes les oppressions, à toutes les misères, à toutes les hontes. Il combattit le mal social partout où il le rencontra. Telles furent ses haines. Dans ses derniers livres, il montra tout entier son amour fervent de l'humanité. Il s'efforça de deviner et de prévoir une société meilleure.

Il voulait que, sur la terre, sans cesse un plus grand nombre d'hommes fussent appelés au bonheur. Il espérait en la pensée, en la science. Il attendait de la force nouvelle, de la machine, l'affranchissement progressif de l'humanité laborieuse.

Ce réaliste sincère était un ardent idéaliste. Son œuvre n'est comparable en grandeur qu'à celle de Tolstoï. Ce sont deux vastes cités idéales élevées par la lyre aux deux extrémités de la pensée européenne. Elles sont toutes deux généreuses et pacifiques. Mais celle de Tolstoï est la cité de la résignation. Celle de Zola est la cité du travail.

Zola, jeune encore, avait conquis la gloire. Tranquille et célèbre, il jouissait du fruit de son labeur, quand il s'arracha lui-même, d'un coup, à son repos, au travail qu'il aimait, aux joies paisibles de sa vie. Il ne faut prononcer sur un cercueil que des paroles graves et sereines et ne donner que des signes de

calme et d'harmonie. Mais vous savez, Messieurs, qu'il n'y a de calme que dans la justice, de repos que dans la vérité. Je ne parle pas de la vérité philosophique, objet de nos éternelles disputes, mais de cette vérité morale que nous pouvons tous saisir parce qu'elle est relative, sensible, conforme à notre nature et si proche de nous qu'un enfant peut la toucher de la main. Je ne trahirai pas la justice qui m'ordonne de louer ce qui est louable. Je ne cacherai pas la vérité dans un lâche silence. Et pourquoi nous taire ? Est-ce qu'ils se taisent, eux, ses calomniateurs ? Je ne dirai que ce qu'il faut dire sur ce cercueil, et je dirai tout ce qu'il faut dire.

Devant rappeler la lutte entreprise par Zola pour la justice et la vérité, m'est-il possible de garder le silence sur ces hommes acharnés à la ruine d'un innocent et qui, se sentant perdus s'il était sauvé, l'accablaient avec l'audace désespérée de la peur. Comment les écarter de votre vue alors que je dois vous montrer Zola se dressant, faible et désarmé, devant eux? Puis-je taire leurs mensonges? Ce serait taire sa droiture héroïque. Puis-je taire leurs crimes? Ce serait taire sa vertu. Puis-je taire les outrages et les calomnies dont ils l'ont poursuivi? Ce serait taire sa récompense et ses honneurs. Puis-je taire leur honte ? Ce serait taire sa gloire. Non ! je parlerai.

Avec le calme et la fermeté que donne le spectacle de la mort, je rappellerai les jours obscurs où l'égoïsme et la peur étaient assis au Conseil du Gouvernement. L'iniquité commençait à être connue,

mais on la sentait soutenue et défendue par de telles forces publiques et secrètes, que les plus fermes hésitaient. Ceux qui avaient le devoir de parler se taisaient. Les meilleurs, qui ne craignaient pas pour eux-mêmes, craignaient d'engager leur parti dans d'effroyables dangers. Égarée par de monstrueux mensonges, excitée par d'odieuses déclamations, la foule du peuple, se croyant trahie, s'exaspérait. Les chefs de l'opinion, trop souvent caressaient l'erreur, qu'ils désespéraient de détruire. Les ténèbres s'épaississaient. Un silence sinistre régnait. C'est alors que Zola écrivit au Président de la République cette lettre mesurée et terrible qui dénonçait le faux et la forfaiture.

De quelles fureurs il fut alors assailli par les criminels, par leurs défenseurs intéressés, par leurs complices involontaires, par les partis coalisés de toutes les réactions, par la foule trompée, vous le savez et vous avez vu des âmes innocentes se joindre avec une sainte simplicité au hideux cortège des aboyeurs à gages. Vous avez entendu les hurlements de rage et les cris de mort dont il fut poursuivi jusque dans le Palais de justice, durant ce long procès jugé dans l'ignorance volontaire de la cause, sur de faux témoignages, dans le cliquetis des épées.

Je vois ici quelques-uns de ceux qui, se tenant alors à son côté, partagèrent ses périls : qu'ils disent si jamais plus d'outrages furent jetés à un juste ? Qu'ils disent aussi avec quelle fermeté il les supporta ! Qu'ils disent si sa bonté robuste, sa mâle

pitié, sa douceur se démentirent une seule fois et si sa constance en fut ébranlée.

En ces jours scélérats plus d'un bon citoyen désespéra du salut de la patrie et de la fortune morale de la France. Les républicains défenseurs du régime actuel n'étaient pas seuls atterrés. On entendit un des ennemis les plus résolus de ce régime, un socialiste irréconciliable s'écrier amèrement : « Si cette société est à ce point corrompue, ses débris immondes ne pourront même pas servir de fondement à une société nouvelle. » Justice, honneur, pensée, tout semblait perdu.

Tout était sauvé. Zola n'avait pas seulement révélé une erreur judiciaire, il avait dénoncé la conjuration de toutes les forces de violence et d'oppression unies pour tuer en France la justice sociale, l'idée républicaine et la pensée libre. Sa parole courageuse avait réveillé la France.

Les conséquences de son acte sont incalculables. Elles se déroulent aujourd'hui avec une force et une majesté puissantes ; elles s'étendent indéfiniment : elles ont déterminé un mouvement d'équité sociale qui ne s'arrêtera pas. Il en sort un nouvel ordre de choses fondé sur une justice meilleure et sur une connaissance plus profonde des droits de tous.

Messieurs,

Il n'y a qu'un pays au monde dans lequel ces grandes choses pouvaient s'accomplir. Qu'il est admirable le génie de notre patrie ! Quelle est belle cette

âme de la France, qui, dans les siècles passés, enseigna le droit à l'Europe et au monde ! La France est le pays de la raison ornée et des pensées bienveillantes, la terre des magistrats équitables et des philosophes humains, la patrie de Turgot, de Montesquieu, de Voltaire et de Malesherbes. Zola a bien mérité de la patrie; en ne désespérant pas de la justice en France.

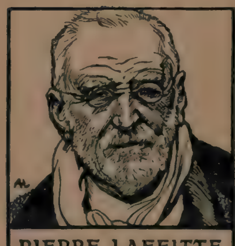
Ne le plaignons pas d'avoir enduré et souffert. Envions-le. Dressée sur le plus prodigieux amas d'outrages que la sottise, l'ignorance et la méchanceté aient jamais élevé, sa gloire atteint une hauteur inaccessible.

Envions-le : il a honoré sa patrie et le monde par une œuvre immense et par un grand acte. Envions-le, sa destinée et son cœur lui firent le sort le plus grand : *Il fut un moment de la conscience humaine.*



Discours prononcé
aux funérailles de Pierre Laffitte
(Cimetière du Père-Lachaise)
le 11 janvier 1903.

Messieurs,


PIERRE LAFFITTE

L'honneur qui m'est fait de prendre la parole sur cette tombe, je le dois au sentiment largement humain des positivistes, qui ont agréé, pour porter à Pierre Laffitte l'adieu de ses amis, un homme étranger à leur doctrine, si toutefois il est possible aujourd'hui à quiconque mène une vie pensante d'être vraiment étranger au positivisme. Est-ce que tous les esprits cultivés de ce temps ne sont pas pénétrés de ces grandes idées qu'Auguste Comte a renouvelées ou créées et mises dans un ordre qui les fortifie ? N'est-ce pas ce grand philosophe qui nous a détournés des vaines constructions de la métaphysique ? N'est-ce pas de lui plus que d'aucun autre que nous tenons notre confiance dans la méthode expérimentale ? N'avons-nous pas appris de lui la généalogie des sciences et les époques du genre humain ? Ne lui devons-nous pas, enfin, l'idée heureuse d'une


AUGUSTE COMTE

morale fondée sur la solidarité humaine ? Le positivisme est entré dès aujourd'hui profondément dans la conscience universelle et l'on ne trouverait pas sur la face du monde un esprit libre qui ne soit tributaire en quelque chose du fondateur de votre philosophie et de ses premiers disciples.

Du moins, Messieurs, saurai-je justifier votre désignation, en m'associant de tout cœur, devant ce cercueil, au culte que, selon vos préceptes, on doit rendre aux morts excellents.

MM. Émile Corra, Henri Bridges, Auguste Keüfer, Massillon Coicou sont venus ici porter témoignage au nom du monde positiviste tout entier, sur la vie et l'œuvre du juste qui vient de s'éteindre. Devant faire entendre la voix d'un ami, je ne m'excuserai pas de parler après eux, sachant que vous égalez les choses du cœur à celles de l'esprit. Je m'efforcerai seulement d'exprimer, en peu de paroles, les sentiments que m'inspire l'homme que nous pleurons.

Quand je l'ai connu, Pierre Laffitte avait accompli une grande part de son labeur. Il touchait à la vieillesse. Mais son esprit avait gardé l'ardeur et la générosité des jeunes années. Il m'accueillit avec une bienveillance dont le souvenir m'est précieux. Ce directeur du positivisme ne demandait pas les adhésions des lèvres. Il se faisait une trop haute idée de la doctrine dont il était le dépositaire pour croire

qu'on pût y atteindre par un élan tumultueux ou par une illumination soudaine. Ses larges sympathies allaient volontiers aux esprits qu'il savait affranchis de toute servitude théologique, qui vivaient en état positiviste sans trop le savoir eux-mêmes et qui sauvaient leur pensée comme l'empereur Trajan sauva son âme, selon la belle légende qu'il aimait à conter.

C'est surtout pendant qu'il se reposait dans son pays natal que j'eus le bonheur de goûter son entretien. Il allait chaque année revoir, au bord de la Garonne, sa petite ville de Beguey, couronnée de pampres. L'antique Beguey a perdu ses remparts et sa porte guerrière. Au bruit de ses moulins, elle nourrit en paix ses familles de vignerons et de tonneliers. Bien souvent je l'ai accompagné, au milieu des vignes rougies par l'automne, sur la route claire, bordée de peupliers, qu'avait foulée le poète Ausone. Je crois y voir encore notre ami, ses cheveux drus et blancs, ses yeux clairs usés par le travail, son visage coloré, planté de grands traits puissants comme en ont les portraits en marbre des philosophes grecs.

Je crois entendre sa voix tout ensemble âpre et chantante, bien articulée, comme il convenait à un homme enseignant.

L'aspect du pays, qui devant nous étendait ses longs coteaux comme usés par une laborieuse culture, était en harmonie profonde avec la pensée du philosophe. Dans la campagne, la vie soumise au

cours des astres et à l'autorité des ancêtres, plus régulière, plus lente, plus solennelle que dans nos villes, laisse mieux sentir la continuité des jours et la suite des générations. C'est pourquoi peut-être une philosophie fondée sur la tradition s'y faisait si bien entendre. Dans ses promenades, au hasard de la conversation, il parlait de César ou de Dante, de Diderot ou de Grétry, ou considérait les destinées de l'humanité future. La vie humaine, si courte, même quand elle atteint ses limites extrêmes, il la prolongeait ainsi dans le passé et dans l'avenir.

Sa philosophie était toute faite de réalités sensibles et il la vivait. Nulle conversation plus animée que la sienne. Comme il touchait sans cesse à de grands intérêts humains, il intéressait toujours. Les saillies abondantes de son esprit ne lassaient jamais parce qu'elles présentaient brusquement, sous une forme imprévue et singulière, des idées assez solides pour retenir l'attention, alors même qu'on les eût exposées avec une lenteur méthodique.

Dans ces rencontres, j'ai souvent admiré la simplicité de ses manières et leur noblesse aisée. Ses façons avec les femmes étaient empreintes d'une aménité respectueuse, qui révélait l'honnête homme. Il n'eût pas été des vôtres, Messieurs, s'il n'avait pas eu le culte des femmes supérieures.

Vous tous qui avez approché Pierre Laffitte, vous savez sa bonté robuste, sa fidélité, son désintéressement et sa puissance d'aimer. Comment il conciliait son amour de la France et son amour de l'humanité,

ceux-là seuls le demanderont, qui ignorent les facultés naturelles d'une vaste intelligence et d'un grand cœur. Le patriotisme n'engendre la haine de l'humanité que dans les esprits bornés et violents, trop étroits pour concevoir la solidarité humaine et qui ne comprennent pas que, sur la terre, le sort d'un groupe humain est lié, en définitive, au sort de tous les hommes.

Il ne m'appartient pas de rappeler les travaux de son apostolat philosophique, ni de dire avec quel zèle il enseigna dans les mairies de Paris et de la banlieue, avant de parler dans la salle Gerson et de monter dans sa chaire du Collège de France. Il m'appartient encore moins d'apprécier une œuvre intellectuelle sur laquelle vos orateurs viennent de porter en toute connaissance un jugement éloquent. Pourtant un caractère de cette œuvre me frappe à tel point que je ne puis m'empêcher de l'indiquer d'un mot : je veux parler de l'originalité profonde dont Pierre Laffitte imprimait les traits dans ses leçons et dans ses livres. Et c'est une preuve de la bonté de votre doctrine, Messieurs, qu'un disciple si fidèle ait été un penseur original.

Messieurs,

Pour rendre à Pierre Laffitte un hommage digne de lui, nous devons apporter sur sa tombe, comme des palmes et des couronnes, nos plus nobles désirs et nos plus hautes espérances.

Souffrez donc, vous les témoins de sa vie, vous,

ses associés et ses continuateurs, qu'un étranger, uni à vous par la sympathie, exprime devant ce cercueil un vœu qu'il croit conforme aux suggestions de votre cœur et aux conseils de votre raison.

Ce qui m'encourage à l'exprimer, c'est que la voix de Pierre Laffitte se joint à la mienne pour la soutenir et la hausser. Entendez-le vous exprimer une de ses plus chères et de ses plus constantes pensées, et vous dire ici, comme il l'a dit tant de fois au cours de son apostolat : « Il est nécessaire de conclure l'alliance intime des philosophes et des prolétaires, l'union d'une grande pensée et d'une grande force. »

Le mal qu'il eût redouté plus qu'aucun autre, c'eût été que le positivisme, cessant d'être utile à l'humanité, cessât d'être lui-même et que l'Église d'Auguste Comte traversât le monde comme une étrangère.

Puisque Pierre Laffitte encore a pu dire que « le positivisme, malgré sa stabilité fondamentale, n'était pas une constitution absolument immobile », puisque telle est sa doctrine et la vôtre, puisque l'esprit positiviste, qu'on pourrait appeler le sens profond du relatif, peut et doit se créer sans cesse des relations nouvelles avec les choses renouvelées, cette espérance nous est permise de voir, à l'avenir, votre grande école associer de plus en plus ses efforts aux mouvements et aux efforts énormes du prolétariat universel, et préparer énergiquement, selon ses méthodes, dans sa sphère d'activité l'union des travail-

leurs qui sera la paix du monde. Tel est le vœu que j'ai cru digne d'être formé devant cette tombe.

Adieu ! Pierre Laffitte : tu vis encore dans le cœur de tes amis, et ton enseignement demeure parmi les hommes.



Allocution prononcée à la réunion (1) organisée en faveur de l'Arménie et de la Macédoine, le 18 mars 1903.

Citoyens,

Sur l'ordre du Sultan Rouge, trois cent mille Arméniens sont tombés. Des sommets du Taurus aux plateaux de l'Ararat, un peuple d'orphelins vit sous le couteau. En Macédoine, à quelques heures de Buda-Pesth et de Vienne, les soldats et les fonctionnaires turcs massacrent les paysans dont ils ont violé les filles et les femmes. Ces crimes commis à la honte de l'Europe, l'Europe doit les réprimer. L'humanité lui en fait un devoir, le traité de Berlin lui en donne le droit positif.

La France a envoyé ses cuirassés pour réclamer à la Porte, par la bouche des canons, le remboursement de Lorando et de Tubini. Nos cuirassés sont-ils uniquement au service de Tubini et de Lorando ?

Le sultan, en livrant l'Arménie et la Macédoine

(1) Cette réunion, organisée par la Société Républicaine de Propagande, s'est tenue dans la salle de l'Éden du Temple.

aux égorgeurs, ne s'est-il donc exposé à aucune réclamation des puissances? L'Allemagne, l'Angleterre, la France, ses tutrices, lui diront-elles: « Tu peux tuer, pourvu que tu payes! »

Il y a deux politiques si l'on en croit d'habiles gens. Celle de la prudence, et la nôtre. Nous répondons que devant le crime il n'y a qu'une politique : celle de l'humanité.

On prétend que nous manquons de réserve et de précautions. Non, en prévoyant les massacres qui dans quelques jours ensanglanteront la Macédoine et en criant à quiconque peut nous entendre que le sabre turc est toujours levé sur l'Arménie, nous ne manquons ni de prudence ni de sagesse. La prudence n'est pas de taire et de nier les massacres. La prudence n'est pas d'autoriser le crime par un lâche silence. La lâcheté n'est jamais sage.

Quelle est donc cette sagesse de se taire quand le sang des victimes crie? Seule notre politique est sage parce qu'elle est ouverte et franche, et qu'en dehors des voies droites, il n'y a que surprises et dangers.

Seule, notre politique est pacifique parce qu'elle se fonde sur le sentiment populaire dans les nations civilisées, et que partout le peuple a la guerre en exécration.

Citoyens,

Nous intéressant au sort des Arméniens et des Macédoniens, non parce qu'ils sont chrétiens, mais

parce qu'ils sont des hommes, nous réclamons comme garantie de leur salut et pour l'affermissement de la paix universelle, l'exécution pleine et entière du traité de Berlin en ce qui concerne l'Arménie et la Macédoine.



Discours prononcé à Rome, à la réunion de l'Association de la Presse, pour l'Arménie et la Macédoine, le 7 mai 1903.

Mesdames et Messieurs,

Si j'ai l'honneur de me trouver ici parmi vous, si j'ai été appelé à me joindre, dans cette salle de votre Association, aux journalistes de Rome, c'est comme rédacteur de *Pro Armenia,* pauvre défenseur d'une grande cause, très petit journal fondé à Paris, par Pierre Quillard, avec le concours de Francis de Pressensé, de Jean Jaurès et de Clémenceau. Et mon premier devoir, qu'il m'est doux d'accomplir, est de saluer mes confrères de la Ville éternelle.

Laissez-moi vous dire ensuite, Messieurs, combien j'aime l'Italie et de quel respect Rome me pénètre. Dans les heures trop brèves qu'il m'est permis d'y passer, j'y goûte des joies incomparables. La vie y coule pleine, tranquille, profonde, et s'y plonge magnifiquement dans un passé très grand. Comment ne pas se rappeler, à l'ombre de vos ruines de brique et de marbre, couronnées d'oliviers, les siècles où l'immense majesté de la paix romaine enveloppait la terre, et comment ne pas voir avec sympathie la

renaissance de Rome et la prospérité croissante de l'Italie délivrée ? De quelque contrée qu'on vienne et quelque langue qu'on parle, comment, parmi les vestiges du Forum romain, ne pas s'essayer à murmurer d'un accent dont vous pardonnerez la rudesse, cette parole de votre antique historien : *Roma pulcherrima rerum ?*

En contemplant les monuments de votre antiquité, un Français ne se sent pas étranger chez vous : il retrouve les restes de la grande aïeule des nations latines ; si l'on parcourt vos rues et vos places illustres, à tout moment on rencontre les vestiges de gloire et de puissance. Mais de tous ces souvenirs, le plus admirable peut-être, et celui, du moins, qu'il convient le mieux de rappeler ici, c'est le geste pacifique par lequel votre Marc-Aurèle, du haut du Capitole, apaise les Barbares.

C'est un peu le geste, Messieurs, que vous êtes venus faire ici. Sans doute vous ne pouvez pas, comme l'empereur philosophe, en étendant le bras, tranquilliser l'univers. Mais enfin vous êtes venus travailler dans cette salle selon vos forces, qui ne sont pas petites, puisque ce sont les forces de l'esprit, à l'affermissement de la paix européenne, car il ne s'agit pas seulement ici de la Macédoine déchirée et de l'Arménie martyre. Il s'agit de l'union morale et du concert intellectuel de l'Europe civilisée. Le directeur de votre école d'anthropologie, l'illustre professeur Sergi, vient de vous dire, dans le plus noble langage, comment la cause des Arméniens est portée devant

toutes les capitales de l'Europe. Elle a été portée cet hiver à Paris. Dans mon pays, partagé à cette heure entre deux partis qui se livrent un combat sans merci, les adversaires les plus résolus se sont réunis pour prendre en main la cause arménienne.

Loris Melikoff que vous voyez ici les avait convoqués, l'arménien Loris Melikoff qui soutient son grand nom de toute la force de son grand cœur. Dans une assemblée immense, MM. Lerolle et Cochin, les citoyens Jaurès et Pressensé, côte à côte, ont protesté contre les assassinats commis par le sultan exterminateur à la face de l'Europe honteusement silencieuse, et réclamé l'entière exécution du traité de Berlin.

Cette union des gens de cœur pour l'accomplissement d'une œuvre nécessaire et généreuse se fera aussi facilement chez vous, Messieurs, qu'elle s'est faite en France. Tout ce que Rome contient de noble se réunira dans une même pensée humaine et pacifique ; les hommes éminents dans la politique et dans la presse que je vois assemblés ici en sont le présage certain.

Et ce ne sera pas pour former de vains souhaits, pour jeter d'inutiles plaintes. Ce que vous réclamerez, comme nous l'avons réclamé, est précis, légal, pratique. C'est la pleine exécution du traité de Berlin. Ce traité institue la tutelle de l'Europe sur l'empire ottoman. Est-il possible que l'Europe dise au sultan rouge : Tue, pourvu que tu payes ? Est-il possible que l'Europe tutrice et, par conséquent, responsable,

qui se juge suffisamment armée par les traités pour faire rentrer à coup de canon des créances en souffrance à Constantinople, s'estime impuissante devant l'égorgement de trois cent mille sujets du sultan ? La question financière intéresse seule les Européens, diront les monstrueux égoïstes qui se croient sages.

Messieurs, c'est aussi une question économique et financière que l'égorgement de tout un peuple.

En obtenant la pleine exécution du traité de Berlin, en même temps que vous rendrez la vie à l'Arménie assassinée, vous procurerez aux États européens, et particulièrement à l'Italie, des avantages économiques certains, puisque dans la Turquie soumise au contrôle européen, le commerce pourra se développer librement.

L'opinion est une grande force. C'est en notre temps, dans une partie de l'Europe, la plus grande des forces. Par un effort de l'opinion publique italienne unie à l'opinion publique des autres peuples civilisés, on peut espérer que se fondera le droit international comme fut fondé, voilà un siècle, le droit civil.

Je m'arrête. M. Barsilai saura définir devant vous avec une haute autorité l'œuvre à laquelle vous êtes conviés. Pour moi, si votre bienveillance permet à votre hôte d'un jour de vous ouvrir son cœur, rien ne me sera plus doux que de voir la pensée italienne unie à la pensée française dans une œuvre de sagesse et d'humanité.

Discours prononcé au Comice de Rome, en faveur de l'Arménie et de la Macédoine, le 21 mai 1903.

Messieurs,

Pour obéir à l'invitation de votre président, l'illustre professeur Sergi, je dois prendre la parole dans cette assemblée, et après votre vénéré concitoyen Angelo de Gubernatis, élever la voix d'un hôte et d'un ami. Vous entendrez avec bienveillance, j'en suis sûr, le son de la langue sœur. La langue italienne et la langue française sont deux sœurs jumelles. Nous aussi, nous avons sucé le lait de la louve, et c'est avec un respect filial que je salue cette ville de Rome, aïeule auguste des nations.

Messieurs, je me promenais hier sur le Forum, où fut longtemps médité le sort du monde. Là, maintenant, parmi les ruines des temples, des basiliques et des arcs de triomphe, croissent de jeunes myrthes mêlés au laurier d'Apollon. Ces marbres et ces rameaux sont l'image de vos souvenirs et de vos espérances. En les contemplant, l'esprit tout plein de votre grandeur passée, je voyais l'Italie délivrée et Rome libre refleurir dans l'Europe pacifique.

Messieurs, je viens sous les auspices, aux côtés du

patriote arménien Loris Melikoff, vous convier à une œuvre qui intéresse les droits de l'humanité et la paix du monde. Je viens apporter la cause de l'Arménie non à l'Italie morte, mais à l'Italie vivante. Pour savoir combien vous êtes jaloux de venger les attentats commis contre la personne humaine et de quelle généreuse pitié vous honorez les victimes des crimes, je n'ai pas besoin de rechercher des souvenirs, ni même de rappeler le héros dont votre mémoire est pleine, le généreux défenseur de toutes les causes justes des peuples, de Garibaldi, qui combattit pour l'Italie opprimée et pour la France vaincue.

J'ai vu passer au pied de la colonne Trajane un cortège innombrable de citoyens, qui, dans un silence sacré, portaient à Giacomo d'Angelo des couronnes de roses et d'iris. J'ai vu passer, chargée de fleurs funèbres, Rome réparatrice. Le souvenir de ce spectacle, qui me remplit d'admiration, m'encourage à vous parler des Arméniens martyrs.

Messieurs, étranger parmi vous, je suis votre hôte et je connais mes devoirs. Je ne prononcerai pas un mot qui me donne seulement l'apparence de toucher aux affaires de votre pays, ni m'occuper d'intérêts dont vous êtes seuls juges. Mais puisque Italiens et Français nous sommes des hommes, puisque notre dure condition est d'être des hommes, il y a une politique que nous pouvons, que nous devons faire ensemble : c'est la politique de l'humanité.

Un monstre, qui toujours tremblant dans sa misérable toute puissance s'épouvante de ses crimes et

se rassure par de nouveaux crimes, le sultan Abd-ul-Hamid II, a, de 1893 à 1896, fait pendre, écarteler, brûler vifs, trois cent mille Arméniens, et, depuis lors, il s'applique avec une exécrable prudence à l'extermination méthodique de ce peuple d'orphelins.

Vous savez que, par leur intelligence et leur activité, les Arméniens sont capables de former les liens les plus souples qui puissent unir l'Asie à l'Europe, et que leur mission historique est d'échanger les produits de ces deux parties du monde.

Le professeur Angelo de Gubernatis vient de vous le dire, ils ont fait pénétrer chez eux la civilisation européenne. Au temps des Césars, leurs rois sont venus à Rome et, sous l'Empire, ils envoyaient leur jeunesse étudier aux écoles de vos rhéteurs. Au moyen âge, ils conclurent des traités de commerce avec la Sicile, des conventions avec les Républiques de Venise et de Gènes. Jusqu'au dix-huitième siècle, ils ont fait un grand négoce avec l'Occident. Depuis lors, ils ont langui, épuisés par d'extrêmes souffrances, et maintenant ils agonisent sous le couteau des Kurdes.

Qu'il leur soit permis seulement de vivre et ils redeviendront ce qu'ils étaient autrefois, les agents les plus actifs de la civilisation européenne en Orient. Un des leurs, le patriote Loris Melikoff vient ici vous apporter leur requête.

Messieurs, les Arméniens ne vous demandent pas de réaliser en leur faveur, par des moyens hasardeux, un rêve chimérique. Ils ne vous demandent

pas une patrie. Ils ne vous demandent pas de leur tailler leur part dans la chair vive du Turc. Ils demandent seulement que les engagements pris en leur faveur par les grandes puissances signataires du traité de Berlin, soient enfin tenus. Et c'est cette juste réclamation que, par la bouche de l'un des leurs, ils portent à vos oreilles.

Il est vrai que leur sort dépend, sur ce point capital, de ce qu'on appelle les cabinets européens, et que la cause des peuples martyrs n'a en fait de juges que les diplomates. Mais une puissance est née dans le monde : l'opinion publique, et son souffle ardent pénètre parfois à travers les portes closes, jusque sur le tapis vert des congrès diplomatiques.

Messieurs, vous représentez ici l'opinion publique de votre pays. En cet âge de démocratie, vous êtes moralement, pour un jour, la « curia maxima. »

L'article 61 du traité conclu à Berlin, le 13 juillet 1878, entre les grandes puissances et la Turquie, dispose : « La Sublime Porte s'engage à mettre à exécution, sans autre délai, les améliorations et les réformes nécessitées par les besoins locaux dans les provinces habitées par les Arméniens, et à garantir leur sécurité contre les Circassiens et les Kurdes. Elle fera périodiquement connaître les mesures prises à cet effet aux puissances qui veilleront à leur application. »

L'exécution de cet article peut seul, en assurant la tranquillité de l'Arménie et de la Macédoine, délivrer l'Europe de l'inquiétude incessante que lui

cause ce qu'on nomme depuis si longtemps la question d'Orient.

Messieurs, je ne veux pas en dire davantage, je n'ai pas le droit de vous tracer un ordre du jour. Je ne puis que joindre mes prières aux conseils de vos orateurs autorisés et souhaiter qu'à Rome, de même qu'à Milan, à Gênes, à Bruxelles, à Paris, à Genève, l'opinion publique réclame hautement l'exécution intégrale du traité de Berlin comme le plus sûr moyen de sauver des millions d'hommes et d'assurer la paix européenne. Vous avez permis à un Français de joindre sa voix à la vôtre dans une même pensée de sympathie humaine.

Messieurs, je vous en remercie du plus profond de mon cœur.



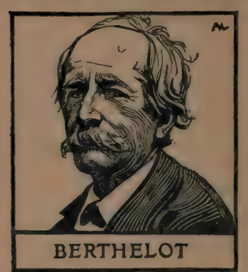
Discours prononcé
à l'inauguration de la statue d'Ernest Renan, à Tréguier, le 13 septembre 1903.

Mesdames et Messieurs,


ERNEST RENAN

Je sens vivement l'honneur qui m'est échu de porter à la mémoire d'Ernest Renan l'hommage des Bleus de Bretagne et de parler, dans ces fêtes de l'intelligence, après l'homme illustre que vous venez d'applaudir. Berthelot, Renan ! J'unis vos deux noms, pour les honorer l'un par l'autre. Hommes admirables qui, situés sur les deux extrémités des sciences, en avez reculé les frontières. Tandis que Renan, avec une perspicacité sans égale et un rare courage intellectuel, appliquait au langage et aux religions la critique historique, vous Berthelot, par des expériences innombrables, toujours délicates et souvent périlleuses, vous établissiez l'unité des lois qui régissent la matière, et vous rameniez les énergies chimiques aux conditions de la mécanique rationnelle. Ainsi tous deux, portant la lumière dans des régions inconnues, vous avez gagné à la raison humaine, sur

les larves et les fantômes, un immense territoire.


BERTHELOT

Cette réflexion, Messieurs, m'a mis au cœur de mon sujet. Renan avait l'esprit fait pour sentir très vite la difficulté de croire. Tout jeune, au séminaire, il esquissa dans son esprit une philosophie des sciences. Il n'avait pas entendu parler de Lamarck, ni de Geoffroy Saint-Hilaire. Darwin n'avait pas encore publié son livre sur l'*Origine des espèces*. Écartant, comme enfantine et fabuleuse, l'idée de la création telle qu'elle est exposée dans les vieilles cosmogonies, sans initiateur et sans guide, il conçut une théorie de transformisme universel, une doctrine de la perpétuelle évolution des êtres et des métamorphoses de la nature. Ses croyances fondamentales étaient dès lors établies. En réalité, Renan, dans le cours de sa vie, changea peu. Ceux qui le croyaient flottant et mobile n'avaient pas pris la peine d'observer son monde de pensées. Il ressemblait à sa terre natale, les nuées y couraient dans un ciel agité, mais le sol en était de granit, et des chênes y plongeaient leurs racines. A vingt-six ans, après cette révolution de Février, source pour lui de grandes espérances, de grandes illusions, il exposa toute sa philosophie dans ce livre de l'*Avenir de la Science,* que plus tard il appelait son vieux Pourânas, entendant par là que c'était le recueil de ses jeunes et chères croyances, les premières incarnations de ses dieux bons. A cela

près que le livre est un peu plus optimiste que de raison et n'a pas cette douceur de la maturité, on y trouve Renan tout entier, Renan dévoué à la science, attendant le règne de la science et le salut du monde par la science.

Ses premières contributions à la linguistique et à la critique furent un *Essai sur l'origine du langage*, une étude sur *Averroès et la philosophie arabe au moyen âge* et l'*Histoire générale des langues sémitiques* dont l'esquisse date de 1847. Messieurs, je n'étalerai pas devant vous les titres des nombreux ouvrages de Renan comme les enseignes et les tablettes d'un cortège triomphal. Si je rappelle ses œuvres de jeunesse, c'est pour montrer qu'à vingt-cinq ans, il est en pleine possession de sa méthode et de sa philosophie. L'histoire est pour lui la science unique des choses mouvantes ; et toutes les choses, à ses yeux, se meuvent et se transforment. « Les langues, dit-il, étant le produit immédiat de la conscience humaine et se modifiant sans cesse avec elle, la vraie théorie des langues n'est, en un sens, que leur histoire », et il dit ailleurs : « La science des littératures et des philosophies, c'est l'histoire des littératures et des philosophies ; la science de l'esprit humain, c'est l'histoire de l'esprit humain. » Dès ses débuts, il est détaché de tout dogmatisme scientifique.

Vous savez, Messieurs, comment ses études de linguistique et d'histoire l'amenèrent à rechercher les origines du christianisme. Il entreprit cette grande tâche avec la sérénité du savant. Il se disait : « Les

religions sont des faits, elles doivent être discutées comme des faits et soumises aux lois de la critique historique. » Toutes les qualités nécessaires pour écrire l'histoire religieuse, il les réunissait : une science vaste et profonde, une philosophie bienveillante, le culte de la vérité, cette connaissance des hommes que le savoir ne donne guère et qui avait chez lui la sûreté d'un instinct, le respect des illusions consolantes, une disposition naturelle à comprendre, à aimer les erreurs et les faiblesses des simples.

De plus, il avait gardé de sa première éducation une très haute idée de la valeur morale du christianisme. La disposition favorable de son esprit paraît dès l'examen des sources. Avec quelles précautions il manie ces documents fragiles et comme on voit qu'il veut en sauver pour l'histoire autant et plus même qu'il n'est possible !

Dans ces textes où Strauss ne voyait que des mythes, Renan, avec autant de bon vouloir que de sincérité, s'efforça de déchiffrer une histoire vraie. Il fit mieux : il en tira des récits animés et des tableaux d'une fraîcheur délicieuse. Il traça du Nazaréen une image charmante et fit flotter autour d'elle le parfum qui lui restait d'une croyance desséchée. Tout le ravissait dans l'idylle galiléenne, même l'esprit communiste, qu'ailleurs il goûtait peu. Il sut peindre avec suavité les saintes femmes, les bateliers, les publicains, les pauvres gens qui suivaient le Maître. Il eut des trésors de tendresse pour les premiers hommes apostoliques.

La critique voltairienne faisait une grande part à la fraude dans la fondation des religions. Les philosophes du XVIIIe siècle, trop disposés à croire que l'homme est partout et toujours le même, se figuraient volontiers les apôtres comme des capucins fripons. La critique renanienne, habile à saisir les états obscurs de la conscience, ramène volontiers la fraude aux illusions d'un cerveau malade et pieux. Renan, qui avait voyagé en Syrie, concevait que ces juifs enthousiastes et tendres eussent vécu dans un mirage perpétuel. Sans doute, la thaumaturgie, la glossolalie, tout le merveilleux de la primitive Église, qui paraissait si ridicule à un lettré comme Lucien, ne lui plaisait guère. Il laisse percer le malaise qu'il en éprouve. Il ne s'arrête à ces pratiques affligeantes qu'autant que sa probité d'historien l'y oblige ; et, s'il en tient quelque compte dans ses jugements sur les mœurs d'une société, il n'en fait, ce semble, un grief à nul homme isolément.

Messieurs, il y a peu de temps, j'ai eu le rare plaisir de causer avec un prince oriental d'une belle intelligence, qui a vécu sa jeunesse dans une contrée où la puissance créatrice de l'esprit religieux n'est pas épuisée, et qui produit encore des prophètes, des apôtres et des martyrs.

Il me demandait avec une surprise à peine feinte et un orgueil asiatique, comment il se faisait que l'Occident n'eût point de prophètes, lorsque d'Orient il s'en levait sans cesse des milliers.

— Aujourd'hui comme autrefois, me disait-il, par tout l'Islam, on trouve des prophètes, au bazar, dans la boutique du barbier, au coin de la rue où hurlent les chiens errants. Et les Européens n'en découvrent pas un seul, alors qu'ils en auraient le plus besoin. Voyez les Français, par exemple. Quel avantage il y aurait pour eux à ce que M. Combes fût prophète.

Nous parlâmes des dieux morts et des dieux vivants. J'écoutai avec une attention singulière cet Oriental qui sait comment se font les religions, qui en a vu faire, qui peut-être en a fait une. Il ne me confia pas sans doute toute sa pensée, mais j'appris de lui qu'il faut trois choses pour faire une religion. D'abord une idée générale d'une extrême simplicité, une idée sociale. En second lieu, une liturgie ancienne, depuis longtemps en usage, dans laquelle on introduit cette idée. Car il est à noter qu'un culte naissant emprunte toujours son mobilier sacré au culte régnant et que les nouvelles religions ne sont guère que des hérésies. Troisièmement (et j'obtins cet aveu sans trop de difficultés), il y faut un tour de main, il y faut cet art des prestiges qu'on appelle dans notre vieille Europe la physique amusante. Et je ne sais, après avoir entendu ce prince intelligent et religieux, si parfois la nouvelle école n'a pas noyé trop complaisamment le miracle dans le demi-jour de la pathologie nerveuse, s'il ne faut pas admettre de temps en temps l'hypothèse de la fraude consciente, s'il n'y aurait pas lieu, enfin, sur ce point, comme sur plusieurs autres, de concilier Voltaire avec Renan.

La *Vie de Jésus* parut le 24 juin 1863. Elle déchaîna sur la tête de son auteur une effroyable tempête d'invectives et d'injures. Toute l'Église tonna. Il avait prévu l'orage ; il n'avait cherché ni à l'attirer, ni à le détourner. Il se faisait une obligation de dire tout ce qu'il croyait être la vérité. Sa maxime invariable était « qu'il n'est pas permis au savant de s'occuper des conséquences qui peuvent sortir de ses recherches ».

Fière revendication des droits de la science, juste sentiment du devoir intellectuel ! Combien nous en avons vu de philosophes et de savants, faute de suivre cette règle, devenir complices de l'erreur et du mensonge, du préjugé barbare, trahir la vérité ! « Je voudrais parler, disait l'un, mais je ne puis, ce serait ébranler les fondements des sociétés humaines et creuser un abime. » Et l'autre déclarait avec l'énergie de la faiblesse que, connût-il le secret de l'univers, il n'en révèlerait rien, de peur d'inquiéter dans sa conscience un berger sur la montagne, un matelot sur la mer. Nous avons vu mieux encore, nous avons vu des hommes graves, affranchis de toutes croyances, des athées, professer un sombre catholicisme pour le salut de nos institutions.

Renan, sans entendre les menaces des superbes et les plaintes des humbles, accomplit sa tâche. Dans un des plus beaux et des plus grands livres qu'on ait jamais écrits, monument de la probité la plus sévère et du plus vaste génie, il mit aux jours de l'histoire les origines obscures du christianisme. Il fit voir la première Église de Jésus persécutée par l'orthodoxie

de Jérusalem, les missions de Saint Paul, qui n'eurent d'effet que sur quelques petites associations juives établies dans le monde hellénique; l'entrée inaperçue du christianisme à Rome, où il eut bientôt la fortune incomparable de souffrir par Néron, de trouver en Néron l'ennemi de Jésus, l'Antéchrist, de paraître d'un coup et pour les siècles le bien opposé au mal ; puis la destruction de Jérusalem qui périt en donnant à l'univers un Dieu qu'elle reniait et qui, par sa mort, délivra l'Église d'une mère ennemie. Il montra ensuite la seconde génération chrétienne fixant la légende et substituant à la communauté primitive la hiérarchie sacerdotale. Il conduisit son histoire jusqu'aux temps où l'Église eut ses livres sacrés, le germe de ses dogmes, les premières formes de sa liturgie, et il la termina à la mort de Marc-Aurèle, qui fut la mort du monde antique.

Ce livre nous découvre dans l'humilité même du christianisme la cause de son triomphe. Rome étend sa puissance bienfaisante sur tout le monde connu. Plus grande dans la paix que dans la guerre, elle administre les provinces avec une souveraine sagesse. Elle maintient la sûreté des mers et des routes, la tranquillité des campagnes, la police des villes. Elle élève partout des aqueducs, des thermes, des théâtres. Elle respecte, sur toute l'étendue de l'empire, les coutumes des peuples et leurs religions. Douée d'un admirable esprit politique, elle identifie les dieux des Grecs et des barbares avec ses propres dieux. Elle vénère dans les cités grecques les images et les sym-

boles de la liberté. Les peuples reconnaissants élèvent des temples à Rome tutélaire. Mais des millions d'esclaves et de misérables échappent à ses bienfaits. Elle ne les connaît pas. Victorieuse et pacificatrice, fière de ses orateurs et de ses légions, elle dédaigne les artisans et toutes ces petites gens qui s'occupent de produire ou de transporter les choses nécessaires à la vie. Elle méprise le travail manuel et considère tout trafic comme indigne d'un citoyen. Elle se fait servir par des armées d'esclaves, auxquels, dans sa cruelle prudence, elle n'enseigne que la terreur des supplices. Elle voit sans crainte la misère orientale ronger comme une lèpre les berges du Tibre. Là, les Juifs issus des prisonniers de Pompée et une foule sans cesse accrue de Syriens, de Chaldéens, d'Égyptiens vivent des métiers les plus vils, déchargent les chalands, échangent des allumettes contre des verres cassés, vendent des loques et des rogatons ; leurs femmes vont dire la bonne aventure dans les maisons des riches ; leurs enfants mendient pieds nus dans les bosquets d'Égérie. Rome châtie avec une sévérité impitoyable et distraite leurs émeutes et leurs turbulences. Sa police apaise à coups de bâton leurs querelles au sujet d'un certain Chrestus, puis cette Rome, providence de l'univers, les laisse dédaigneusement croupir dans la misère et l'infamie. Elle n'essaye pas d'adoucir leurs maux ; elle ne fait rien pour les gagner à elle. Elle ne leur apprend rien de romain ; elle n'apprend d'eux rien d'humain. Elle ignore leur humble pensée, leur foi,

leurs espérances. Ils sont la lie de l'humanité, le rebut des peuples, ces Juifs du Janicule. Dans leur abjection et leur dénuement, ils n'ont que leurs rêves. Ce sont leurs rêves qui changeront le monde. De l'infâme Suburre, des ergastules, des carrières, des prisons, va sortir l'Église que Constantin fera asseoir dans la pourpre, qui arrachera de la curie la statue de la Victoire et qui, debout sur les ruines de Rome, disputera l'empire aux césars germains et se fera baiser les pieds par les rois et les empereurs.

Toutes les puissances de la terre grandissent dans l'opprobre. Que les dominateurs du peuple regardent à leurs pieds, qu'ils cherchent parmi les peuples qu'ils oppriment et les doctrines qu'ils méprisent : c'est de là que sortira la force qui doit les abattre.

Le christianisme triomphe. Mais il triomphe aux conditions imposées par la vie à tous les partis politiques et religieux. Tous, quels qu'ils soient, ils se transforment si complètement dans la lutte, qu'après la victoire, il ne leur reste d'eux-mêmes que leur nom et quelques symboles de leur pensée perdue.

Paul a édifié ses églises de Corinthe et d'Éphèse. Ce fut en annonçant la fin du monde, la conflagration immédiate de l'univers, en enseignant le renoncement à la famille, à l'État, à la société, à la terre, qu'il fonda pour vingt siècles des dogmes, des mœurs, une société, plus contraires peut-être à son esprit ardent de visionnaire et de pauvre, que les mystères et les cultes orientaux dont il détournait avec horreur sa petite troupe de saintes femmes et de Juifs ignorants.

Mais je me garderai de développer devant cette statue des considérations sur le christianisme. Il ne faut pas apporter des chouettes à Athènes. Quand il eut achevé cette grande œuvre, composé ces sept volumes des *Origines,* Renan déjà vieux et atteint des troubles qui lui annonçaient sa fin, se donna une autre tâche assez vaste pour remplir une existence entière, mais à laquelle il était préparé par les études et les réflexions de toute sa vie. Il entreprit d'écrire l'histoire du peuple d'Israël et de relier ainsi les développements du christianisme à ceux du judaïsme. La destinée historique et religieuse d'Israël, quel sujet pour ce grand observateur des transformations des peuples et des métamorphoses des idées !

Israël conçoit d'abord les Eloïm, images monotones du désert ; son âme, aride comme le sable, ne parvient pas à se figurer chacun de ces génies sous une forme distincte. Son impuissance à représenter la diversité de la nature par la diversité des symboles le conduit à se faire un dieu unique et assure ainsi son originalité religieuse au milieu des peuples d'une imagination plus savante et d'une pensée plus philosophique. Jahvé, le dieu d'Israël, mena longtemps la vie de la grande tente. Il était nomade et patriarcal. Il aimait les troupeaux. Il avait l'esprit pacifique. Plus tard, quand son peuple chercha une terre pour s'y établir, il changea de caractère. Le patriotisme le rendit sanguinaire et féroce. Il se prit de querelle avec les dieux des nations étrangères, Molok, Khamos, qui lui ressemblaient à s'y méprendre et qui étaient

aussi méchants que lui. Il ne se plaisait que dans les massacres et les exterminations. Il avait à chaque instant des caprices odieux. Un jour, en voyage, son coffre de dieu nomade, son arche manque de tomber. Un homme serviable y porte la main. Jahvé furieux le tue. Enfin c'était, comme dit Renan, « une abominable créature ». Mais les prophètes d'Israël, de ce dieu cruel et stupide, feront un dieu juste. Dans les deux derniers siècles de la royauté juive, et durant la captivité de Babylone, Israël crie par la bouche de ses prophètes, sa soif de justice. Il soupire : « Que l'équité jaillisse comme l'eau des fontaines et la justice comme un fleuve intarissable ! » Tandis que Rome achève la conquête du monde, les Juifs élèvent d'une ardente haleine leur plainte en faveur de l'opprimé, appellent le Messie qui fera régner la paix sur la terre, promettent aux doux un royaume en ce monde, annoncent aux pauvres qu'ils verront Dieu. Jahvé est devenu le défenseur des faibles, le vengeur de l'innocence persécutée, et Jésus va naître.

Ces pages, où Renan montre les prophètes construisant pièce à pièce le dieu qui va conquérir le monde, sont parmi les plus belles qu'il ait écrites. Il termina le cinquième et dernier volume de l'histoire d'Israël le 24 octobre 1891. Son œuvre s'achevait avec sa vie. Il exprima le contentement de la tâche accomplie dans des termes que je veux rapporter parce qu'on y voit que ni l'âge ni la maladie n'avaient altéré en lui ce sentiment exact du devoir qui était le mobile de toute sa conduite.

« Si je venais à mourir demain, l'ouvrage, avec l'aide d'un bon correcteur, pourrait paraître. L'arche du pont qui me restait à jeter entre le judaïsme et le christianisme est établie. Dans la *Vie de Jésus,* j'ai essayé de montrer la majestueuse croissance de l'arbre galiléen depuis le col de ses racines jusqu'à son sommet où chantent les oiseaux du ciel. Dans le volume que j'ai fini l'été dernier, je pense avoir réussi à faire connaître le sous-sol où poussèrent les racines de Jésus. Ainsi mon principal devoir est accompli. A l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, le travail sur les rabbins touche aussi à son terme et le *Corpus inscriptionum semiticarum* est en excellentes mains. Tout cela me cause une grande satisfaction intérieure et voilà ce qui me fait croire qu'après avoir ainsi payé toutes mes dettes, je pourrais bien m'amuser un peu. »

Quel dévouement dans cette grande âme! Quel bon ordre dans cette admirable vie ! Son histoire d'Israël est terminée, sa contribution à l'histoire littéraire de la France est fournie, le *Corpus* est en de bonnes mains, Renan meurt en souriant.

Le *Corpus* était l'objet de sa plus vive sollicitude. Déjà vieux, il disait à sa fille : « Je voudrais avoir deux tables, l'une pour mes travaux historiques, l'autre pour le *Corpus.* » J'ignore si ce vœu fut comblé. Mais on sait à l'Académie des Inscriptions que Renan suivait assiduement les séances consacrées à ce grand recueil épigraphique dont il était l'âme. Notre ami Armand Dayot rapporte que l'auteur des

Origines du christianisme et de tant de beaux livres disait parfois : « De tout ce que j'ai fait, c'est le *Corpus* que j'aime le mieux. »

« Je pourrais bien m'amuser un peu », écrivait-il dans la joie de sa tâche accomplie. Les amusements du beau soir de sa vie, ce furent ces livres profonds et charmants, ces dialogues, ces discours familiers, ces drames philosophiques, dans lesquels il exprimait avec grâce de fortes pensées, confiait à ses amis inconnus les craintes, les espérances, les doutes qui l'agitaient, exposait sa philosophie et confessait sa foi. En 1891, comme en 1848, il croyait fermement que l'avenir appartenait à la science et à la raison.

Sa philosophie morale était celle du parfait savant. Il considérait que le plus noble emploi qu'on pût faire d'une vie humaine était de pénétrer les secrets de l'univers. Comme le mystique aspire à s'abîmer en Dieu, il aspirait à s'abîmer dans la science. L'humanité lui était précieuse parce qu'elle produit la science. Il tenait absolument à la moralité parce que des races honnêtes peuvent seules être des races scientifiques. Sa politique procédait de sa morale. Pour lui, le gouvernement le plus favorable aux intérêts de la science était le meilleur. Mais là commençait la difficulté, et comme il était très honnête, la politique l'embarrassait beaucoup. C'est une science incertaine qui n'a pas fait de progrès depuis Aristote. Renan a exposé ses doutes et ses contradictions à ce sujet dans deux drames philosophiques : *Caliban* et l'*Eau de Jouvence*.

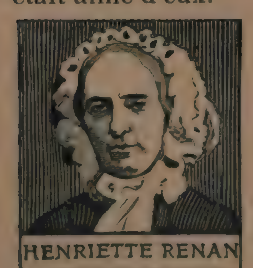
Le gouvernement qui lui plaît le mieux n'est pas, à vrai dire, une démocratie. C'est un gouvernement aristocratique d'un caractère très particulier, puisque le prince y prend un savant pour premier ministre et qu'il est lui-même un savant. Ce prince se nomme Prospéro, et Renan, après Shakespeare, le tient pour habile et vertueux. Au contraire, Renan, comme Shakespeare, se défie de Caliban. Caliban, fils de Sycorax, a les oreilles pointues et un crâne de gorille. Il est informe et velu. C'est le peuple ignorant. Renan voulait que Caliban attendît, pour s'emparer du gouvernement, que ses oreilles s'accourcissent et que son cerveau s'enrichît de circonvolutions nouvelles. Mais Caliban n'attendit pas. Il renversa Prospéro dont il prit la place. Renan s'en consola et il ne souhaita pas que Prospéro fût restauré.

« J'aime Prospéro, dit-il, mais je n'aime guère les gens qui le rétabliraient sur son trône. Caliban, au fond, nous rend plus de services que ne le ferait Prospéro restauré par les jésuites et les zouaves pontificaux. Loin d'être une renaissance, le gouvernement de Prospéro, dans les circonstances actuelles, serait un écrasement. » Et il conclut : « Gardons Caliban. »

Plutôt que de sacrifier la science à la démocratie, Renan eût sacrifié la démocratie à la science. Mais dès qu'il s'aperçut que la science avait moins à perdre avec Caliban qu'avec Prospéro, il préféra Caliban.

Ces drames, dans lesquels il montre en souriant les difficultés de la politique, sont des chefs-d'œuvre de grâce, d'ironie et de finesse.

On ne trouvera jamais d'expressions assez simples pour louer l'art de Renan, qui est la simplicité parfaite. Il se défiait de l'éloquence et avait la rhétorique en aversion. Son discours fluide est moins dans la manière des Latins que dans celle des Grecs, qui est de beaucoup la plus fine et ne se laisse guère imiter. Comme les Grecs, il évita toujours l'emphase et la déclamation. Il a mis de l'art dans tous ses livres, puisque dans tous il a mis de l'ordre, et qu'il a toujours approprié la manière d'écrire au sujet et toujours subordonné le détail à l'ensemble. Mais où son art se montre avec le plus de charme, facile à tous et précieux aux connaisseurs, c'est dans ces *Souvenirs d'enfance* qui brillent en son œuvre comme la fleur d'or sur les rochers de sa Bretagne. De tous ses livres, c'est le plus aimable parce que c'est celui où il a mis le plus de lui-même. On l'y voit tel qu'il était, très grand et très bon. Il aimait les siens et il était aimé d'eux.


HENRIETTE RENAN

Je célébrerais mal sa mémoire si je n'appelais pas autour de ce monument les âmes qui lui furent les plus proches et les plus douces : Henriette, « si haute et si pure » (j'emprunte au frère les louanges de la sœur), Henriette qui, lorsqu'il avait vingt ans, « lui tendit la main pour franchir un pas difficile » et qui, dans les nuits de Ghasir, renouvelait avec lui, d'une pensée plus forte, les entretiens d'Au-

gustin et de Monique, au rivage d'Ostie ; Cornélie Scheffer, la compagne de sa vie, belle, simple, de l'esprit le plus vif, nourrie de vertus aimables et fortes ; Ary, son fils, qui vécut peu de temps, penché sur la mort dans une langueur qui se répandit en délices et en grâce sur sa peinture et sa poésie. Auprès de ces ombres chères, j'appellerai celle qui reçut de lui le nom de Noémi comme un souvenir touchant et comme un heureux présage, la femme accomplie qui charme et pénètre de respect tous ceux qu'elle reçoit à cette table de famille, couronnée d'enfants, où l'image de Renan flotte encore, comme celle du Maitre à la table des pèlerins d'Emmaüs.

J'appellerai les professeurs et les élèves de ce Collège de France, qui fut la demeure de son intelligence et la maison de sa pensée. J'appellerai ses amis, ses disciples, et tous ceux qui l'ont connu. Ils témoigneront tous de sa bonté, de sa tendresse, de sa douceur et de son courage.

Renan se fit toujours du devoir une idée précise et rigoureuse. Pour satisfaire à ses obligations de linguiste, d'épigraphiste, d'exégète, d'archéologue, je ne dirai pas qu'il se priva de tout plaisir. Si nous en croyons d'excellents philosophes, c'eût été commettre le plus gros des péchés. Mais il mit tout son plaisir dans l'accomplissement de ses devoirs, et prit aux moindres un intérêt fidèle. Il se garda même des amusements de l'intelligence et des joies de l'art qui ne s'accordaient pas avec la régularité professionnelle.

Que cette entente des obligations, cette ponctua-

lité se soit trouvée dans un si vaste esprit, il ne faut pas s'en étonner. De sa nature, le génie est plus ponctuel, plus exact, que la médiocrité. Et ce n'est pas certes une connaissance étendue de la nature qui peut affaiblir en nous le sentiment du relatif et du nécessaire.

Renan était vertueux de la façon la plus rare : il l'était avec grâce. Il avait des vertus fortes et des vertus charmantes. Il était bienveillant et serviable. Il mettait tout son soin à ne désobliger personne. Il s'efforçait de se faire pardonner sa supériorité à force de simplicité, de déférence pour autrui, et en se donnant, autant que possible, les dehors d'un homme ordinaire. Dans des souffrances longues et parfois cruelles, il gardait sa douceur ; et sa joie restait abondante : il la composait de la joie des autres. Il conservait du bien qu'on lui voulait une mémoire toujours fraîche, et le mal qu'on lui faisait, il l'ignorait toujours. On pourrait lui appliquer ce vers de Sophocle : « Je naquis pour partager l'amour et non la haine. »

Voilà l'homme sur lequel l'Église a, pendant un demi-siècle, versé l'injure et l'outrage. Il les souffrit avec une tranquillité souriante. Il disait, dans une de ses préfaces de la *Vie de Jésus* :

« J'écris pour proposer mes idées à ceux qui cherchent la vérité. Quant aux personnes qui ont besoin, dans l'intérêt de leurs croyances, que je sois un ignorant, un esprit faux ou un homme de mauvaise foi, je n'ai pas la prétention de modifier leur avis. Si cette opinion est nécessaire au repos de quelques

personnes pieuses, je me ferais un véritable scrupule de les désabuser. »

Il s'attendait à ce que sa mort fût contée dans des légendes pieuses avec une grande abondance de détails horribles, comme l'Église a fait pour les derniers moments d'Arius et de Voltaire. « Mon Dieu ! que je serai noir », s'écriait-il avec un effroi plein de bonhomie.

Il ne se trompait pas. Vous avez vu ce matin encore les éternels ennemis de la science et de la raison obstinés à le noircir. Ce serait trahir sa mémoire que d'opposer pour la défendre l'injure à l'injure. Nous n'attaquerons pas l'Église. Bien mieux, nous ne voulons pas la juger aussi sévèrement qu'elle se juge elle-même quand elle se proclame immuable. Nous voulons croire qu'elle s'adoucit avec l'âge. Ne l'écoutons pas, elle est plus accommodante qu'elle ne dit, elle est plus humaine qu'elle ne voudrait le faire croire. De ses vieilles habitudes, il lui reste, il est vrai, la manie importune de fulminer sans cesse ; mais songez que c'est un progrès moral et qu'elle faisait bien pis autrefois. On peut, sans trop d'inconvénient, lui laisser la liberté de ses anathèmes et de ses excommunications. Que ses foudres éclatent, mais qu'elles soient spirituelles ! Et que l'État n'en fasse plus les frais !

Messieurs, le sculpteur dont l'œuvre vient d'être dévoilée devant vous n'a pas sans raison représenté Pallas Athènè au côté de Renan. Homère nous l'apprend : Athènè a coutume de descendre du vaste ciel pour s'entretenir avec les hommes qui lui sont

chers. Elle visita plusieurs fois cet Ulysse, qui avait beaucoup enduré et qu'elle aimait parce qu'il était subtil. Mais le héros ne savait pas tout de suite que ce fût elle et manquait de confiance. Un jour, sur le rivage d'Ithaque, elle le lui reprocha doucement :

— N'as-tu donc point reconnu Pallas Athènè qui t'assiste dans tes travaux et te protège ?

Et le héros fit cette réponse, à laquelle nous trouvons plus de sens que le fils de Laërte n'en a mis :

— Il est difficile à un homme de te reconnaître, même au plus sage.

Comme autrefois sur le rivage de la mer bleue qui vit naître la science et la beauté, maintenant au bord du sombre océan dont la voix berça les rêves d'une race patiente, Pallas Athènè converse avec un ami terrestre.

Elle dit :

— Je suis la Sagesse. Il est difficile aux hommes les meilleurs de me reconnaître dès l'abord, à cause de mes voiles et des nuées qui m'enveloppent, et parce que, semblable au ciel, je suis orageuse et sereine. Mais toi, mon doux Celte, tu m'as toujours cherchée, et chaque fois que tu m'as rencontrée, tu as mis ton esprit et tout ton cœur à me reconnaître. Tout ce que tu as écrit de moi, poète, est véritable. Le génie grec me fit des-

cendre sur la terre, et je la quittai quand il expira. Les Barbares, qui envahirent le monde ordonné par mes lois, ignoraient la mesure et l'harmonie. La beauté leur faisait peur et leur semblait un mal. En voyant que j'étais belle, ils ne crurent pas que j'étais la Sagesse. Ils me chassèrent. Lorsque, dissipant une nuit de dix siècles, se leva l'aurore de la Renaissance, je suis redescendue sur la terre. J'ai visité les humanistes et les philosophes dans leur cellule, où ils gardaient précieusement quelques livres au fond d'un coffre, les peintres et les sculpteurs dans leurs ateliers qui n'étaient que de pauvres boutiques d'artisans. Quelques-uns se firent brûler vifs plutôt que de me désavouer. D'autres, à l'exemple d'Érasme, échappaient par l'ironie à leurs stupides adversaires. L'un d'eux, qui était moine, riait parfois d'un rire si gros en contant des histoires de géants, que mes oreilles s'en seraient offensées, si je n'avais pas su que parfois la folie est sagesse. Peu à peu, mes fidèles grandirent en force et en nombre. Les Français, les premiers, m'élevèrent des autels. Et tout un siècle de leur histoire m'est dédié.

» Depuis lors, depuis que la pensée, dans ses hautes régions, est libre, je reçois sans cesse l'hommage des savants, des artistes et des philosophes. Mais c'est par toi, peut-être, que me fut voué le culte le plus austère et le plus tendre ; c'est de toi que j'ai reçu les plus pures et les plus ferventes prières. Sur ma sainte Acropole, devant mon Parthénon dévasté, tu m'as saluée dans le plus beau langage qu'on ait

parlé en ce monde, depuis les jours où mes abeilles déposaient leur miel sur les lèvres de Sophocle et de Platon.

» Les immortels doivent plus qu'on ne croit à leurs adorateurs. Ils leur doivent la vie. C'est un mystère auquel tu fus initié. Les dieux reçoivent leur aliment des hommes. Ils se nourrissent de la vapeur qui monte du sang des victimes. Tu sais qu'il faut entendre par là que leur substance se compose de toutes les pensées et de tous les sentiments des hommes. Les offrandes des hommes bons nourrissent les dieux bons. Les noirs sacrifices de l'ignorance et de la haine engraissent les dieux féroces. Tu l'as dit : les dieux ne sont pas plus immortels que les hommes. Il y en a qui vivent deux mille ans, courte durée si on la compare à celle de la terre, ou seulement à celle de l'humanité, moment imperceptible de la vie des mondes. En deux mille ans, les soleils ardemment lancés dans l'espace n'ont pas seulement eu l'air de bouger.

» Moi, Pallas Athènè, la déesse aux yeux clairs, je te dois de vivre encore. Mais c'était peu de prolonger ma vie : je plains les dieux qui traînent dans les fades vapeurs d'un reste d'encens leur pâle et morne déclin. Tu m'as rendue plus belle que je n'étais et plus grande. Tu m'as nourrie de ta force et de ta doctrine, et par toi, par ceux qui te ressemblent, mon esprit s'est élargi jusqu'à pouvoir contenir l'univers de Képler et de Newton.

» Je suis née intelligente chez les Grecs heureux.

Déjà, dans ma jeunesse, j'avais pénétré bien des lois de la vie, que le Dieu nouveau, qui m'a chassée, ne soupçonna jamais. Mais le monde alors était petit. Le soleil n'était pas plus grand que le Péloponèse et le ciel ne dépassait pas la pointe de ma lance. Je ne savais pas plus de géométrie qu'Euclide, ni plus de médecine qu'Hippocrate, ni plus d'astronomie qu'Aristarque de Samos. O savants modernes, vous m'avez fait voir au delà du neigeux Olympe l'infini des univers, et dans chacune des poussières que foule ma sandale, l'infini des atomes, astres eux-mêmes soumis aux lois qui régissent les astres.

» Mes regards n'embrassaient que l'Attique et ses montagnes violettes où croît l'olivier. Je ne connaissais de barbares que les Perses et les Scythes. Les navires phéniciens mouillés au Pirée renfermaient pour moi tout le commerce du monde. J'étais législatrice. Du haut de ma roche sacrée, je gouvernais quelques milliers d'hommes libres, habiles à la parole. Sur les tables des lois, on sculptait mon image dans une attitude simple et pensive, d'une telle beauté, que les hommes d'aujourd'hui ne peuvent la voir sans en être émus. O Renan ! j'ai mérité les noms que tu m'as donné de Salutaire, Pacifique, Protectrice du travail, Archégète, Démocratie et Victoire. Mais qu'est-ce que la cité antique auprès des grands peuples modernes ? O sages ! vous m'avez découvert un horizon plus vaste que l'empire romain. Vous m'avez montré, sur un sol trépidant du souffle de la vapeur et des chocs de l'électricité, les

nations immenses, naguère ennemies, rivales encore, prises toutes à la fois, irritées et en armes, dans le réseau d'acier dont la science et l'industrie ont enveloppé le globe, cités, peuples, races, un milliard six cents millions d'hommes, travaillant les uns pour les autres et les uns contre les autres, s'ignorant et se haïssant dans les liens qui déjà les unissent.

» Comment se réglera ce conflit de toutes les énergies et de toutes les passions ? Qui vaincra ? La haine ou l'amour, l'ignorance ou la science, la guerre ou la paix, la barbarie ou la civilisation, la force de ceux que tu as appelés « les rois issus d'un sang lourd », ou la puissance de la démocratie ? Ne le demande pas. L'avenir est caché même à ceux qui le font. Ne demande pas quelle sera la cité future. Mais sache que c'est moi qui la construirai. Car seule, je suis architecte et géomètre, et ce n'est pas en vain que les savants et les philosophes m'ont rappelée sur la terre.

» Pendant que les Titans ennemis des dieux justes entassent les rochers et que les géants impies forgent leurs armes, je fonde la Ville sainte. A voir mes ouvriers creuser la terre et transporter les matériaux, parfois les sages eux-mêmes ont peine à discerner mes plans ingénieux. Dans les chantiers où l'on taillait, au lendemain de Salamine, les marbres de mes Propylées, il était difficile de découvrir, parmi les blocs épars, la pensée harmonieuse de Mnésiclès. C'était là pourtant qu'elle prenait sa forme et naissait à la lumière. L'avenir ne s'y trompera pas : on reconnaîtra mes œuvres à leur stabilité. Les édifices

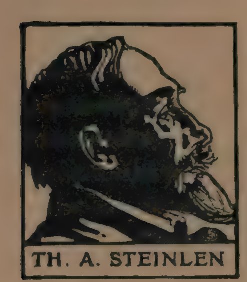
de l'ignorance et de l'erreur s'écroulent misérablement. Tu l'as dit : Rien ne résiste, rien ne dure, que ce qui a été mesuré et calculé par moi, car je suis la prévoyance, l'ordre et la mesure, car je suis la pensée de tous les hommes qui pensent, la science de tous les hommes qui savent, ta science et ta pensée, ô Renan !

» Reçois de mes mains le rameau d'or que tes soins ont fait croître ; vis dans la gloire, vis dans les plus nobles cœurs et dans les plus fortes âmes des hommes, vis en moi, ô le meilleur de mes amis. Tu as obtenu l'immortalité à laquelle tu aspirais. Tout ce que tu as conçu de beau et de bien demeure et rien n'en sera perdu. Lentement, mais toujours, l'humanité réalise les rêves des sages. »



Toast porté au banquet offert à Steinlen par l' « Art pour Tous », le 20 décembre 1903.

Chers Camarades,



Steinlen est un grand ami à moi. Pour parler de lui avec plus de sûreté, je reporterai ma pensée aux temps qui me semblent maintenant n'avoirjamais existé, aux temps où je ne l'avais pas encore vu. Il vint chez moi un matin d'hiver, on voyait par la fenêtre les fins squelettes des arbres enveloppés de brume. Il m'apparut tout jeune, un peu craintif, avec cette grâce inconsciente des âmes généreusement naïves. Je trouvai en lui un mélange agréable et piquant de rusticité et de finesse, d'innocence et de subtilité, d'énergie et de douceur qui me charmèrent ; je me mis à aimer cet homme, comme déjà j'admirais son œuvre.

Le propre du talent de Steinlen est la sincérité. Une sincérité âpre, un peu sauvage. Dans cet art du

Note. — Ce banquet eut lieu au restaurant Vantier, sous la présidence de M. Anatole France.

dessin, si direct, si franc, et procédant d'un trait que rien ne farde, Steinlen a trouvé son véritable et naturel langage. En peignant à l'huile, l'artiste n'a perdu aucune des qualités qui firent la célébrité du dessinateur et de l'illustrateur, et il en a acquis de nouvelles, qui résultent de l'emploi d'un procédé riche et fécond entre tous. La maîtrise à laquelle il semble parvenu tout d'un coup est en réalité le résultat d'une longue et patiente préparation. Il ne s'est mis à peindre de grandes figures que lorsqu'il s'est senti capable de les enlever avec autant de vigueur, de prestesse et d'emportement que ses croquis au crayon. Il a appris lentement à peindre vite. C'est le secret de sa maîtrise soudaine.

Son crayon et sa brosse sont si bien l'expression de son âme qu'il en suit toutes les émotions et jusqu'aux plus délicats frémissements. On peut dire que Steinlen a senti, souffert, vécu la vie des êtres qu'il nous montre vivant et souffrant.

Il ne cherche ni l'effet voulu, ni la synthèse artificielle qui tente d'autres artistes ; son art plus animé, plus instinctif, se plaît à représenter cette vieille terre, cette pauvre humanité dans sa variété, son mouvement, son passage. Et ces images sortent d'une âme droite, simple, généreuse, pleine de sympathie humaine.

Steinlen aime les humbles et il sait les peindre. La pitié coule de ses doigts habiles à retracer la figure des malheureux. Il est doux. Il est violent aussi. Quand il représente les méchants, quand il fait

des tableaux de l'injustice sociale, de l'égoïsme, de l'avarice et de la cruauté, son crayon, son pinceau éclatent, flamboient, terribles comme la justice vengeresse. Cette haine est encore de l'amour.

L'amour, voilà bien ce qui est au fond de ce talent si ému, si pénétrant et si vrai. Steinlen aime la vie, les hommes, les bêtes, les choses ; il les aime d'une ardeur douce, sévère et profonde. Il est dans la nature et la nature est en lui. De là, dans son œuvre, cette grandeur baignée de tendresse.

Nous sommes réunis pour remercier Steinlen de nous avoir dit par le crayon et par la brosse tant de douces et de fortes choses, de nous avoir révélé la beauté de ces joies et de ces tristesses qui passent à toute heure devant nos yeux, d'avoir célébré la rue, la mansarde, l'atelier, d'avoir glorifié le travail.

Il y a de grands mystères dans le génie humain, car il y a de grands mystères dans la vie. Mais une part du secret de Steinlen peut être dévoilée. Les êtres qu'il nous montre vivant et souffrant, il a senti, souffert, vécu leur vie. C'est le secret de Steinlen.

Avant de quitter cette table vaste et amie, il me reste à remercier la Société de l'*Art pour Tous*, qui nous a réunis, de m'avoir convié à cette fête aux côtés de Eugène Carrière, de Willette, de Gabriel Séailles, de Vandervelde, de Gérault-Richard, de tant d'autres amis. Je suis en communion d'idées et de sentiments avec votre société fraternelle et populaire qui ne sépare pas l'art de la vie, et qui cherche la beauté dans la nature.

Vous êtes des artistes, mais vous êtes plus encore, et je veux vous donner un plus beau nom. Je veux vous donner le nom qui mit, chez les Grecs, Prométhée au-dessus des dieux :

Vous êtes des ouvriers !

Je bois à Steinlen.

Je bois à l'*Art pour Tous !*



Lettre lue
à la Conférence internationale de Londres,
en faveur de l'Arménie et de la Macédoine,
le 29 juin 1904.

Messieurs,

C'est à mon profond regret que je ne puis me joindre à vous en ce congrès *Pro Armenia.* Vous êtes réunis dans une même pensée humaine et pacifique.

Ce ne sera pas pour formuler de vains souhaits, pour jeter d'inutiles plaintes. Ce que vous réclamez est précis, légal, pratique. C'est la pleine exécution du traité de Berlin. Ce traité institue la tutelle de l'Europe sur l'Empire ottoman. Est-il possible que l'Europe dise au Sultan Rouge : « Tue, pourvu que tu nous payes » ? Est-il possible que l'Europe tutrice, et par conséquent responsable, qui se juge suffisamment armée pour faire rentrer à coups de canon des créances en souffrance à Constantinople, s'estime impuissante devant l'égorgement de trois cent mille sujets du sultan ? Dira-t-on que la question financière intéresse seule les Européens ? Messieurs, c'est aussi une question économique et financière que l'égorgement de tout un peuple.

Et vous savez combien ces populations que les Kurdes exterminent pourraient être utiles à la civili-

sation. Par leur intelligence et leur activité, les Arméniens sont capables de créer des rapports étroits entre l'Asie et l'Europe. Leur mission historique est d'échanger les produits de ces deux parties du monde. Qu'il leur soit permis seulement de vivre et ils redeviendront ce qu'ils étaient autrefois, les agents les plus actifs de la civilisation européenne en Orient.

Avec vous, Messieurs, cette grande question de l'Arménie entre dans une phase nouvelle. Soumise d'abord à l'opinion publique, qui s'en est émue, elle est aujourd'hui portée dans votre pays, pays de l'action pratique et des infatigables énergies, devant des parlementaires de haute valeur, devant des hommes de gouvernement capables d'agir sur les pouvoirs publics.

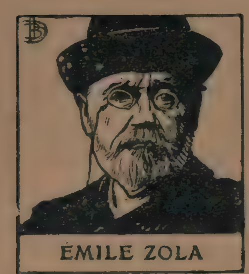
Je m'en réjouis pour l'Arménie et pour l'Humanité.

ANATOLE FRANCE.



Lettre lue
à la manifestation organisée en l'honneur
d'Émile Zola,
le 1er octobre 1904.

Mon cher Président,


ÉMILE ZOLA

Je regrette vivement de ne pouvoir assister à la grande fête organisée par la Ligue des Droits de l'Homme. De toutes mes forces j'aurais acclamé avec vous le nom d'Émile Zola. Ce fut un homme de puissant labeur, l'homme des grandes tâches. Romancier, son œuvre est immense. Je puis, sans paraître suspect de complaisance, exprimer l'admiration qu'il m'inspire comme écrivain, car si j'ai combattu d'abord, avec moins de mesure que de sincérité, quelques rudes manifestations de son génie, j'avais reconnu en plus d'un article la force et la bonté de sa création littéraire, bien avant les jours de combat où je me rangeai de son parti.

Note. — Cette manifestation, organisée par la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen, eut lieu dans la Salle des Fêtes du Trocadéro.

Cet homme de pensée devint, en un moment, un homme d'action. En écrivant sa lettre *J'accuse,* il accomplit un acte révolutionnaire d'une puissance incalculable, dont les effets bienfaisants ne cessent de se produire dans notre vie morale et politique et se font sentir jusque dans les pays étrangers.

Son courage et sa droiture l'avaient porté au front de cette petite troupe d'hommes qui, dans des temps scélérats, luttèrent pour la justice : Scheurer-Kestner, Grimaux, Duclaux, Gaston Paris, Trarieux, morts dans la lutte. Et d'autres aussi qui survivent et se souviennent : Ranc, Jaurès, Clémenceau, Séailles, Paul Meyer, et ce noble Picquart, et Louis Havet, dont vous allez entendre l'honnête et forte parole, et vous, Francis de Pressensé, vous que nos amis Quillard et Mirbeau virent calme, ferme, tranquille, sous l'outrage et les coups, dans Toulouse, dans Avignon, où régnait la terreur blanche.

C'était le temps où, dans la solennité pacifique d'une distribution de prix, en présence du généralissime des armées françaises, le moine dominicain Didon exhortait les chefs militaires à déposer un gouvernement pusillanime et excitait la jeunesse catholique à massacrer sur le pavé des rues ces orgueilleux intellectuels, coupables de ne pas supporter l'injustice en silence ! C'était le temps où le ministre de la guerre Cavaignac communiquait à ses collègues son projet de traduire devant la Haute-Cour, pour crime de trahison, tous les défenseurs de Dreyfus, et jusqu'à ses avocats, Demange et Labori !

Convenez-en, on éprouve quelque joie et quelque orgueil à penser qu'on eut des adversaires pareils.

Vous tous qui reçûtes par mépris et portez avec orgueil ce nom de dreyfusards, soyez justes : vous devez beaucoup à vos ennemis.

Ce fut votre destinée étrange et glorieuse, que, poursuivant d'abord sur une poignée de faussaires éperdus la réparation d'une erreur judiciaire, vous vîtes peu à peu toutes les forces de réaction et d'oppression se lever contre vous et que vos courages grandirent à mesure que grandissait votre tâche.

Elle n'est pas encore terminée. Vous avez porté un coup terrible aux mensonges de la raison d'État, aux abus de la force publique, aux pratiques abominables de la justice secrète. Mais n'est-ce pas une honte que les conseils de guerre subsistent encore après tant de collusions scélérates et d'arrêts monstrueux ?

Beaucoup reste à faire. Pourtant ne perdons point courage. L'affaire Dreyfus rendit à notre pays cet inestimable service de mettre peu à peu, en présence et à découvert, les forces du passé et les forces de l'avenir, d'un côté l'autoritarisme bourgeois et la théocratie catholique, de l'autre côté le socialisme et la libre pensée. La victoire de la démocratie organisée n'est pas douteuse. Rendons à Émile Zola l'hommage qui lui est dû pour s'être jeté courageusement dans la lutte périlleuse et nous avoir montré le chemin.

Il y a six ans, nous avons vu, au sortir du Palais de Justice, Zola menacé de mort par la foule ignorante

que des criminels avaient séduite. Le Conseil municipal de Paris, reconquis par les républicains et les socialistes, accomplirait un acte de réparation en donnant au boulevard du Palais le nom de boulevard Émile Zola.

ANATOLE FRANCE.



Discours prononcé à la réunion publique organisée par le Parti Socialiste Français, (1) le 25 novembre 1904.

Citoyennes, Citoyens,

Dans cette réunion, organisée par le Parti socialiste français, vous entendrez le citoyen Francis de Pressensé parler des conseils de guerre et de la réforme du code de justice militaire; le citoyen Jaurès traiter de la politique intérieure et extérieure de la France. Pour moi, si je m'écoutais, je donnerais tout de suite la parole à l'un des orateurs annoncés. Mais je crois que je manquerais aux usages si je ne faisais pas, avec la brièveté convenable, une allocution préliminaire. Et peut-être trouverai-je ainsi le moyen d'exprimer quelques vérités utiles sur deux grands sujets qui rentrent dans le programme de notre réunion. Je veux dire la séparation de l'Église et de l'État et la guerre en Extrême-Orient.

Je vous soumettrai donc, si vous le permettez, Citoyens, des remarques très brèves sur ces deux graves questions qui comportent l'une et l'autre une solution socialiste, puisque le socialisme, au degré

(1) Dans la Salle des Fêtes du Trocadéro.

de développement où il est parvenu, a le droit et le devoir d'envisager, au point de vue de sa doctrine et de son idéal, tous les grands événements qui surgissent dans le monde.

L'action socialiste s'est exercée, vous le savez, avec une singulière puissance dans les préliminaires de la séparation ; et c'est le projet de l'un des nôtres, le citoyen Briand, qui a servi de base aux études de la commission parlementaire.

Considérons un instant cette importante question de la dénonciation du Concordat et de la séparation de l'État et de l'Église, et envisageons avec un calme philosophique les conditions dans lesquelles elle doit être résolue.

Les modérés, qui ne sont pas toujours aussi sages qu'ils croient, estimaient que la bonne intelligence régnerait entre l'Église et l'État à la condition que celui-ci restât dans le temporel, l'autre dans le spirituel, et que les deux puissances ne sortissent point de leurs limites respectives. Les limites du spirituel et du temporel ! L'ancien régime ne les a pas connues. Bonaparte non plus, ni personne. C'est qu'il n'y en a pas. Le spirituel n'est connaissable que lorsqu'il se manifeste temporellement. Pour ne pas rester dans le vague, il faut parler des limites respectives du droit civil et du droit canon. Mais si un ministre de la République s'exprimait avec cette exactitude, on comprendrait tout de suite qu'il reconnaît des lois du dehors. C'est en effet à quoi le Concordat l'oblige, et comme il n'a pas, dans ses con-

seils, comme Louis IX, Philippe le Bel, Charles VII, Louis XIV et Charles X, des docteurs en l'un et l'autre droit, des théologiens très savants et des canonistes très experts, il est soumis à une législation étrangère qu'il ne connaît même pas. Que des ministres laïques et libres penseurs aient à discuter avec la curie des points de doctrine théologique et de discipline ecclésiastique, n'est-ce point absurde ? Et pourtant qu'ont-ils à faire autre chose sous le régime du Concordat ? Il faut donc que, victime de l'astuce étourdie de Bonaparte, qui barbouilla de théologie la loi française, un ministre des Cultes, l'aimable M. Leygues par exemple, dispute avec le nonce sur la question de savoir si *Papa est dominus omnium beneficiorum,* sans avoir sous la main un concile, un synode, un évêque, un clerc, ni même, comme Bonaparte, un Fesch, un âne mîtré, pour lui faire épeler les *decisiones Rotœ Merlini.* Cela est plaisant, mais cela est fâcheux.

Peut-être nos ministres libres penseurs ont-ils, par ignorance et par indifférence, autant accordé à l'Église romaine que n'avaient fait sciemment et par amour les ministres des monarchies.

Ils ont supporté ce qui avait jusque-là paru intolérable, ils ont supporté l'intervention du pape dans nos affaires intérieures, que dis-je ? ils l'ont approuvée. Quand Léon XIII s'avisa de soutenir la République au nom des droits qu'il pouvait invoquer pour la combattre, et quand il ne la soutenait, de son propre aveu, que pour en changer les lois, le gou-

vernement républicain l'en félicita publiquement et accepta avec reconnaissance ce que les vieux rois n'auraient point permis.

Voilà une première raison de dénoncer le Concordat ; et, pour conclure, nous emprunterons à Francis de Pressensé cette exacte formule: « Traiter avec le chef étranger d'une Église à laquelle appartiennent des citoyens français, sur le régime du culte, s'engager vis-à-vis de cet étranger à des obligations pécuniaires ou autres, c'est aliéner une part de la souveraineté de l'État et admettre une ingérence étrangère dans nos affaires intérieures. »

Il y a dans notre pays un homme qui porte un titre sacré. Il s'appelle le directeur des Cultes. Il étend la main sur la cathédrale, le temple et la synagogue; il administre le tabernacle où sont renfermées les saintes espèces, l'autel nu de la confession d'Augsbourg et les tables de la Thorah. Il reconnait trois vérités augustes. Pourquoi n'en reconnait-il pas quatre ou cinq, ou même davantage ? Il est catholique, juif, luthérien. Pourquoi n'est-il pas aussi musulman ? C'est la religion la plus répandue sous le drapeau français. Pourquoi n'est-il pas bouddhiste, fétichiste, guèbre ? Il administre trois cultes. Pourquoi n'administre-t-il pas tous les cultes ?

Si vous le lui demandez, il vous répondra sans trouble qu'il a dans son bureau des cartons verts et des layettes pour les évêques, les pasteurs évangéliques et les rabbins, et qu'il n'a ni layettes ni cartons pour les lamas, les muezzins et les bonzes ; que

trois religions seulement constituent de la matière administrative, que toutes les autres n'en constituent pas; qu'il y a trois religions de bureau, qu'il y en aura toujours trois, car les attributs des bureaux sont l'immobilité et la durée.

Bonaparte l'a voulu. En vertu de la loi du 18 germinal an X, le ministre des Cultes, comme le père de la belle parabole juive, a trois anneaux. Il ne nous dit pas quel est le bon, en quoi il est sage. Mais s'il en a un plus d'un, pourquoi n'en a-t-il que trois ? Notre père céleste a donné à ses fils plus de trois anneaux, sans qu'ils puissent discerner le véritable. Monsieur le ministre des Cultes, pourquoi n'avez-vous pas tous les anneaux de notre père céleste ? Vous accordez un traitement à certains cultes et vous n'accordez pas de traitements à certains autres. Pourquoi ? Vous ne prétendez pas vous faire juge de la vérité religieuse. Vous n'entendez pas désigner les trois religions qui la possèdent, puisque l'une des trois voue à la mort éternelle ceux qui professent les deux autres. Vous savez, Monsieur le ministre, ce que l'Église catholique pense des Juifs ? Vous avez vu bien des fois sur le portail de nos cathédrales, à côté d'un Christ en croix, deux femmes portant les insignes de la royauté. L'une se tient debout, pleine de majesté : c'est l'Église. L'autre chancelle. Elle a sur les yeux un bandeau, sa couronne tombe de sa tête, son sceptre lui échappe des mains : c'est la synagogue. Et vous subventionnez l'une et l'autre. Vous savez ce que l'Église catholique pense des réformés.

Vous avez sans doute remarqué sur une des belles stalles de la cathédrale d'Auch un cochon prêchant en chaire, avec ce nom profondément gravé dans le bois : Calvin. Et vous subventionnez l'Église catholique et l'Église réformée ! N'exagérez-vous pas ainsi l'absurdité nécessaire au gouvernement des hommes? et ne vous mettez-vous pas en contradiction avec le droit public des Français ?

L'État donne cinquante millions par an à l'Église catholique ; il lui livre des évêchés et les églises avec leurs cloches, leurs ornements et leurs trésors, avec les chaires du haut desquelles les prêtres enseignent leurs vérités.

Il n'est pas juste que tous les citoyens concourent à l'entretien d'un culte qu'ils ne pratiquent pas tous. On répond à cela que dans toute société il y a des services qui ne profitent pas à chacun de ses membres. Mais il ne suffit pas de poser ici le principe de la solidarité en matière d'impôt.

Les millions des cultes ne sont pas seulement une question de budget. C'est une affaire qui intéresse la liberté de conscience.

Faisant de la religion un service public, vous lui assurez la faveur de l'administration et le respect des administrés. Bien plus. Vous reconnaissez l'autorité du pape, par le seul fait que vous négociez avec lui. Vous le reconnaissez au spirituel comme au temporel.

Et M. l'évêque Bardel a pu vous dire : « L'État, en traitant avec l'Église, reconnaît de ce fait son exis-

tence, son action, ses droits et jusqu'au caractère surnaturel de son origine et de sa fin ».

Et qu'après cela l'État reconnaisse encore l'existence et le caractère surnaturel de deux autres religions, c'est son affaire et non celle de Rome. L'absurdité reste à son compte et ne peut être attribuée à l'Église catholique.

Du fait du Concordat, l'État laïque croit et professe la religion catholique, apostolique et romaine. Est-ce là se conformer au droit public d'une démocratie, qui ne reconnaît pas de domination confessionnelle?

Raisons puissantes de dénoncer le Concordat.

Il faut faire la séparation !

Comment faut-il la faire ?

Beaucoup de personnes laïques et libérales, parmi lesquelles se remarque M. René Goblet, font de cette formule « l'Église libre dans l'État libre », comme la devise de la séparation. M. René Goblet est un ami généreux de la liberté. Il la retrancherait à son parti plutôt que d'en priver ses adversaires. « L'Église libre dans l'État libre ». La phrase a plus de quarante ans; elle est de Montalembert, qui l'expliquait par cette autre phrase : « La liberté de l'Église fondée sur les libertés publiques ». M. de Cavour, après l'invasion des États pontificaux, se l'appropria. Dans sa bouche, elle prit un sens nouveau et devint italienne, je veux dire fine. Elle signifiait : « Le roi dépouille le pape de son patrimoine et lui baise les pieds ». C'est toute la politique de la maison de Savoie, qui se fait excommunier à Rome et bénir à Turin. Voici com-

ment, à son tour, M. Goblet explique cette formule : « L'Église libre dans l'État libre, cela signifie le libre exercice des religions, l'État ne connaissant plus les Églises, et les Églises n'ayant plus affaire à l'État, les ministres des différents cultes étant soumis aux mêmes lois que les autres citoyens ». Mais l'évêque Dubillard dit que c'est une utopie, et Ranc dit que c'est une bêtise. Ç'avait déjà été l'avis du comte Harry d'Arnim. Selon lui, *Chiesa libera in stato libero,* c'était *Chiesa armata in stato disarmato.*

On ne conçoit pas bien comment l'État pourrait ignorer l'Église séparée qui deviendra une association et qui sera soumise à la loi sur les associations. Quant à l'Église armée dans l'État désarmé, je ne vous demande pas ce que vous en pensez. M. Goblet réclame pour elle le régime du droit commun. Sur ce point encore, il faudrait s'entendre. Vous avez remarqué sans doute, Citoyens, que, dès qu'on est ou qu'on fait quelque chose, on sort du droit commun. La loi le veut. Et nous n'avons pas à la changer, du moins pour le moment. Comme me le faisait observer très justement, l'autre jour, un juriste de mes amis, il y a des lois spéciales pour les médecins, pour les pharmaciens. Il y a des lois spéciales pour les serruriers. Or, un évêque, au regard de la loi et de la société, n'est pas moins considérable qu'un serrurier.

Nous devons la liberté à l'Église séparée. Mais entendons-nous. Nous ne lui devons pas la liberté absolue et métaphysique, qui n'existe pas. Nous lui

devons une liberté réelle, une liberté définie; une liberté limitée par toutes les autres libertés.

Celle-là, nous la lui devons, et nous la lui donnerons. Mais soyez tranquilles, Citoyens. Elle ne nous en aura aucune reconnaissance. Elle la recevra de nous comme une offense et comme une injure.

Elle sera l'implacable ennemie du gouvernement qui l'aura délivrée. Ne craignons pas l'avenir qu'elle nous prépare, mais sachons le prévoir. Le Concordat dénoncé, le pape devient seul chef de l'Église de France. Quand, seul, il nommera les évêques, il faut s'attendre à ce qu'il les choisisse dans les ordres monastiques, et qu'il remplace les évêques concordataires à mesure des extinctions par des jésuites, des assomptionnistes et des capucins. L'administration des diocèses passera peu à peu à des moines qui y déploieront leur esprit d'affaires et d'intrigues, un génie commercial qui passe celui des Juifs, le sens et le goût des entreprises secrètes, des affiliations, des complots et des acheminements ténébreux. Il y aura des évêques rusés, il y en aura de violents. Plusieurs, sans doute, se jetteront dans cette démagogie que les *Croix* de Paris et des départements ont pratiquée avec un art grossier et puissant, et qui a profondément troublé la République.

L'Église appellera la violence. Il lui faudra des martyrs. Tout son espoir est dans la guerre religieuse. La première séparation de l'an III lui fut favorable parce qu'elle avait été précédée de la Terreur et qu'elle s'accomplit sous des lois sanglantes.

L'État, en persécutant les prêtres, leur donnerait une force nouvelle. Il ne les vaincra qu'en leur opposant une invincible tolérance.

Point de vexations ni de tracasseries. Pour être efficaces, il faut que les lois aient autant de douceur que de fermeté. Si nous sommes sages, nous amortirons, par la profonde équité de nos lois et de nos mœurs, les colères et les haines de l'Église séparée. Les mandements séditieux se noieront dans la liberté de la presse ; les sermons révolutionnaires tomberont dans la liberté de réunion.

La vertu de la séparation est dans la séparation elle-même, et non dans les sévérités légales qu'on y pourrait mettre. La séparation atteint l'Église dans son principe même. Ce qu'il y a d'essentiel à l'Église romaine, ce qui la constitue, c'est son unité. Et cette unité nécessaire, c'est le pouvoir civil qui la lui assure dans les nations catholiques ; c'est l'État concordataire qui la garantit contre le schisme.

Il prend soin de désigner entre les évêques, entre les curés quel est le Romain, et veille à chasser les intrus. De la part d'un ministre, que les évêques appellent communément Barrabas, Olibrius et Néron, c'est vraiment trop de sollicitude. Dès qu'il ne s'y emploiera plus, les évêques, les prêtres, qui se trouveront en désaccord avec le pape, pourront fonder des églises séparées. Des sectes se formeront et c'en sera fait, en France, de l'unité de l'Eglise. C'en sera fait dans notre pays de la plus formidable puissance d'oppression qui ait jamais pesé sur

les peuples; c'en sera fait de l'antique exterminatrice de toute pensée, de toute science et de toute joie.

Citoyens, en commençant cette allocution, je me suis engagé à vous parler de la guerre russo-japonaise. Je le ferai aussi rapidement que possible. Mais il faut remonter aux causes. Vous savez quelles sont les façons d'agir les plus ordinaires des peuples blancs à l'égard des peuples jaunes. Vous connaissez la politique européenne en Chine.

Les nations chrétiennes ont pris l'habitude d'envoyer ensemble ou séparément dans ce grand empire, quand l'ordre y était troublé, des soldats qui le rétablissaient par le vol, le viol, le pillage, le meurtre et l'incendie, et de procéder à courts intervalles, au moyen de fusils et de canons, à la pénétration pacifique du pays. Les Chinois inarmés ne se défendent pas ou se défendent mal ; on les massacre avec une agréable facilité. Ils sont polis et cérémonieux; mais on leur reproche de nourrir peu de sympathie pour les Européens. Nous avons contre eux des griefs qui ressemblent beaucoup à ceux que M. Duchaillu avait contre son gorille. M. Duchaillu tua, dans une forêt, à coups de carabine, la mère d'un gorille. Morte, elle serrait encore son petit dans ses bras. Il l'en arracha et le traîna après lui, dans une cage, à travers l'Afrique, pour le vendre en Europe. Mais ce jeune animal lui donna de justes sujets de plaintes. Il était insociable ; il se laissa mourir de faim. « Je fus impuissant, dit M. Duchaillu, à corriger son mau-

vais naturel ». Nous nous plaignons des Chinois avec autant de raison que M. Duchaillu de son gorille.

En 1901, l'ordre ayant été troublé à Pékin, les armées des cinq grandes puissances, sous le commandement d'un feld-maréchal allemand, l'y rétablirent par les moyens accoutumés. Après s'être ainsi couvertes de gloire militaire, les cinq puissances signèrent un des innombrables traités par lesquels elles garantissent l'intégrité de cette Chine dont elles se partagent les provinces.

La Russie, pour sa part, occupa la Mandchourie et ferma la Corée au commerce du Japon. Le Japon qui, en 1894, avait battu les Chinois sur terre et sur mer, et participé, en 1901, à l'action pacifique des puissances, vit avec une rage froide et méditative s'avancer l'ourse vorace et lente. Et tandis que la bête énorme allongeait indolemment le museau sur la ruche nippone, les abeilles jaunes, armant toutes à la fois leurs ailes et leurs aiguillons, la criblèrent de piqûres enflammées.

« C'est une guerre coloniale », disait expressément un grand fonctionnaire russe à mon ami Georges Bourdon. Or, le principe fondamental de toute guerre coloniale est que l'Européen soit supérieur aux peuples qu'il combat ; sans quoi la guerre n'est plus coloniale, cela saute aux yeux. Il convient, dans ces sortes de guerres, que l'Européen attaque avec de l'artillerie et que l'Asiatique ou l'Africain se défende avec des flèches, des massues, des sagaies et des tomahawks. On admet qu'il se soit procuré quelques

vieux fusils à pierre et des gibernes ; cela rend la colonisation plus glorieuse. Mais, en aucun cas, il ne doit être armé ni instruit à l'européenne. Sa flotte se composera de jonques, de pirogues et de canots creusés dans un tronc d'arbre. S'il a acheté des navires à des armateurs européens, ces navires seront hors d'usage. Les Chinois qui garnissent leurs arsenaux d'obus en porcelaine restent dans les règles de la guerre coloniale.

Les Japonais s'en sont écartés. Ils font la guerre d'après les principes enseignés en France par le général Bonnal. Ils l'emportent de beaucoup sur leurs adversaires par le savoir et l'intelligence. En se battant mieux que des Européens, ils n'ont point égard aux usages consacrés, et ils agissent d'une façon contraire, en quelque sorte, au droit des gens.

En vain des personnes graves, comme M. Edmond Théry, leur démontrèrent qu'ils devaient être vaincus dans l'intérêt supérieur du marché européen, conformément aux lois économiques les mieux établies. En vain le proconsul de l'Indo-Chine, M. Doumer lui-même, les somma d'essuyer, à bref délai, des défaites décisives sur terre et sur mer. « Quelle tris-
« tesse financière assombrirait nos cœurs, s'écriait
« ce grand homme, si Bezobrazoff et Alexeieff ne
« tiraient plus aucun million des forêts coréennes !
« Ils sont rois. Je fus roi comme eux : nos causes
« sont communes. O Nippons ! imitez en douceur les
« peuples cuivrés sur lesquels j'ai régné glorieuse-
« ment sous Méline. » En vain le docteur Charles

Richet leur représenta, un squelette à la main, qu'étant prognathes et n'ayant pas les muscles du mollet suffisamment développés, ils se trouvaient dans l'obligation de fuir dans les arbres devant les Russes qui sont brachycéphales et comme tels éminemment civilisateurs, ainsi qu'il a paru quand ils ont noyé cinq mille Chinois dans l'Amour. « Prenez « garde que vous êtes des intermédiaires entre le « singe et l'homme, leur disait obligeamment M. le « professeur Richet, d'où il résulte que si vous bat« tiez les Russes ou finno-letto-ougroslaves, ce serait « exactement comme si les singes vous battaient. « Concevez-vous ? » Ils ne voulurent rien entendre.

Ce que les Russes payent en ce moment dans les mers du Japon et dans les gorges de la Mandchourie, ce n'est pas seulement leur politique avide et brutale en Orient, c'est la politique coloniale de l'Europe tout entière. Ce qu'ils expient, ce ne sont pas seulement leurs crimes, ce sont les crimes de toute la chrétienté militaire et commerciale. Je n'entends pas dire par là qu'il y ait une justice au monde. Mais on voit d'étranges retours des choses ; et la force, seule juge encore des actions humaines, fait parfois des bonds inattendus. Ses brusques écarts rompent un équilibre qu'on croyait stable. Et ses jeux, qui ne sont jamais sans quelque règle cachée, amènent des coups intéressants. Les Japonais passent le Yalou et battent avec précision les Russes en Mandchourie. Leurs marins détruisent élégamment une flotte européenne. Aussitôt nous discernons un danger qui nous

menace. S'il existe, qui l'a créé? Ce ne sont pas les Japonais qui sont venus chercher les Russes. Ce ne sont pas les jaunes qui sont venus chercher les blancs. Nous découvrons, à cette heure, le péril jaune. Il y a bien des années que les Asiatiques connaissent le péril blanc. Le sac du Palais d'Été, les massacres de Pékin, les noyades de Blagovetchensk, le démembrement de la Chine, n'était-ce point là des sujets d'inquiétude pour les Chinois? Et les Japonais se sentaient-ils en sûreté sous les canons de Port-Arthur? Nous avons créé le péril blanc. Le péril blanc a créé le péril jaune. Ce sont de ces enchaînements qui donnent à la vieille Nécessité qui mène le monde une apparence de Justice divine, et l'on admire la surprenante conduite de cette reine aveugle des hommes et des dieux, quand on voit le Japon, si cruel naguère aux Chinois et aux Coréens, le Japon, complice impayé des crimes des Européens en Chine, devenir le vengeur de la Chine et l'espoir de la race jaune.

Il ne paraît pas toutefois, à première vue, que le péril jaune, dont les économistes européens s'épouvantent, soit comparable au péril blanc suspendu sur l'Asie. Les Chinois n'envoient pas à Paris, à Berlin, à Saint-Pétersbourg, des missionnaires pour enseigner aux chrétiens le foung-choui et jeter le désordre dans les affaires européennes. Un corps expéditionnaire chinois n'est pas descendu dans la baie de Quiberon pour exiger du gouvernement de la République l'*extra-territorialité*, c'est-à-dire le droit de juger par un tribunal de mandarins les causes pendantes entre

Chinois et Européens. L'amiral Togo n'est pas venu avec douze cuirassés bombarder la rade de Brest, en vue de favoriser le commerce japonais en France. La fleur du nationalisme français, l'élite de nos Trublions, n'a pas assiégé, dans leurs hôtels des avenues Hoche et Marceau, les légations de la Chine et du Japon, et le maréchal Oyama n'a pas amené en conséquence les armées combinées de l'Extrême-Orient sur le boulevard de la Madeleine, pour exiger le châtiment des Trublions xénophobes. Il n'a pas incendié Versailles au nom d'une civilisation supérieure. Les armées des grandes puissances asiatiques n'ont pas emporté à Tokio et à Pékin les tableaux du Louvre et la vaisselle de l'Élysée.

Non ! M. Edmond Théry lui-même convient que les jaunes ne sont pas assez civilisés pour imiter les blancs avec cette fidélité. Et il ne prévoit pas qu'ils s'élèvent jamais à une si haute culture morale. Comment auraient-ils nos vertus ? Ils ne sont pas chrétiens. Mais les hommes compétents estiment que le péril jaune, pour être économique, n'en est pas moins effroyable. Le Japon et la Chine, organisée par le Japon, menacent de nous faire sur tous les marchés du monde une concurrence affreuse, monstrueuse, énorme et difforme, dont la seule pensée fait dresser sur leur tête les cheveux des économistes. C'est pourquoi les Japonais et les Chinois doivent être exterminés. Il n'y a pas de doute. Mais il faut aussi déclarer la guerre aux États-Unis pour empêcher leurs métal-

lurgistes de vendre le fer et l'acier à plus bas prix que nos fabricants moins bien outillés.

Disons donc une fois la vérité. Cessons un moment de nous flatter. La vieille Europe et la nouvelle Europe (c'est le vrai nom de l'Amérique) ont institué la guerre économique. Chaque nation est en lutte industrielle avec les autres nations. Partout la production s'arme furieusement contre la production. Nous avons mauvaise grâce à nous plaindre de voir sur le marché désordonné du monde tomber de nouveaux produits concurrents et perturbateurs. Que sert de gémir ? Nous ne connaissons que la raison du plus fort. Si Tokio est le plus faible, il aura tort et nous le lui ferons sentir ; s'il est le plus fort, il aura raison, et nous n'aurons point de reproche à lui faire. Est-il au monde un peuple qui ait le droit de parler au nom de la justice ?

Nous avons enseigné aux Japonais le régime capitaliste et la guerre. Ils nous effraient parce qu'ils deviennent semblables à nous. Et vraiment c'est assez horrible. Ils se défendent contre les Européens avec des armes européennes. Leurs généraux, leurs officiers de marine, qui ont étudié en Angleterre, en Allemagne, en France, font honneur à leurs maîtres. Plusieurs ont suivi les cours de nos Écoles spéciales. Les Grands-Ducs, qui craignaient qu'il ne sortît rien de bon de nos institutions militaires, trop démocratiques à leur gré, doivent être rassurés.

Je ne sais quelle sera l'issue de la guerre. L'Empire russe oppose à l'énergie méthodique des Japonais ses

forces indéterminées, que comprime l'imbécillité farouche de son gouvernement, que détourne l'improbité d'une administration dévastatrice, que perd l'ineptie du commandement militaire. Il a montré l'énormité de son impuissance et la profondeur de sa désorganisation. Toutefois ses réservoirs d'argent, qu'alimentent ses riches créanciers, sont presque inépuisables. Son ennemi, au contraire, n'a de ressources que dans des emprunts difficiles, onéreux, dont ses victoires mêmes le priveront peut-être. Car les Anglais et les Américains entendent l'aider à affaiblir la Russie et non pas à devenir puissant et redoutable. On ne peut guère prévoir la victoire définitive d'un combattant sur l'autre. Mais si le Japon rend les jaunes respectables aux blancs, il aura grandement servi la cause de l'humanité et préparé à son insu, et sans doute contre son désir, l'organisation pacifique du monde.

Certes, ce serait pour la civilisation un irréparable dommage si les marchés de l'Orient étaient ou fermés ou d'un accès difficile aux races intelligentes et actives de l'Occident. Il faut, au contraire, préparer, assurer, fomenter une profonde pénétration, une large circulation des Européens en Asie. Mais, pour réaliser cette activité féconde, il est nécessaire qu'à la lutte barbare et destructive, succède l'action méthodique et bienfaisante; il faut à la pénétration violente substituer la pénétration pacifique. Il faut demander à la paix et non à la guerre les clefs des trésors de l'Orient.

La grande valeur humaine c'est l'homme lui-même

Pour mettre en valeur le globe terrestre, il faut d'abord mettre l'homme en valeur. Pour exploiter le sol, les mines, les eaux, toutes les substances et toutes les forces de la planète, il faut l'homme, tout l'homme, l'humanité, toute l'humanité. L'exploitation complète du globe terrestre exige le travail combiné des hommes blancs, jaunes et noirs. En réduisant, en diminuant, en combattant une partie de l'humanité, nous agissons contre nous-mêmes. Notre avantage est que les peuples de toute race et de toute couleur soient puissants, libres et riches. Notre prospérité, notre richesse dépendent de leur richesse et de leur prospérité. Plus ils produiront, plus ils consommeront. Plus ils profiteront de nous, plus nous profiterons d'eux. Qu'ils jouissent abondamment de notre travail et nous jouirons du leur abondamment.

Puissent ces maximes, soutenues à la Chambre par la grande voix de Jaurès, régler notre action pacifique au Maroc.

Citoyens,


F. DE PRESSENSÉ

Je suis impatient comme vous d'entendre les orateurs inscrits au programme de cette réunion. Mais avant de vous donner la parole, Citoyen Francis de Pressensé, permettez-moi de dire la seule chose que vous ne sauriez pas dire aussi bien que moi. Laissez-moi rappeler votre action généreuse et puis-

sante dans cette affaire Dreyfus qui, grâce à des hommes tels que vous, eut cela d'heureux que la République y réveilla sa conscience endormie. Dès les premières lueurs de la vérité qui se levait vous avez marché vers la lumière. Vous vous êtes voué avec une ardeur infatigable à la réparation d'une erreur et d'un crime. Vous avez soutenu la lutte terrible contre ceux qui savaient tout. Vous avez dépensé vos forces, risqué votre vie.

Citoyen Francis de Pressensé, si je rappelle ici les jours scélérats où, devant le Palais de Justice, les bandes antisémites hurlaient des cris de mort autour de Picquart et de Zola, les jours où, dans Toulouse et dans Avignon en proie à la terreur blanche, vous vous exposiez entre Quillard et Mirbeau aux coups de la jeunesse dorée, ce n'est pas seulement pour vous rendre l'hommage qui vous est dû, c'est aussi, c'est surtout dans un intérêt plus général et plus pressant. Si je fais appel à tous ceux qui m'écoutent en ce moment, si je les conjure de n'oublier ni l'assaut formidable donné à la République par les moines ligueurs, ni ce dominicain excitant les soldats à la révolte et au massacre devant le généralissime silencieux, ni les obsèques du malheureux président Félix Faure et le coup du catafalque, alors que les chevaux des généraux devenaient nationalistes, ni les émeutes des chouans, lorsque les exécuteurs de la loi étaient inondés de ce liquide infect dans lequel, disent les auteurs sacrés, périt l'impie Arius, ni le refus d'obéissance de cette nouvelle

légion thébaine qui se déclara pour son dieu contre la République, c'est dans l'intention de vous faire suivre les phases d'une action qui continue ; c'est parce qu'il importe de n'être pas surpris ; c'est que nous reconnaissons à des signes certains que les mêmes ennemis de l'esprit moderne préparent en ce moment une attaque générale. Comme les mouvements des troupes et les combats d'avant-postes annoncent en Mandchourie ces grandes batailles d'une semaine, nous constatons une activité nouvelle sur tous les points occupés par la réaction, et nous pouvons prévoir la reprise prochaine des hostilités. Une faute de tactique, le manque de cohésion nous exposeraient à la défaite, et nous ramèneraient peut-être aux jours sombres de Méline et de Dupuy. Mais ayons confiance, Citoyens. La lumière s'est faite. Nos ennemis n'ont pu nous vaincre dans l'ombre. Ils ne nous vaincront pas au grand jour.



Discours prononcé (1) en faveur de la séparation des Églises et de l'État, le 19 décembre 1904.

Citoyennes et Citoyens,

Admis à l'honneur de parler dans la « journée laïque », je parlerai brièvement, et me garderai d'usurper sur le temps réservé aux éminents orateurs inscrits à l'ordre du jour. D'ailleurs, on doit à des auditeurs tels que vous un langage substantiel et précis, ce langage de la droite et ferme raison, dont le citoyen Francis de Pressensé vient de donner l'exemple.

Aussi bien je ne désespère pas d'indiquer, en très peu de mots, le véritable sens du Concordat et les raisons pour lesquelles l'Église veut maintenir à tout prix cette convention détestable.

Vous savez, Citoyens, que la loi du 3 ventôse an III (21 février 1795), votée par la Convention sur les conclusions de Boissy d'Anglas, avait rompu tout lien entre l'Église et l'État. Comment ces liens rompus furent-ils renoués ? C'est ce que nous allons voir.

(1) A la réunion organisée par la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen, dans la salle des Fêtes du Trocadéro.

A la fin de 1796, ou au commencement de 1797, le général Bonaparte écrivait à son confident, le général Clarke : « On est redevenu catholique romain en France. Nous en sommes peut-être au point d'avoir besoin du pape lui-même pour faire seconder chez nous la Révolution par les prêtres, et par conséquent par les campagnes qu'ils sont parvenus à gouverner de nouveau. »

On voit ici jaillir l'idée du pacte qu'il devait conclure cinq ans plus tard ; on surprend et la justesse des raisons et la duplicité des moyens. Le jeune général s'aperçoit du danger. Une Église romaine s'élève qui menace la Révolution, la République ; qui préparera peut-être le retour des Bourbons. Il faut, pour conjurer le péril, former un nouveau clergé gallican. Réussir où les constituants ont échoué. Et puisqu'on ne peut, sans le pape, faire une Église constitutionnelle, il en faut faire une avec le pape. On a chance d'y réussir. Première pensée du Concordat. Devenu premier consul, Bonaparte la réalisera.

Le Concordat fut proclamé loi de la République le 18 germinal an X. Cette loi comprenait, en outre du Concordat proprement dit, les articles organiques du culte catholique. On y avait joint aussi les articles organiques des cultes protestants, pour que, en dépit du préambule qui reconnaissait le catholicisme comme la religion de la grande majorité des Français, il parût bien que la liberté de conscience restait en vigueur dans la République.

Lamartine a dit un jour à la Chambre des députés que le Concordat fut une œuvre rétrograde et une faute politique. Il parlait noblement. Le Concordat, dépouillé de la pompe romaine et de la majesté consulaire, n'est qu'une bouffonnerie italienne jouée par un cadet d'Ajaccio avec un prêtre romain. Bonaparte sentait lui-même le comique de cette pièce. Quand il reçut du cardinal Caprara, dans une assemblée solennelle, un exemplaire authentique de la convention, enfin signée, on le vit rire aux éclats et faire des grimaces. Pourtant le plus fin de la comédie lui échappait. Il pensait avoir dupé le vieux renard, et c'était lui qui était la dupe.

L'imprudent consul croyait rétablir à son profit l'Église gallicane, et il organisait en France une province de l'Église romaine. Il faisait un clergé sans force pour lui résister et sans force pour résister au pape, un clergé misérable et servile, soumis à deux maîtres, et contraint sans cesse de trahir l'un pour contenter l'autre. Il organisait le clergé qui, après avoir chanté des *Te Deum* pour toutes ses victoires, se détournera de lui dans les jours sombres, prendra la cocarde blanche en 1814, soulèvera contre lui la Vendée en 1815.

Cet homme pénétrant ne tarda pas à s'apercevoir qu'il avait été joué. Il ne cessait de dire à l'abbé de Pradt, son aumônier : « La plus grande faute de mon règne, c'est d'avoir fait le Concordat ».

Encore se flattait-il en disant qu'il avait fait le Concordat. Si vraiment une convention de cette

espèce veut l'entente et le consentement des deux parties contractantes, la loi du 18 germinal an X n'est pas un Concordat. Elle contient, il est vrai, les dix-sept articles de la convention passée entre le gouvernement français et le pape Pie VII, le 26 messidor an IX. Mais elle contient aussi les soixante-seize articles organiques du culte catholique. C'est une question de savoir si le pape a connu ces articles. On peut en douter. Dans tous les cas, il ne les a pas acceptés. Ses successeurs ne les ont pas acceptés davantage. De Pie VII à Pie X, tous les papes ont protesté contre les Organiques.

Dans sa communication du 26 juillet 1904, au chargé d'affaires de France, le cardinal Merry del Val a dit avec raison que le Saint-Siège n'avait « jamais cessé de protester contre les articles organiques », et il rappela qu'ils sont un acte unilatéral du gouvernement français, acte bien distinct du Concordat.

Il ne faudrait donc pas dire que la loi du 18 germinal an X est un Concordat. Il faudrait dire seulement que sur les quatre-vingt-treize articles de cette loi concernant le culte catholique, il se trouve dix-sept articles d'un Concordat commencé.

On ne peut lire ces articles organiques sans une vive surprise. C'est un extraordinaire mélange et de droit civil et de droit canon, de politique et de théologie. C'est le sac où Bonaparte a mis malicieusement tout ce qu'il voulait cacher au pape. Le vingt-quatrième article organique, par exemple, renferme en lui toute la doctrine de l'Église gallicane de saint Ber-

nard à Bossuet. Et cet article, qui prononce sur l'autorité des conciles et les droits de l'évêque de Rome en matière de foi, Pie VII ne l'a pas approuvé, Pie VII ne l'a pas vu !

Chose remarquable : les prescriptions contenues dans la convention du 26 messidor an IX, que le pape approuva, ont leurs sanctions dans les Organiques du 18 germinal an X, que le pape n'approuva pas. Il résulte de cette disposition que le gouvernement français ne put jamais user d'une de ces sanctions légales sans soulever les protestations de la curie. Et si l'État doit appliquer les Organiques, puisque c'est sa loi, l'Église doit réclamer contre cette application, car ce n'est pas sa loi. Tel est le régime de concorde institué en 1801.

Bonaparte n'avait pas besoin, il faut le reconnaître, de textes approuvés par le pape pour contenir le clergé dans l'obéissance. Il pouvait à son gré emprisonner, déporter les prêtres, enlever le pape, prendre Rome. Mais il ne songea pas assez que ce ne serait point toujours l'usage, et il prépara de grandes difficultés à ses successeurs.

On a dit gravement que l'abrogation du Concordat fera perdre à l'État les moyens d'agir en tout temps, par les évêques, sur le langage et sur les actes du clergé. Mais le Concordat proprement dit ne donne à l'État aucun moyen d'action sur ses évêques. Les Organiques, non reconnus par le pape, donnent au gouvernement le droit de faire déclarer par les canonistes du Conseil d'État que si un évêque agit con-

trairement aux lois de la République, il y a abus, ce que ni l'évêque ni ses fidèles ne croient, parce que le Conseil d'État n'a point pour eux d'autorité en matière de discipline ecclésiastique et que, d'ailleurs, l'appel comme d'abus est prohibé par l'article 41 du *Syllabus*. Le gouvernement se donne un autre droit que la curie ne reconnaît pas davantage. Il retire aux évêques et aux curés séditieux leur traitement concordataire, leur infligeant de la sorte, sans élégance, une peine sans efficacité, puisque ce traitement est rendu à l'évêque et aux curés par les contributions des fidèles. Voilà ce que peut un ministre des cultes sur un évêque.

Et Rome le sait bien. Pour elle, le Concordat ne fut jamais un traité. C'est un passe-port. C'est le papier qui lui donne ses sûretés et la libre circulation dans la République. Elle y tient pour cela. Sans ce papier, elle perd son signalement et son nom en France.

En son allocution consistoriale du 27 septembre 1852, et par l'article 55 du *Syllabus* du 8 décembre 1864, le pape Pie IX a mis au rang des principales erreurs de notre temps cette proposition que l'Église doit être séparée de l'État, et l'État de l'Église.

L'Église, en effet, ne peut volontiers se laisser exclure des États où elle prétend dominer. Si, par le Concordat, elle ne dirige pas les affaires de la France, tout au moins elle y participe. Le Concordat est le dernier et précieux vestige de son antique union avec l'État et l'endroit par lequel elle peut espérer encore reprendre le gouvernement des mœurs et ramener le

bras séculier à l'obéissance. En vertu du Concordat, M. Loubet, successeur de Charlemagne, est, dans la Gaule chrétienne, le vicaire temporel du pape. Si la soumission du président de la République à l'Église n'est pas entière et pleine, s'il ne tire pas l'épée pour restituer à Pierre son patrimoine, son mauvais naturel et le malheur des temps en sont cause. Cette calamité peut cesser. Mais si le Concordat est déchiré, le Saint-Siège perd le seul titre qui lui reste à participer au gouvernement de la République. Il n'a plus de prise sur la France.

Rome veut maintenir le principe concordataire comme un reste de son vieux droit inquisitorial.

Il ne faut pas dire de l'Église qu'autrefois elle faisait exécuter ses sentences par la justice laïque et qu'elle y a renoncé. Elle ne renonce jamais. Il ne faut pas dire qu'elle a changé. Elle ne change jamais. Tout se meut, elle demeure immobile ; et, quand on s'en étonne, elle répond qu'elle est un miracle. Aujourd'hui, comme autrefois, elle s'attribue une puissance temporelle, directe et indirecte, ce qu'elle appelle le pouvoir pénal politique et corporel. L'Église considère toujours que le bras séculier a le devoir de brûler les hérétiques et que la méchanceté des hommes est seule cause qu'il ne le fait plus. Les papes actuels pensent du Saint-Office exactement ce qu'en pensaient leurs prédécesseurs, Innocent III et Paul III. Au milieu du dix-neuvième siècle (en 1853), cette même *Civiltà Cattolica*, organe du Gesù, présentait l'inquisition comme le couronnement de toute

perfection sociale. Et, dans le même temps, l'*Univers*, de Louis Veuillot, en admirait « la justice sublime » et la célébrait comme « un vrai miracle ».

Il en appelait de tous ses vœux l'heureuse restauration, affirmant le droit et le devoir du pape de la restituer à tous les peuples.

L'Église de Rome prétend à l'autorité civile et politique sur tout l'univers. C'est parce qu'elle est une puissance spirituelle, qu'elle est une puissance temporelle. C'est pour que les âmes lui soient effectivement soumises qu'elle entreprend la soumission des corps. Il est vrai qu'elle s'élève au-dessus de toutes les choses de ce monde ; il est également vrai qu'elle les enveloppe et les pénètre. Elle domine la terre, mais elle est de la terre. Et quand nos hommes d'État et nos législateurs lui demandent de se renfermer dans son domaine spirituel, et nous assurent qu'elle le fera sans faute et s'en trouvera bien, à moins qu'ils ne soient vraiment trop simples, c'est apparemment qu'ils se moquent ou d'elle ou de nous.

Si l'infaillibilité du pape en matière de dogme est d'ordre théologique, l'infaillibilité du pape en matière de morale est d'ordre politique ; c'est la mainmise sur toutes les consciences, c'est la direction temporelle des sociétés, c'est le *Syllabus* imposé aux États comme acte constitutionnel.

Il faut admirer la constance des papes à combattre les gouvernements qui ne se mettent pas tout entiers dans leur obéissance et réservent aux peuples quelque liberté. Innocent III condamna la grande

charte d'Angleterre ; Innocent X refusa de reconnaître la paix de Westphalie, qui garantissait aux réformés le libre exercice de leur religion. Grégoire XVI accueillit la constitution belge de 1832 par une encyclique qui déclarait absurde la liberté de conscience, et pestilente la liberté de la presse. Rome fulmina contre les lois espagnoles sur la liberté du culte et même contre la constitution de la catholique Autriche, qu'elle déclara abominable, *abominabilis,* parce qu'elle permet aux protestants et aux israélites d'ouvrir pour eux-mêmes des établissements d'instruction et d'éducation. Rome enfin condamne tous les États actuels de l'Europe, hors la Russie. Le *Syllabus* dit au § 80 : « Ceux-là sont plongés dans une erreur coupable qui prétendent que le pape peut et doit se réconcilier et composer avec le progrès, le libéralisme et la civilisation moderne ».

Tout pouvoir indépendant du pape est un pouvoir illégitime, tout pouvoir qui lui désobéit est un pouvoir criminel. Dans la lutte récente des moines contre la République française, quand le dominicain Didon avertit, au nom de l'Église, les généraux que les pouvoirs trop débonnaires devaient être déposés, quand il menaça de déchéance le pitoyable Félix Faure et ses ministres, coupables de mansuétude envers des hommes odieux, qui avaient en propre une idée de la justice, ce moine était dans la tradition ecclésiastique et se conformait à la vingt-troisième proposition du *Syllabus,* portant que les papes peuvent, aujourd'hui comme autrefois, déposer les rois à leur gré et

faire don à qui bon leur semble des nations et des royaumes.

Sans doute, les rois très chrétiens, les rois catholiques, les ministres des gouvernements pieux qui sont tombés dans la désobéissance et l'infidélité, s'ils se repentent et s'il en est temps encore, elle les reçoit à merci. Mais vous, républicains, socialistes, libres penseurs, vous, ministres et représentants d'une République qui refuse de se soumettre à l'autorité du pape, vous n'avez pas de pardon à attendre d'elle, vous êtes à ses yeux comme si vous n'étiez pas, puisque vous n'êtes plus catholiques. Elle vous a irrévocablement jugés et condamnés. Elle hâte le moment d'exécuter la sentence. Vous êtes ses vaincus et ses prisonniers. Elle augmente tous les jours son armée d'occupation ; elle étend tous les jours ses conquêtes. Elle vous a pris déjà le gros de votre bourgeoisie ; elle enlève des villes entières, assiège les usines ; elle a des intelligences, vous le savez bien, dans vos administrations, dans vos ministères, dans vos tribunaux, dans le commandement de votre armée.

Votre propre Église, l'Église des Gaules a passé à l'étranger. Vous n'avez plus chez vous qu'une milice ultramontaine, des prêtres, des moines, soldats du pape, qui campent dans la République démantelée.

Vos évêques sont vos ennemis irrités. L'Église de Rome les instruit et les anime à vous combattre.

Ne lui demandez pas la paix, elle ne veut pas, elle ne peut pas vous l'accorder. Si vous suivez à son égard les règles de vos prédécesseurs, la politique de

la Restauration, de la monarchie de Juillet et du Second Empire, vous serez amenés à lui donner assez pour la fortifier encore et trop peu pour vous la rendre pacifique ; et vous vous serez fait seulement une ennemie plus redoutable. Gardez-vous de lui rien céder : elle ne vous cédera rien. Elle médite cette fois, non plus de faire concourir le pouvoir laïque à ses desseins et à sa gloire, mais de l'anéantir pour son infidélité. Elle prend votre place, elle se substitue à vous. Le gouvernement temporel des papes, qui était la honte de l'humanité, l'Église travaille ouvertement à l'établir chez vous; elle veut faire de la France une province des États pontificaux. Elle a déjà dressé, sur la butte Montmartre, le Saint-Pierre de la Rome nouvelle.

Mais les forces qu'elle tourne contre vous, de qui les tient-elle ? De vous. C'est vous qui, par le Concordat, maintenez son organisation, son unité. C'est vous qui la constituez en puissance temporelle. C'est vous qui l'opposez à la République et qui dressez en face du pouvoir civil français le pouvoir civil romain. C'est vous qui lui donnez les armes dont elle vous frappe. Pour les lui retirer, qu'attendez-vous ? Administrée par vous, elle domine toutes vos administrations. Rompez les liens par lesquels vous l'attachez à l'État, brisez les formes par lesquelles vous lui donnez la contenance et la figure d'un grand corps politique. Et vous la verrez bientôt se dissoudre dans la liberté.



TABLE DES MATIÈRES

ET DES GRAVURES

DU

SECOND VOLUME

SECOND VOLUME

(Du 5 Octobre 1902 au 19 Décembre 1904).



VERS LES TEMPS MEILLEURS

Tome III

(Du 20 décembre 1904 au 24 février 1906)

ANATOLE FRANCE

VERS LES TEMPS MEILLEURS

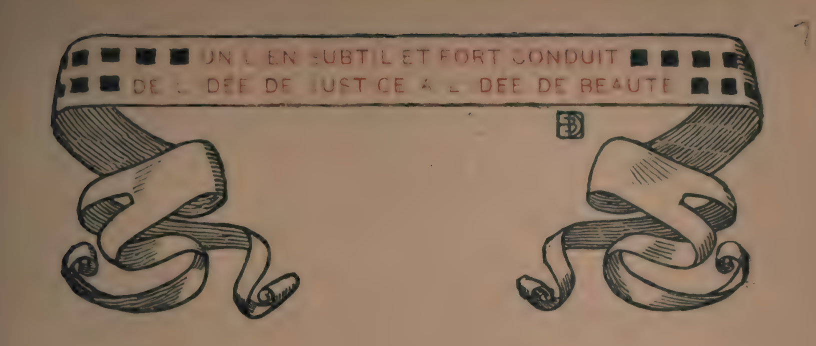
DÉCORÉ DE NEUF PORTRAITS
DESSINÉS PAR BELLERY-DESFONTAINES ET A. LEROUX
ET GRAVÉS PAR FLORIAN, FROMENT
ET PERRICHON



ÉDITIONS D'ART
ÉDOUARD PELLETAN
125, Boulevard Saint-Germain, 125
PARIS

1906


AUGUSTE LEROUX



Lettre lue
au banquet offert à Eugène Carrière,
le 20 décembre 1904.

Auguste Rodin,
Chers Camarades,


EUG. CARRIÈRE

Ma pensée sera ce soir avec vous, Auguste Rodin, et avec les convives réunis au restaurant Vantier, autour d'Eugène Carrière. Je regrette de ne pouvoir m'asseoir à cette table fraternelle.

Parmi tant de louanges que recevra le grand artiste, ma louange absente ne fera de tort qu'à moi. Je me serais, en effet, honoré en exprimant mon admira-

Note. — M. Auguste Rodin présidait ce banquet offert à Eugène Carrière par ses amis et admirateurs. M. Anatole France, souffrant, ne put y assister.

tion pour un génie plein de bonté. Et si je dis que le génie de Carrière est bon, j'entends ce mot de bonté dans un sens profondément humain et pourtant nouveau, avec une acception de mâle douceur et de sage bienfaisance.

Mais pour louer dignement une grande œuvre, il faut s'y prendre simplement, et égaler, s'il est possible, le naturel de l'expression au naturel de la pensée.

Si j'avais pu m'asseoir à votre table, j'aurais dit à Carrière :

Vous vous êtes appliqué à votre art avec une probité sévère et un ardent amour. Vous avez mis votre esprit et votre cœur à devenir un bon peintre. Vous avez copié avec une affectueuse patience, avec une souple obstination, les formes de la vie qui vous entouraient dans le cercle d'une existence modeste et tranquille, et pénétré de ces formes, de ces apparences, nourri des aspects d'une vie simple et bonne, vous avez ressenti, vous avez exprimé des émotions que personne avant vous n'avait fixées sur la toile. Vous avez créé une beauté nouvelle, une beauté à la fois auguste et domestique, pathétique et familière, et d'une grandeur intime. Et comme vous saviez que nécessairement l'expression dans toute œuvre d'art dépend de la technique et des moyens d'exécution, votre technique, votre faire se sont sans cesse perfectionnés et simplifiés à mesure que votre sensibilité devant la vie devenait plus pénétrante et plus exquise.

Vous avez su trouver sur la toile, dans l'unité d'un gris blond, une richesse infinie de tons harmonieux et dans une lumière habilement ménagée cette succession de plans profonds et sûrs, qui fait que Rodin s'écrie devant vos toiles : « Carrière aussi est sculpteur ! »

C'est parce que vous savez construire que vous pouvez envelopper ; c'est parce que vous établissez la forme solidement que vous pouvez y jeter des voiles à votre gré, c'est parce que vous avez le dessin et la couleur que vous pouvez avoir encore le vague et le gris. Mais d'où vient, Carrière, d'où vient que ce vague et ce gris expriment sous votre main une pitié infinie, une tendresse immense qui nous troublent si profondément ? D'où vient que, en revêtant la nature de ce vague et de ce gris, vous nous la rendez si touchante et si pieuse ? Il y a là un mystère profond, sacré, le mystère de votre génie, le mystère de votre pensée.

Vous mettez un beau métier, un bel art au service d'une belle pensée, d'une pensée héroïque et tendre. Tous ceux qui vous connaissent le savent. Il n'y a pas d'âme plus douce, plus pure, plus haute que la vôtre et cette âme se reflète dans toute votre œuvre.



Discours prononcé au premier meeting tenu pour le Peuple Russe, le 30 janvier 1905.

Citoyens,

Je ne vous retracerai pas les scènes d'horreur qui, depuis cinq jours, présentes à vos esprits, les remplissent d'indignation, de colère et de pitié. Je ne vous redirai pas comment le tsar a fait massacrer des hommes qui, mourant de misère et de faim, n'étaient coupables envers lui que de l'avoir, dans leur détresse, imploré comme un père. A leurs ferventes prières, à leurs invocations filiales, à leurs larmes, il répondit par le fouet de ses cosaques et les balles de ses grenadiers. Ces balles sont allées frapper sa propre image dans les mains du prêtre Gapon. Juste malgré lui, le tsar a tué le tsar. Le tsar a tué le tsar et le tsarisme. Du sang qui rougit les glaces de la Néva sortiront par millions les vengeurs des victimes. Le tsar a tué le tsar et suscité la révolution qui dévorera le tsarisme. Nicolas Alexandrovitch n'existe déjà plus et sa mémoire est vouée pour toujours à l'exécration de l'univers.

Vous, du moins, qui êtes réunis ici, plus heureux

NOTE. — Ce meeting organisé par la Bourse du Travail s'est tenu dans la salle du Tivoli Vaux-Hall.

que tant de vos concitoyens, en pensant aux martyrs de Pétersbourg, il ne se mêle pas de remords à votre douleur. Vous n'êtes pas de ceux qui organisèrent, avec une insolente effronterie et des ruses grossières, cette monstrueuse alliance du despote avec la République, qui couvrirent des brillantes apparences du patriotisme leurs fructueuses entreprises financières, et poussèrent devant les guichets de l'emprunt russe la petite épargne tant de fois et si furieusement, qu'on peut dire que ce sont nos menus bourgeois français qui ont payé la guerre de Mandchourie et les massacres de Pétersbourg et de Riga. Non ! vous n'avez pas crié : « Vive le tsar ! » sous les pieds des chevaux qui traînaient par nos rues et nos boulevards l'ours moscovite, promené par le dindon de l'Élysée.

Oh ! qu'elles sont bien venues, Citoyens, vos protestations indignées qui effacent les hontes d'hier. Et quel soulagement pour la conscience publique que de voir le prolétariat français tendre au prolétariat russe des mains qui n'ont jamais applaudi ses assassins.

Citoyens, depuis cinq jours, le gouvernement du tsar massacre les ouvriers et emprisonne les intellectuels qui font cause commune avec les ouvriers. Nous voyons que la révolution chemine et ne s'arrêtera pas. Rien ne nous fait prévoir, malheureusement, qu'elle ne sera pas longue et sanglante. Spectacle magnifique et terrible. Voici que la jeunesse des écoles, avec ses professeurs, se joint au prolétariat

riat pour partager avec lui la victoire ou la mort ; voici que les nations martyres, l'héroïque Pologne et l'honnête Finlande, encore tout déchirées par le fouet des bourreaux, se lèvent, frémissantes ; voici que de l'immensité désolée de l'empire un cri jaillit des poitrines opprimées, un immense soupir s'élève du fond de ces cœurs slaves, si doux et si courageux. Le tsarisme est frappé à mort. Hélas ! qui sait combien de chair humaine il va broyer encore dans sa furieuse agonie. Aussi, avec quelle douloureuse sympathie, avec quelle anxiété cruelle nous envoyons nos vœux et nos hommages aux révolutionnaires russes.

Mais, Citoyens, ce n'est pas tout que de condamner le tsarisme et de plaindre ses victimes. Si les Russes, dignes par leur tranquille courage, leur admirable simplicité, leur bonté profonde, d'une condition meilleure et d'une destinée plus heureuse, sont encore à cette heure soumis à des maîtres dont rien n'égale la férocité stupide et l'avidité dévastatrice, s'il n'y a nulle part au monde un gouvernement aussi mauvais que le gouvernement russe, toutefois les nations qui se proclament libres et qui sans doute n'ont pas tort de croire qu'elles ont, comme la nôtre, conquis quelques libertés politiques et même quelques franchises sociales, sont encore aujourd'hui, toutes ou presque toutes, menacées d'un retour du moins partiel et temporaire de ces forces d'oppression et de violence dont le tsarisme est le plus complet assemblage. Je ne veux rien exagérer. Comparée

à la Russie, la France est libre, l'Europe est libre. Il n'en est pas moins vrai que le prolétariat n'est garanti nulle part contre les entreprises d'une réaction inintelligente et barbare. Si la Russie a le tsarisme, l'Angleterre, l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique ont l'impérialisme ; la Belgique a le cléricalisme, l'Italie a le parti noir, la France a le nationalisme.

Ces puissances de mort sont encore suspendues sur tous les royaumes, sur tous les empires, sur toutes les républiques. Elles grondent sur notre pays comme sur les autres. Il est inutile de se flatter. Depuis plus d'un siècle, après tant de sang versé, où en sommes-nous ? Ne soyons pas dupes des mots et que le nom de République ne nous en impose pas. Est-ce que le vieillard cruel qui fut le premier président de cette République n'a pas jeté dans Paris les vaincus de Metz et de Sedan qui y massacrèrent trente mille prolétaires désarmés ? Cette République bourgeoise, si dure aux ouvriers qui l'ont aimée jusqu'à donner leur vie pour elle, est-ce qu'elle n'a pas fusillé, il y a quatorze ans, les grévistes de Fourmies ? Est-ce que ses ministres, les Ferry, les Dupuy, les Méline se sont plus soucié des intérêts du prolétariat que n'ont fait dans le même temps, en Angleterre et en Allemagne, les ministres de la monarchie ou de l'Empire ?

Regardez-les aujourd'hui même, nos ministres, nos chefs d'État. Incapables de briser la puissance de la caste militaire, ils cachent la faiblesse de leur action dans la bravoure des mots. Ils ont sur la

gorge l'épée des généraux et c'est le Conseil supérieur de la guerre qui fait la loi au gouvernement civil. Les chefs de l'armée ne craignent pas de faire appel à la sédition. Un jour, c'est un général qui s'offense d'être pris pour un républicain ; un autre jour, c'est un lieutenant qui envoie des provocations grossières aux divers directeurs des journaux socialistes et aux mandataires du peuple. Un autre jour, c'est un officier supérieur qui regrette, en plein conseil de guerre, le temps où, dans les rues de Paris, après les massacres de 1871, les passants s'écartaient devant les officiers vainqueurs de la Commune. Il semble que le complot militaire et nationaliste soit près d'éclater. Et croyez-vous, Citoyens, que pour conjurer le péril, il suffise de confier le portefeuille de la Guerre à un agent de change ? Non ! une menace restera suspendue sur le prolétariat français tant que notre démocratie gardera des institutions militaires, d'origine et d'esprit monarchiques.

Pour sa sûreté et son affranchissement, vous le savez, Citoyens, le prolétariat ne doit compter que sur lui-même. Contre toutes les oppressions, contre le tsarisme, contre l'impérialisme, contre le nationalisme il faut que tous les prolétaires du monde s'unissent étroitement. Il faut qu'ils s'unissent tous contre le triumvirat universel du prêtre, du soldat et du financier.

Je ne peux m'empêcher d'admirer nos nationalistes. Ces gens-là sont catholiques, militaristes et capitalistes, et par là trois fois internationalistes.

Internationalistes par leur religion dont le chef est à Rome, internationalistes par leurs capitaux qui n'ont point de patrie, internationalistes par la fraternité d'armes qui unit entre eux les chefs militaires de toutes les armées du monde, et rapproche, sur les cadavres amoncelés des soldats, les Stœssel russes des Nogi japonais, que l'empereur Guillaume, pour mieux affirmer l'hégémonie de l'Allemagne sur l'univers armé, décore les uns et les autres de ses Aigles noires. Et voilà les gens qui proclament sans cesse leur culte sacré de la patrie ! Mais qui ne voit qu'en réalité ce qu'ils décorent des noms de nationalisme et de patriotisme, c'est la coalition des puissances de réaction et d'oppression du monde entier, c'est l'internationale de la servitude et de la violence. A cette internationale, Citoyens, opposons l'internationale des prolétaires, l'internationale de la liberté, du travail harmonieux et de la paix.

Et, revenant à la pensée qui nous a réunis ici, envoyons un salut fraternel aux révolutionnaires russes.



Discours prononcé au second meeting tenu pour le Peuple Russe, le 1er février 1905.

Citoyennes et Citoyens,

Les Universités populaires des dix-septième et dix-huitième arrondissements viennent exprimer ici leur sympathie douloureuse pour le peuple russe, victime du tsarisme. Voilà pourquoi nous sommes venus dans cette salle. On nous dit : « Vous n'avez pas le droit de vous immiscer dans la politique d'une puissance étrangère. » Nous répondrons que si les massacres de Pétersbourg sont un acte de politique tsariste, ils sont aussi un crime envers l'humanité, et qu'un tel crime soulève d'indignation l'humanité tout entière.

Nous répondrons que le sang des prolétaires russes a coulé et qu'une solidarité naissante commence à réunir aujourd'hui les prolétariats de tous les peuples qui, un jour, qui, bientôt, ne formeront plus qu'un seul prolétariat formidable et pacifique.

NOTE. — Ce meeting organisé par les Universités populaires des XVIIe et XVIIIe arrondissements a été tenu dans la salle du Grand-Orient.

Nous répondrons enfin que les attentats du tsarisme ne nous touchent que trop. Le tsarisme n'est pas seulement un mal russe, c'est un mal européen. Le tsarisme c'est la réaction rayonnant sur toute l'Europe, c'est le centre actif du capitalisme international, c'est le dernier espoir de la bourgeoisie cléricale en Allemagne et en France.

Le tsarisme, mais ne s'est-il pas introduit chez nous, à la faveur de l'alliance ? Que dis-je ? Cette alliance franco-russe, qu'est-elle autre chose que l'invasion du tsarisme dans notre pays ? Tous nos monarchistes, tous nos cléricaux, tous nos nationalistes, quand ils poussaient à l'alliance russe, savaient bien que c'était la contre-révolution qu'ils établissaient en France.

Le plus clair de cette alliance fut de faire passer l'épargne de notre petite bourgeoisie dans les caisses du gouvernement russe, qui s'en est servi pour faire en Mandchourie la plus odieuse et la plus imbécile des guerres.

L'alliance, c'était l'emprunt ! Voilà la vérité.

Mais y avait-il autre chose ? On a parlé d'un traité. Traité secret. Personne ne l'a vu.

Au commencement de cette guerre où le tsarisme devait montrer tout ce dont il est capable, j'avais entendu dire très vaguement qu'il y avait entre la France et la Russie des engagements fermes, et que, si la Russie se trouvait aux prises avec une seconde puissance, la France devrait intervenir. Je demandai à M. Combes, président du Conseil, s'il existait

quelque chose de semblable. M. Combes crut devoir à sa fonction de ne pas répondre précisément. Mais il me déclara de la façon la plus nette que, lui ministre, nous n'avions pas à craindre de voir nos marins et nos soldats expédiés au Japon.

J'ai idée, Citoyens, que cette folie n'est à craindre sous aucun ministère. Ce n'est pas parce que nous sommes en République que je suis rassuré. C'est sous la République que les cléricaux ont fait l'expédition de Rome. Mais je crois que, désormais, aucun gouvernement en France n'est capable d'armer une flotte de guerre et de mobiliser deux ou trois cent mille hommes pour aider Alexeïef et Bézobrazoff à tirer de nouveaux millions des forêts coréennes. Il n'en est pas moins odieux et absurde que la République française soit liée par un traité secret avec le tsar.

Un traité secret ! Nos ministres des Affaires étrangères sont d'extraordinaires gens. Ce sont des hommes de l'ancien régime. Ils n'ont pas changé depuis Louis XV. On dirait que notre Delcassé a été élevé sur les genoux de Mme de Pompadour.

Pourtant, il n'en est rien. Il a des origines modestes et respectables. Un jour, il a débarqué à Paris, par la gare de Lyon, jeune, avide, les poches bourrées de manuscrits, prose et vers. Il n'est pas méchant. Il a été un bon petit diable de radical, tout comme un autre. S'il était encore député, s'il était ministre, seulement du Commerce ou de l'Agriculture, il serait affable, poli, modéré, tout à fait inca-

pable d'approuver un crime. Mais depuis qu'il fréquente les rois et les empereurs, il ne se connaît plus, et je crois qu'il nous méprise un peu. Un jour, le tsar, après dîner, lui a donné un cigare, un gros cigare. Ce cigare, que Delcassé a toujours à la bouche, lui cache les folies, les misères et les crimes du tsarisme, la guerre et la révolution, la fuite de Kouropatkine à travers la vaste Mandchourie, la destruction de la flotte russe, la prise de Port-Arthur, les massacres de Pétersbourg, l'arrestation de tout ce qu'il y a en Russie d'hommes capables de douceur, d'intelligence et de pitié, Gorki et tant d'autres traduits devant des cours martiales, enfin la colère de tout un peuple suspendue sur le dernier des Romanoff. Ce cigare lui cache le monde, et ce petit homme, qui ne voit plus rien de ce qui se passe, dit en souriant, dans son cabinet du Quai d'Orsay : « La guerre entre la Russie et le Japon n'est pas encore commencée : elle sera courte et heureuse pour nos amis et alliés. L'ordre, le calme, la prospérité, la joie règnent en Russie ; la Pologne et la Finlande sont heureuses. Le tsar est vraiment un utile et agréable allié. »

Citoyens, nous ne croirons pas le petit homme noir du Quai d'Orsay. La démocratie française ne saurait être l'alliée de l'autocrate assassin. La démocratie française tend à tous les peuples une main fraternelle : elle ne veut donner, elle ne donnera ni argent ni hommes aux ennemis des peuples. Républicains et socialistes, nous sommes avec les victimes

contre les bourreaux. Prolétaires, nous sommes contre toutes les tyrannies avec les prolétaires du monde entier. Et, comment ne serait-ce pas là nos amitiés, nos alliances, puisque le sort du prolétariat français dépend du sort du prolétariat universel? Nous sommes avec les vaincus : les vaincus d'aujourd'hui seront les vainqueurs de demain.

Vivent les prolétariats de Russie, de Pologne et de Finlande !



Discours prononcé au troisième meeting tenu pour le Peuple Russe, le 3 février 1905.

Camarades,

Pourquoi ces réunions succédant aux réunions, pourquoi ces assemblées d'hommes libres, pourquoi le concours de tout ce qui travaille et pense en notre pays ? Pourquoi la généreuse allocution que vous venez d'entendre ? Pourquoi cette émotion, pourquoi ces frémissements ? Et d'où vient que tous les hommes de science et de réflexion en Allemagne, en Italie, dans les États-Unis d'Amérique s'émeuvent avec nous au bruit d'un crime étranger, d'un crime lointain ?

Ah ! c'est que désormais il n'y a plus au monde de crimes étrangers, il n'y a plus de crimes lointains, c'est que les hommes se sont rapprochés les uns des autres, c'est que la civilisation et la science ont supprimé les distances intellectuelles et morales.

C'est que, en dépit des armements formidables, malgré les vieux préjugés et l'éternel égoïsme des

Note. — Ce meeting, organisé par un groupe de professeurs et d'élèves des Écoles, s'est tenu dans la Salle des Sociétés Savantes, sous la présidence de M. Painlevé.

riches et des pauvres, malgré les restes de barbarie qui se décorent des noms d'impérialisme et de nationalisme, les peuples se sentent rapprochés et réconciliés. C'est que la solidarité universelle est près de naître ou plutôt de renaître, car vous reconnaissez en elle cette charité du genre humain qu'enseignait Rome, la Rome païenne de qui nous avons tout appris ; c'est qu'un mouvement vaste et régulier unit et relie aujourd'hui les prolétariats de tous les peuples ; c'est que la grande parole socialiste a été semée parmi les nations : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! L'union des travailleurs sera la paix du monde. »

Parole de bonté ! parole de puissance ! car ne vous y trompez pas, Camarades : à cette heure, sur les débris des vieilles aristocraties effondrées, et des castes dispersées, sur les ruines de la société capitaliste, s'élève le prolétariat pacifique et laborieux qui, demain, sera le maître du monde.

C'est un signe des temps nouveaux, Camarades, que les balles qui frappèrent les ouvriers russes au bord de la Néva, aient sifflé à toutes les oreilles humaines. C'est un signe des temps nouveaux que ce cri universel poussé contre le tsar qui... Mais pourquoi parler encore de ce malheureux? Est-il besoin de le redire ? Le tsar a tué le tsar dans la journée sanglante.

Le tsar est mort. Et c'est son spectre, son spectre odieux et lamentable, qui, l'autre jour, au fond de ce palais de Tsarkoïé-Selo, dont les murs suent le

crime et l'épouvante, a pardonné, avec une misérable insolence, aux prolétaires massacrés par ses ordres, le crime de l'avoir invoqué comme un père. Ne parlons plus du dernier des Romanoff; ses destins sont résolus. Abandonnons ses inspirateurs et ses complices, plus coupables que lui, les Grands-Ducs, à la justice d'un peuple qu'ils ont impitoyablement trompé, dépouillé, humilié, torturé. Que la Russie les juge! Les Grands-Ducs ne viendront plus faire la fête à Paris. Ne parlons plus des Grands-Ducs.

— Vous vous taisez trop tard, nous dit-on. Vous n'avez que trop parlé. Vos cris d'indignation n'ont que trop violemment dénoncé l'alliance, la précieuse alliance.

A cela nous répondrons. A cela, nous avons de quoi répondre.

L'alliance... Ah! s'il s'agit de s'unir au patient, au courageux, au généreux peuple russe, de quelle ardeur nous lui ouvririons nos bras, avec quelle sympathie nous lui donnerons notre amitié. Avec quelle joie nous le verrions entrer avec nous dans le concert des peuples unis. Mais ce n'est pas l'alliance avec la Russie, c'est tout le contraire, c'est l'alliance avec le tsar que notre gouvernement républicain, à traditions monarchiques, nous a imposée. Et cette alliance, tournée dès l'origine au profit de la réaction bourgeoise, ratifiée par les demoiselles de modes qui, des balcons de la rue de la Paix, jetaient des fleurs aux matelots de Cronstadt, exaltée plus tard sans dignité ni prudence par un chef d'État vaniteux et sot,

cette alliance exploitée sans mesure par des financiers avides, qui n'ont pas craint d'aventurer l'épargne française dans les caisses percées d'un empire au pillage, cette alliance si bruyante et si secrète à la fois, quels en sont les effets ? Une guerre effroyable en Extrême-Orient, une guerre que nous avons follement préparée de concert avec la Russie, trop heureux encore si l'alliée et amie ne nous entraîne pas en Mandchourie et ne nous associe pas à ses prodigieux désastres.

Non ! nous n'avons pas à recevoir d'un ministre rengorgé des leçons de diplomatie et de patriotisme. Le peuple français n'entend pas s'unir au tsar contre tel ou tel peuple de l'Occident ou de l'Orient. Le peuple français est l'ami de tous les peuples, des Anglais comme des Allemands, des Russes comme des Japonais. La France révolutionnaire, la France socialiste, la France nouvelle dit, comme la sainte héroïne de Sophocle : « Je suis destinée à partager l'amour et non la haine. »

L'alliance de la France et du tsar a troublé le monde, embrasé l'Extrême-Orient, causé d'effroyables ruines. Et elle ne nous a rien rapporté, sinon une atteinte de tsarisme. Le tsarisme est un mal épidémique. Il rappelle en son cours ces pestes qui, au moyen-âge, s'avançaient comme un soleil noir de l'Orient à l'Occident. Ainsi nous avons vu le tsarisme, parti de Russie, contaminer, je ne dis pas tout le peuple allemand, mais du moins l'empereur Guillaume et les hobereaux de la Sprée. Ensuite il a

gagné la France. Il a pris dans notre pays une forme peut-être un peu plus bénigne, mais encore très importune et très fâcheuse, la forme du nationalisme. Il est pour beaucoup dans cette fièvre réactionnaire, dont nous voyons en ce moment même éclater un accès qui peut devenir grave.

Je n'ai nulle envie d'entrer en ce moment dans le détail de nos misères politiques et parlementaires. Je terminerai cette courte allocution par des réflexions plus générales et plus hautes, et mieux appropriées à l'esprit d'un auditoire jeune et généreux.

Jeunes gens qui m'écoutez, élèves des écoles, Camarades, vous allez bientôt nous succéder dans la vie et prendre notre place dans la société. Vous serez plus heureux que nous et vous ferez plus que nous n'avons fait. Il y aura du moins une chose que nous vous aurons enseignée et que je vous supplie de ne pas oublier. Nous vous avons donné un excellent exemple, j'ai la fierté de le dire, quand nous avons pris parti dans une affaire plus honorable à la France qu'une victoire, et qui fut une victoire aussi, la victoire du droit. (Car nous nous sentons vainqueurs en voyant tant de transfuges accourir dans nos rangs.) En défendant contre toutes les forces du pouvoir et de l'opinion un malheureux innocent, nous vous avons appris à ne point incliner votre raison devant la raison d'État. Nous vous avons appris à ne point taire le cri de votre conscience. Nous vous avons appris — j'en atteste Painlevé et les maîtres bien chers qui siègent à ses côtés

— nous vous avons appris à ne pas vous courber devant le crime puissant. Nous vous avons appris à faire parler la vérité plus haut que le cliquetis des épées et le hurlement des foules. Nous vous avons appris ce que des hommes de cœur doivent faire lorsque les juges se taisent et que les ministres mentent. Et en cela, malgré nos faiblesses, nos erreurs et nos fautes, nous avons été de bons maîtres.

Mais je vous adresse d'inutiles exhortations ; vous n'en avez pas besoin, puisque vous nous avez appelés ici, et que nous nous trouvons tous, élèves et maîtres, en communion fervente de sentiments et de pensées. Il y a une grande sagesse à garder des illusions. Car c'est l'illusion qui donne à l'univers son intérêt et sa signification. Et les illusions, quand elles sont méthodiques et rationnelles, ont cela d'excellent encore qu'elles créent des réalités à leur image. C'est pourquoi j'emporterai précieusement, en vous quittant, l'illusion que vous travaillerez après nous à l'organisation pacifique du monde et à l'union des peuples sur le globe terrestre, enfin connu et mesuré.



Discours prononcé (1)
à la grande soirée pacifiste organisée
par un groupe d'artistes,
le 12 février 1905.

Citoyennes et Citoyens,



Nous sommes de mauvais esprits ; nous sommes des gens odieux. Nous disons ce que tout le monde pense. Nous disons aujourd'hui ce que tout le monde dira demain. Nous sommes pacifiques : ce n'est pas un tort. Tout le monde ou presque tout le monde est pacifique en

(1) Cette soirée eut lieu dans la grande Salle des Fêtes du Trocadéro, sous la présidence de MM. Eugène Carrière et Anatole France, assistés de Mesdames Louis Havet, Ménard-Dorian, Psichari, Séverine et Émile Zola.

Note. — Au début de la guerre Russo-Japonaise, un groupe d'artistes peintres, sculpteurs, graveurs et architectes, s'était formé aux Éditions d'Art Édouard Pelletan, sous la présidence de MM. Eugène Carrière et Anatole France, pour secourir les blessés, sans distinction de nationalité, et protester contre la Guerre. Ce groupe publia l'album « *aux Victimes* » et organisa une tombola. La soirée du 12 février fut la dernière phase de cette manifestation de solidarité humaine.

France. Le tort n'est point de l'être, c'est de le dire, ou du moins de le dire simplement, d'une parole sans voiles, sans ornements et nue.

Car, soyons juste : on peut s'avouer pacifique, même en France, si l'on sait prendre le ton convenable, un ton menaçant, un accent épouvantable et farouche. Nos grands hommes d'État, nos ministres n'y manquent jamais : les plus doux, les agricoles eux-mêmes, ne font jamais de vœux pour la continuation de la paix sans y mêler les louanges des vertus guerrières. Et les députés, devant leurs électeurs, ne vantent jamais qu'une paix martiale.

C'est ainsi, qu'invité à quelque fête patriotique, M. Ribot, député, ancien ministre, s'excuse par une lettre éloquente, dans laquelle il dénonce les idées pacifiques, répandues par Jaurès et ses amis. Il y découvre des renoncements qu'il ne saurait souffrir. Le seul mot de désarmement alarme son patriotisme ombrageux. Chacune de ses phrases est une *Marseillaise.* Cette paix, chère aux socialistes, il la repousse avec indignation, comme une offense à la patrie et à un ancien ministre des Affaires étrangères. M. Ribot est-il donc belliqueux ? Et brûle-t-il d'envoyer nos régiments à la frontière ? Non ! C'est aussi la paix qu'il veut. Mais une paix pompeuse, une paix magnifique et fière comme une bataille. M. Ribot est pacifique autant que Jaurès. Mais Jaurès l'est simplement. M. Ribot l'est superbement. Voilà qui est significatif. Tout le monde en France veut la paix. Mais tandis que nous autres, petites gens,

socialistes et prolétaires, nous nous contentons de la paix en blouse et en paletot, notre grosse bourgeoisie, de goûts plus relevés, réclame une paix ornée d'insignes militaires et toute chargée des simulacres de la gloire.

C'est une vérité généralement reconnue dans notre pays que nous entretenons une armée uniquement pour éviter la guerre. Nos officiers supérieurs eux-mêmes acceptent volontiers cette idée. Cela nous apparut clairement lors d'une affaire mémorable qu'il ne nous déplaît pas de rappeler, l'affaire Dreyfus. Lorsque l'auteur de « J'accuse » fut traduit en cour d'assises, un zélé général, pour enlever la condamnation de Zola, fit aux jurés ce discours artificieux :

« Messieurs les jurés, Zola acquitté, c'est Dreyfus nnocent ; Dreyfus innocent, c'est la guerre. Voulez-vous que nous conduisions vos fils à la boucherie ? »

Non, les jurés de la Seine ne le voulaient point. C'est pourquoi ils condamnèrent Zola même innocent, Zola véridique, Zola honnête homme et grand citoyen. Il vaut mieux, pensèrent-ils, que cet homme aille en prison et que nous n'ayons pas la guerre avec l'Allemagne. Voilà des bourgeois qui ne jugeaient pas que la paix fût payée trop cher au prix d'une injustice.

Ces exemples suffisent. On s'accorde à reconnaître que désormais la France est pacifique. On dit seulement : une hirondelle ne fait pas le printemps ; une seule nation ne fait pas la paix du monde.

Sans doute ; mais il reste à savoir si la France est seule au monde à donner signe de paix. Voyez l'Allemagne. Elle est militaire. Elle a une armée superbe. Elle a la première armée du monde... Nous aussi. Toutes les nations ont la première armée du monde. Mais l'Allemagne a mieux encore. Elle a pour empereur un caporal, un grand caporal, un parfait et achevé caporal, l'empereur et le dieu des caporaux, le caporal Hohenzollern, le caporal Lohengrin. Guillaume a d'un caporal l'âme et les moustaches ; il était destiné par état et par nature à faire la guerre. Depuis quinze ans qu'il règne, l'a-t-il faite ? Il a fait de la poésie, de la peinture, de la navigation de plaisance, de la musique, de l'éloquence, de la voltige, de la sculpture, de la théologie, de la danse, tout, excepté des guerres. Pourquoi ? Pourquoi ? Parce qu'apparemment il y a quelque chose de changé en Allemagne, quelque chose de changé en Europe. Parce que, depuis quarante ans, les progrès de la grande industrie ont amené le développement et l'organisation du prolétariat en Allemagne comme dans le reste de l'Europe, et que, si les industriels et les financiers parfois ne sont pas pacifiques, les prolétaires le sont toujours. Parce qu'enfin il y a dans le Reichstag une minorité socialiste qui grandit sans cesse, internationaliste et pacifique.

Admettons, direz-vous, admettons que l'Allemagne soit acquise à la paix par l'action de son prolétariat. Mais la Russie !

La Russie ? Je suis contraint d'avouer que l'on ne

peut pas compter son gouvernement parmi les sages arbitres et les modérateurs des puissances. Oui, sans doute, le gouvernement russe a troublé le repos du monde. S'il n'a pas déclaré la guerre au Japon, il l'a rendue inévitable, il l'a voulue, il l'a faite, si c'est faire la guerre que d'envoyer à la mort sans ordre, sans méthode, sans plan, sans direction, des multitudes humaines. Oui, le gouvernement russe s'est jeté dans une guerre qu'il n'avait pas même préparée et qui abonde pour lui en incomparables défaites et en prodigieux désastres. Mais le gouvernement russe, par bonheur, est quelque chose d'unique au monde : il n'a pas son pareil. Pour l'honneur du genre humain, il n'y a pas deux tsarismes. Et il n'y en aura bientôt plus un seul. Oui, le tsarisme, désormais jugé et condamné, a fait cette guerre. Mais il en meurt. Le peuple russe, si patient, si courageux, d'un si grand cœur, qui combat en ce moment pour sa liberté, ces ouvriers, ces savants, ces étudiants, ces marchands, ces nobles héros, innombrables martyrs, entendez-les : c'est aux cris de « Vive la paix ! » qu'ils font la révolution libératrice, qui vengera la conscience humaine et fera cesser les troubles et les ruines causés par la barbarie et la rapacité tsaristes en Europe et dans le monde entier.

Lentement, à pas inégaux, tous les peuples de l'univers s'acheminent vers la paix. Il y aura sans doute encore des guerres. Les instincts féroces, unis aux convoitises naturelles, l'orgueil et la faim, qui ont troublé le monde durant tant de siècles, le trou-

bleront encore. Les masses humaines n'ont pas encore trouvé leur équilibre. La pénétration des peuples n'est pas encore assez méthodique pour assurer le bien-être commun par la liberté et la facilité des échanges, l'homme n'est pas devenu partout respectable à l'homme.

Si le tsarisme est, par bonheur, unique au monde et va disparaître, l'impérialisme règne encore sur les deux moitiés du globe. Il faut craindre l'orgueil impérialiste et la folie coloniale. Il faut craindre en France le nationalisme ignorant et brutal. Citoyens, croyez-moi. Méfions-nous du doumérisme. Le doumérisme est ridicule, sans doute ; mais il est dangereux. Ce sont les petits hommes parfois qui causent les grandes catastrophes. Prenons garde au doumérisme. Craignons les vastes entreprises financières et militaires. Craignons quatre-vingts ans de victoires et d'affaires au Maroc.

Voilà bien des sujets de crainte. Et pourtant, nous croyons, Citoyens, à la paix future du monde. Et ce n'est pas sur nos rêves et nos désirs que nous fondons nos espérances, c'est sur l'observation des phénomènes sociaux et sur les données du matérialisme historique.

La paix universelle se réalisera un jour, non parce que les hommes deviendront meilleurs (il n'est pas permis de l'espérer), mais parce qu'un nouvel ordre de choses, une science nouvelle, de nouvelles nécessités économiques leur imposeront l'état pacifique comme autrefois les conditions mêmes de leur exis-

tence les plaçaient et les maintenaient dans l'état de guerre.

A prolonger dans l'avenir la courbe commencée, nous pouvons déterminer par avance l'établissement de communications plus fréquentes et plus parfaites entre toutes les races et tous les peuples, l'organisation rationnelle du travail et l'établissement des États-Unis du monde. Non, ce n'est pas là un rêve que le jour dissipe, une vaine illusion !

Au contraire, ceux-là rêvent, ceux-là s'abusent, qui, parce qu'ils vivent du militarisme et de la colonisation brutale, croient que l'ordre actuel ou plutôt le désordre actuel durera toujours... Mais le croient-ils vraiment ?... Non ! ils se doutent bien que la guerre ne durera pas éternellement. Ils savent comment on la tuera, et quoi la tuera. Ils savent que les prolétariats des peuples vont bientôt s'unir et ne plus former qu'un seul prolétariat universel, et que, selon la grande parole socialiste, l'union des travailleurs sera la paix du monde.



Discours prononcé au meeting organisé par les « Amis du Peuple Russe », le 18 mars 1905.

Citoyens,

Depuis l'exécrable 22 janvier 1905, les choses russes ont suivi leur cours fatal. En Mandchourie, les désastres nécessaires se sont accomplis. Général en chef, Kouropatkine a essuyé les défaites que, ministre de la Guerre, il avait sûrement préparées. Après quoi le tsar a remis à un autre guerrier la conduite de la déroute. Pendant ce temps, sur toute l'étendue de la Russie, à l'indignation des hommes de pensée, aux justes et douloureuses revendications des ouvriers, aux grondements généreux des nations, trahies comme la Finlande, torturées comme les Arméniens du Caucase, ont, partout, répondu les violences sournoises de la police, seul pouvoir encore debout dans l'empire.

La défaite au dehors. Au dedans la révolution. Comme l'aloès, le tsarisme a donné sa fleur et n'a plus qu'à mourir.

Les dernières correspondances privées nous apportent cette nouvelle : « Les massacres continuent

NOTE. — Ce meeting s'est tenu dans la Salle des Mille-Colonnes, sous la présidence de M. Anatole France.

sur toute la surface de la Russie. » Pour être émus de tels crimes envers l'humanité, il suffit d'être homme. Mais nous, Français, nous avons, malheureusement, des raisons particulières d'en être remués jusqu'au fond des entrailles, troublés jusqu'au fond du cœur. A notre indignation se mêle une ombre de remords. Nous ne nous sentons pas tout à fait innocents des folies et des cruautés du tsarisme. Nous lui avons donné les moyens de les commettre en lui prêtant cette somme d'une grandeur, d'une force inouïe : neuf milliards. Chose inconcevable et pourtant certaine, en dix années, l'art intéressé de nos financiers patriotes a su tirer neuf milliards et plus de l'épargne française, pour les remettre à un gouvernement dont les finances sont sans contrôle, et les administrateurs sans probité.

Et qu'est-ce que la Russie a fait de ces richesses formidables ? Bourgeois économes, petits rentiers, preneurs infatigables des emprunts russes, à quel usage a servi votre argent ? A créer l'outillage industriel d'un grand peuple jeune et laborieux ? A tirer d'un sol encore vierge d'abondantes richesses ? A produire des biens nouveaux, à fomenter le travail, à rendre la vie plus facile et meilleure ? Non ! Non ! Votre argent a fait les fonds d'une politique avide et stupide ; votre argent a payé les frais de ces batailles où furent tués, par milliers, et ces Japonais, qui ne sont point vos ennemis, et ces Russes, qui sont vos alliés ; votre argent a payé ces canons pris à Moukden, et ces croiseurs, ces cuirassés, maintenant cou-

lés, avec leurs équipages, dans le golfe de Corée. Votre argent a payé les massacres des ouvriers, des femmes et des enfants à Pétersbourg. A l'heure qu'il est, il paye les assassinats administratifs des Arméniens à Bakou, les fusillades des étudiants à Tomsk, en Sibérie ; les tueries officiellement organisées par le gouvernement du tsar à Sarakoff, à Koursh, à Kasan.

Voilà, bourgeois français, heureux et tranquilles créanciers du tsar, voilà à quoi sert votre argent et comment il fructifie. Sans doute, vous auriez souhaité qu'il en fût fait un autre usage. Quand vous l'avez donné, vous ne saviez pas. Maintenant, vous savez ; maintenant, vous êtes avertis. Ne recommencez pas.

En ce moment même, le gouvernement russe négocie, avec nos grands établissements de crédit, un nouvel emprunt d'un demi-milliard. Un impénétrable secret enveloppe les négociations. Tandis que les premiers emprunts s'annonçaient par des navires de guerre pavoisés, des toasts impériaux et présidentiels, des hymnes russes, des *Marseillaise,* des trophées d'armes et de drapeaux, cette dernière opération financière se prépare silencieusement, autour des tapis verts des conseils d'administration, entre des visages soucieux. Réussira-t-elle, à la faveur de l'ombre et du silence? D'ordinaire, la sagesse des financiers est courte, et leur prévoyance ne va jamais au delà de leurs intérêts. Les nôtres, non contents d'avoir, en dix années, fait passer en Russie la plus grande part de la fortune publique de la France, sont

prêts, sans doute, à prendre, à un taux rémunérateur, l'emprunt du tsarisme aux abois pour le placer ensuite, au mieux de leurs intérêts, dans le public trompé par la presse vénale. C'est ce qu'ils appellent unir au patriotisme français le patriotisme européen. Mais, cette fois, ils risqueraient de mettre notre pays à deux doigts d'une catastrophe.

Souscrire en France ce nouvel emprunt russe, que la finance allemande n'a pas voulu prendre, y pensent-ils ? Mais, souscrire cet emprunt, ce serait souscrire à la plus cruelle et à la plus inepte des guerres ; ce serait souscrire à l'oppression d'un peuple, ce serait souscrire au crime et à la démence. Non ! il ne faut pas qu'il se place en France, l'emprunt de guerre et de répression, l'emprunt de désastre et de délire, l'emprunt des fusillades et des massacres, l'emprunt sanglant. Le prendre, ce serait un crime. Songez-y !

La Russie est immense et possède d'incalculables richesses. Elle sera toujours là pour payer le prix convenu des capitaux qu'elle a reçus. De ce côté, rien à craindre. Mais le tsarisme ? Ses jours sont comptés. Le tsar et son règne seront peut-être emportés demain.

Le gouvernement populaire, qui prendra sa place, ne niera pas la dette de la Russie. Il ne répudiera pas les engagements pris antérieurement au jour du crime. Mais il ne reconnaîtra pas les emprunts contractés après le 22 janvier 1905. Le parti libéral l'a annoncé dans une proclamation qui portait, parmi

de nombreuses signatures, le nom de Maxime Gorki. Le prochain gouvernement russe ne reconnaîtra pas l'emprunt de massacre et de guerre civile. Voilà, Citoyens, des avertissements utiles. J'ai dit ce qu'il fallait dire, ce que diraient tous les journaux, s'ils étaient libres. Pour la plupart, ils se taisent. Je ne me flatte pas, pourtant, d'avoir parlé le premier, d'avoir, le premier, poussé le cri d'alarme. Un esprit des plus fins et des plus modérés, pour ne citer que celui-là, Jean Finot, a dit avec force, dans un article récent de la *Revue* qu'il dirige : « Tout parle contre la possibilité d'un nouvel emprunt russe. Nos intérêts matériels, nos intérêts moraux. Il s'agit d'éviter notre ruine matérielle, d'abord, et de sauver la dignité morale de la France, ensuite. »

Sans rien ajouter à ces fermes paroles, nous dirons à la petite épargne : « Ne vous inquiétez pas. Mais prenez garde. Il y a du sang sur le rouble, et il baisse. »

Mortel à la Russie, le tsarisme est un danger pour tous les peuples civilisés, et ce ne sont pas ses alliés qui ont le moins à craindre de lui. Citoyens, ouvrons cette séance en nous proclamant tous les ennemis du tsar et les amis de la Russie.



**Toast porté
au banquet offert à Aristide Briand,
à la suite du vote de la loi de Séparation,
le 6 juillet 1905.**

Citoyens,


ARISTIDE BRIAND

Vous venez d'entendre dans ce banquet les héros, les protagonistes du drame heureusement dénoué de la Séparation. Pourquoi m'appelez-vous à parler après eux ? Je n'eus point de rôle dans la pièce. Je n'y tins pas même l'emploi du pédagogue ou du messager.

Je suis le peuple, je suis la foule, je suis le chœur. Mais rassurez-vous, je ne dirai qu'une strophe. Elle sera bachique, car je la dirai la coupe à la main.

Je bois à Francis de Pressensé qui, par sa proposition de loi sage et méditée, a fourni à la Chambre les éléments d'une discussion approfondie ;

A la commission qui a élaboré le projet ;

Au citoyen ministre Bienvenu-Martin, qui l'a sou-

Note. — Ce banquet a eu lieu dans les Salons de l'Hôtel Moderne, sous la présidence de M. Bienvenu-Martin, ministre des Cultes.

tenu avec un rare talent et une conviction sincère ;

Au rapporteur, qui, avec les ressources d'un esprit fertile, l'éloquence la plus persuasive et le zèle le plus ardent, a soutenu victorieusement une discussion longue et difficile :

A Aristide Briand.



Lettre lue
à l'inauguration du Monument
de Pierre Laffitte, à Beguey,
le 30 juillet 1905.

Monsieur le Maire,



Je regrette bien vivement de ne pouvoir assister aux fêtes de Beguey, et de ne pas célébrer avec vous, comme vous m'y invitez gracieusement, la mémoire bien chère, bien vénérable et bien douce de notre ami Pierre Laffitte. J'ai eu le bonheur de l'entendre souvent mener, sur vos coteaux de vignes, ces causeries familières où il montrait tant de philosophie et une si belle humeur. Il faut avoir reçu la naissance au bord de la Garonne pour être sage avec cette vivacité et pour donner à la raison un tel éclat, au bon sens une telle fantaisie. C'est admirable comme l'esprit gascon vous anime et vous humanise la plus haute et la plus grave doctrine !

Vous entendrez, en cette belle cérémonie, M. Du-

Note. — Cette lettre a été adressée à M. le Maire de Beguey.

jardin-Beaumetz par qui la République couronnera le buste du sage; vous entendrez M. Cazeaux-Cazalet, député de Cadillac; M. Ahmed-Riza, représentant de la Jeune Turquie; M. Frédéric Harrison, directeur du Positivisme anglais; M. Fernand Lataste, secrétaire de votre comité.

M. Émile Corra va dire, avec l'autorité de la fonction et le charme de son talent, comment Pierre Laffitte, à qui échut l'héritage intellectuel d'Auguste Comte, sut le conserver et l'accroître et comment le disciple continua l'enseignement du maître. Pour moi je n'ai pas le droit de parler au nom des positivistes. Je ne suis pas disciple du philosophe le plus profond et le plus original du dix-neuvième siècle : ainsi convient-il de désigner Auguste Comte alors qu'on n'est point de son école. Je ne suis pas positiviste. Pierre Laffitte le savait. Il ne me rejetait pas pour cela dans les ténèbres extérieures ; il me gardait une place dans son Église universelle, ou, si le mot sonne mieux sous le ciel bleu de la Gironde, dans sa République. Il me rangeait parmi ceux qui ne croient pas volontiers ce qui n'est pas croyable. Ceux-là, il les appelait les esprits émancipés et il les faisait asseoir, dans les jardins d'Auguste Comte, à côté des philosophes positivistes et des dames éminentes. Place à mes yeux comme aux siens très agréable et très enviable.

Un esprit émancipé, selon la définition de Pierre Laffitte, c'était un esprit affranchi des préjugés théocratiques, exempt des vaines terreurs qu'inspirent

aux âmes simples les noires théologies; c'était un esprit soumis à la seule raison. C'était autre chose encore. C'était un esprit vraiment sociable, ami de l'ordre et de la liberté, non de cet ordre que le conservatisme brutal oppose aux justes revendications du prolétariat; non de cette liberté que le parti clérical invoque sans cesse contre la liberté ; mais de l'ordre qui assure à tout homme le fruit plein de son travail, mais de la liberté, qui se défend contre tous les dangers et ne se rend point aux sommations de ses ennemis.

Ces esprits-là, vous savez dans quel parti ils se trouvent aujourd'hui et ce qu'ils ont fait. Ils se trouvent dans le bloc de la raison. Et ils ont fait l'école laïque et l'État séparé de l'Église. La loi de laïcité, la loi de séparation, portez-les comme deux palmes sur le monument du philosophe.

Pierre Laffitte a écrit que saint Paul trouva dans l'état de disciple, qu'il avait choisi, un avantage considérable, celui d'être dispensé des extravagances auxquelles les fondateurs de religion sont le plus souvent obligés. Certes, en faisant cette remarque, il ne songeait ni à lui, ni à son maître vénéré. Mais il trahissait son aversion du bruit, son goût d'une vie utile et cachée, sa vocation d'apôtre obscur et zélé.

Une simplicité tranquille et gaie remplit toute sa vie. Je la suivis longtemps ; la première fois qu'à mes yeux il s'y mêla quelque pompe, ce fut quand je vis les drapeaux de vingt peuples flotter sur son cercueil.

Ces signes de l'union des nations par la philosophie

sont en usage parmi les positivistes. Ils rappelaient, aux obsèques de Pierre Laffitte, que ce penseur tranquille et bonhomme fut un des conquérants de l'univers, un des fondateurs de l'unité humaine. Dites bien haut devant son monument qu'en l'an 1905 le prolétariat de deux grands peuples a échangé des assurances de paix.

Croyez, Monsieur le Maire, etc.

ANATOLE FRANCE.



NOTE. — Dans la dernière phrase de cette lettre, le maître-écrivain fait allusion aux déclarations faites par Bebel et Jaurès, en réponse à l'enquête ouverte, en juin 1905, sur le socialisme international, par *la Vie Socialiste,* à propos des affaires marocaines.

Lettre lue
à la Séance d'ouverture du Congrès international de la Libre-Pensée, le 4 septembre 1905.

Mon cher Président,

Je regrette vivement de ne pouvoir siéger au congrès dont vous dirigez les travaux avec l'autorité d'un grand talent et d'un beau caractère.

J'adhère pleinement aux principes de l'association des libres-penseurs de France.

Les religions révélées ont cela de fâcheux que les révélations sur lesquelles elles se fondent représentent un état antérieur de la science et de la civilisation. Sans doute la pensée des dieux n'est pas plus immuable que celle des hommes qui l'interprètent. Elle s'efface avec le temps. Mais elle est toujours en retard sur la libre intelligence humaine. Voyez le Dieu des chrétiens : on ne lui reprochera pas de n'avoir pas changé. Il était Juif et il est devenu antisémite. Il faut lui rendre cette justice qu'il n'est plus aussi féroce qu'autrefois. Mais il est resté l'ennemi de

Note. — Ce Congrès s'est tenu dans la Salle des Fêtes du Trocadéro. M. Anatole France empêché d'assister à la première séance, où il devait prononcer le discours d'ouverture, adressa la lettre ci-dessus au président, M. le Docteur Petitjean, sénateur.

la science et de la raison. Il n'aime point qu'on pense. Les Églises fondées au nom de son Fils et tout spécialement l'Église catholique opposent, sous nos yeux, une résistance désespérée au développement intellectuel et moral des sociétés qu'elles prétendent gouverner.

En vous, Messieurs, est cet esprit de doute et d'examen qui seul rend possible le progrès des sciences et sans lequel il ne saurait y avoir au monde ni pitié, ni tolérance, ni large sympathie humaine.

Je m'associe à vos généreux efforts.

Croyez, mon cher Président, etc.

ANATOLE FRANCE.



Discours prononcé au meeting de protestation contre les massacres en Russie, le 16 décembre 1905.

Citoyennes, Citoyens,

Le comité de protestation, qui assume la tâche de dénoncer les crimes du tsarisme et de répandre la vérité sur la Révolution, à l'aide de la presse indépendante et spécialement par le moyen d'un journal hebdomadaire honnête et consciencieux, *L'Européen,* a, de concert avec la Société des Amis du peuple russe et des peuples annexés, organisé cette réunion, dans laquelle se feront entendre des orateurs appartenant presque tous à l'enseignement et dont la voix s'est déjà élevée, en d'autres occasions, pour la justice et pour la vérité.

Citoyens, nous sommes réunis ici dans un même sentiment, avec des craintes et des espérances communes. A la distance où nous nous trouvons des événements et des hommes de la Russie, nous ne connaissons pas assez bien les forces en présence, les situations, les caractères pour nous faire juges

NOTE. — Ce meeting, organisé par la Société des Amis du peuple russe, s'est tenu au Manège Saint-Paul. M. Anatole France présidait.

de la tactique des partis, et il ne serait pas sage à nous de donner des conseils à ceux qui se voient là-bas aux prises avec des difficultés sans nombre, en présence de périls formidables, dans ces ténèbres ardentes où flottent confusément la victoire et la mort.

Sans prétendre faire la part de chacun, sans vouloir intervenir dans les conseils de ces partis nombreux, différents et parfois opposés d'origine, de doctrine et de mœurs, qui travaillent diversement à l'œuvre commune, nous pouvons toutefois discerner l'action des groupes socialistes. Elle fut soudaine et décisive.

Un fait éclate et brûle les yeux. Les prolétaires russes ont manié l'arme du prolétaire ; ils l'ont maniée avec tant de vigueur et de précision, que le plus fort des régimes d'oppression et de terreur en a reçu un coup mortel.

Oui, les prolétaires russes ont montré ce que vaut l'arme de ceux qui n'ont pas d'armes. Ils ont proclamé à la face du monde la grève libératrice, et la grève, à l'heure de l'épreuve, s'est montrée plus forte que les fusils et les canons.

Nous demeurons pénétrés d'admiration et travaillés d'angoisse devant le sublime refus de ces ouvriers, devant le refus invincible que le prolétariat russe oppose au régime condamné. Une multitude d'hommes s'exposant d'un seul cœur à la plus noire misère, aux tortures de la faim et du froid, et ne comptant pour son propre salut et pour le triomphe de sa cause que sur son inflexible volonté

de souffrir ! Vit-on jamais rien de plus grand dans le monde ?

La grève générale, la grève des prolétaires et des intellectuels unis, en quelques jours, a vaincu le tsarisme. Ce monstre de puissance, d'orgueil et de richesse s'est effondré devant des ouvriers qui supportaient la faim. La grève fut victorieuse et le tsar céda. Il promit une Constitution, des libertés...

Vous savez le reste, Citoyens, et comment la bureaucratie militaire, pour dégager la parole impériale, organisa des massacres. Massacres d'ouvriers, massacres d'étudiants, massacres d'intellectuels, massacres de juifs. Dans trente villes à la fois, les bandes noires, portant les images du tsar et les drapeaux de l'Empire, marchent en armes sous la conduite des commissaires de police et des agents de la sûreté publique, contre les quartiers juifs, tuent, violent, pillent et brûlent, durant des jours et des nuits. Voilà ce qu'on vit à Bakou, à Odessa, à Kiev, à Nikolaiev, à Elisabethgrad, à Rostov-sur-le-Don, à Saratov, à Tomsk, à Tver, à Ekaterinoslav, à Tiflis ! Puis on apprit que tout était calme. Les misérables juifs, échappés à la mort, pleuraient en silence, assis sur les pierres de leurs maisons incendiées, auprès des cadavres de leurs parents égorgés.

Les larmes de ces malheureux, le sang de ces morts crient, et nous les entendons. Nous avons la religion de l'humanité. Nous ne connaissons ni juifs, ni chrétiens. Nous ne connaissons que des bourreaux et des victimes.

Morts de Kiev et de Bakou, de Saratov et d'Odessa, spectres, levez-vous, montrez aux riches, aux heureux de la terre, vos cadavres mutilés, revenez, jusqu'à ce que le monde entier se soulève d'horreur !

Combien de temps encore se prolongera l'agonie furieuse du tsarisme ? De quels sursauts le monstre est-il encore capable ? Quel régime lui pourra succéder ? Puissent les révolutionnaires et les libéraux russes être payés de leurs peines ! Puisse-t-il n'avoir pas coulé en vain le sang généreux des intellectuels et des révoltés, qui, sur le pavé des rues, fume pour la justice et pour la liberté ! Mais quelle que soit l'issue d'une entreprise immense et terrible, les prolétaires russes ont, dès à présent, exercé une action décisive sur les destinées de leur pays et du monde. La Révolution russe est une Révolution universelle.

Elle a révélé au prolétariat du monde entier ses moyens et ses fins, sa force et ses destinées. Elle menace tous les despotismes, toutes les oppressions, toutes les exploitations de l'homme par l'homme. Les trônes en sont ébranlés. Dans la vieille Autriche, la Révolution gronde. En Allemagne, la sociale-démocratie, puissamment organisée, mais jusqu'ici placide et débonnaire, regarde du côté de Saint-Pétersbourg et de Moscou et commence à s'émouvoir. Bebel l'a dit au chancelier et aux députés de l'Empire, et le vieux socialiste a donné au conseiller du kaiser cet avis sinistre :

« Réfléchissez : l'ébranlement révolutionnaire qui

se produit en Russie retentit dans la conscience de l'ouvrier allemand. »

Et nous, Français, notre état politique et social est-il tel que nous n'ayons pas à nous occuper des grands changements qui se préparent dans le monde ? Est-ce que nous n'avons pas eu nos bandes noires ? Le temps est-il donc si lointain des Méline et des Dupuy, quand la terreur nationaliste régnait sur Paris et qu'un moine dominicain exhortait publiquement le généralissime de l'armée française au massacre des républicains ? Ne sommes-nous pas menacés par la coalition nationaliste, cléricale et démagogique ? A l'heure où je parle, Citoyens, tous les partis de réaction et d'oppression nous annoncent un petit tsarisme et nous promettent un petit tsar, un tsarime et un tsar proportionnés à la médiocrité bourgeoise. Ils achètent des voix pour leur candidat à la présidence de la République, et méditent d'introduire à l'Élysée avec le corrupteur, les corrompus, avec le politicien, les faiseurs d'affaires, avec leur Doumer acclamé, les Cronier renaissants et les Jaluzot réhabilités. Ils nous promettent une République d'honnêtes gens, une République de patriotes qui travailleront dans les armements et les fournitures, une République d'hommes d'ordre et de bons citoyens qui iront à l'église et délivreront la société du péril socialiste. Qu'ils l'y portent donc à l'Élysée, leur président de trahison et de corruption, qu'ils l'y portent en triomphe sur le dos des gens de bourse, aux acclamations des syndicats

jaunes. Ce ne sera pas long : d'un coup d'épaule, le prolétariat aura bientôt fait de culbuter le président et sa bande.

Citoyens, ne nous troublons pas, et ne perdons pas le sentiment de la mesure. Les affaires publiques de notre pays sont de la comédie légère à côté du sombre drame russe. C'est au bord de la Néva, de la Vistule et de la Volga que se décide, en ce moment, le sort de l'Europe nouvelle et de l'humanité future.

Étrange échange de notions et d'idées. Nos pères de 89 ont enseigné à l'Europe la révolution bourgeoise, et voici qu'en retour les prolétaires russes nous donnent des leçons de Révolution sociale.

Citoyens, à cette heure où ces hommes généreux qu'il ne nous appartient ni d'exciter ni de retenir, travaillent et souffrent pour la délivrance des opprimés de la Russie et du monde, le prolétariat français doit se déclarer solidaire du prolétariat russe. Qu'il sache son devoir et qu'il l'accomplisse tout entier. Si nos gouvernants, si nos classes dirigeantes tentaient, un jour, quelque entreprise militaire, diplomatique ou financière en faveur du tsarisme contre la Révolution, le prolétariat français devra s'y opposer de toute son énergie. Prenons ici l'engagement d'aider, de servir, par tous les moyens en notre pouvoir, la Révolution qui, pour lointaine qu'elle est, gronde à nos oreilles, car il n'y a déjà plus de distance entre les peuples. Envoyons un hommage fraternel et respectueux à la Russie qui combat pour sa liberté, à la Finlande si ferme à ressaisir ses droits

violés par l'empereur parjure, à la Pologne qui sait, avec un mélange exquis d'héroïsme et de sagesse, concilier les aspirations légitimes et les solidarités nécessaires, et faisons entendre la grande parole nouvelle :

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous pour préparer l'avènement de la justice sociale et la paix du monde.



Lettre lue
au procès des antimilitaristes,
le 27 décembre 1905.

Monsieur le Président,

Ne pouvant me rendre aux assises, je vous prie de m'excuser.

Appelé à la barre, je vous aurais demandé la permission de dire seulement ceci :

Il y a donc encore des crimes d'opinion ?

Tant de rigueurs pour une affiche, est-ce bien sage ? On n'empêche pas les hommes de penser. Quel profit a-t-on à les empêcher de dire ce qu'ils pensent ? Laissez-leur l'arme de la parole si vous voulez qu'ils n'en prennent point d'autres.

Messieurs les jurés, prenez garde ! On découvre, à l'origine de ces poursuites, une manœuvre électorale assez basse. Le patriotisme est un programme commode et qui dispense de tout projet de réformes.

Vous ne vous rendrez pas complices des patriotes

Note. — Au cours du procès intenté aux signataires de l'affiche antimilitariste, le président des assises, M. Albert Fabre, a donné lecture de la lettre ci-dessus.

de profession, qui sont les pires ennemis de leur pays.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma parfaite déférence.

ANATOLE FRANCE.

Paris, le mercredi 27 décembre 1905.



Discours prononcé
à la soirée commémorative du huitième anniversaire de « J'accuse ! », le 13 janvier 1906.



Oui, nous en parlerons, Citoyens ! Oui, nous parlerons de l'affaire Dreyfus. Oui, nous rappellerons avec un juste orgueil que nous fûmes de ceux-là qu'on appelait les dreyfusards.

Ramenons nos esprits à cette année 1897, si troublée et si féconde.

Depuis longtemps déjà, Bernard Lazare avait apporté les premières démonstrations de l'innocence du condamné de 1894. Un homme d'une probité antique, Scheurer-Kestner, vice-président du Sénat, venait d'apporter ses doutes cruels qu'une effroyable erreur n'eût été commise. Mathieu Dreyfus apportait la preuve matérielle que le bordereau attribué à son frère était de la main d'Esterhazy. Beaucoup déjà,

NOTE. — Cette soirée, organisée par la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen, a été donnée dans la salle du Nouveau-Théâtre. M. Anatole France présidait, ayant comme assesseurs MM. Louis Havet, le Docteur Héricourt, Mathias Morhardt, Paul Painlevé et Jean Psichari.

dans tous les mondes, connaissaient l'erreur judiciaire et la forfaiture.

Alors il se trouva un grand parti politique et religieux pour faire de cette forfaiture et de ce crime un moyen d'action et un principe de gouvernement. Les moines, jésuites, dominicains, assomptionnistes, et avec eux les agents secrets de l'Église, les antisémites entreprirent de fonder leur empire sur la condamnation du juif.

Dans les salons, dans les faubourgs, dans les campagnes ils semaient des bruits sinistres, soufflaient des nouvelles alarmantes, parlaient de complots et de trahisons, troublaient, inquiétaient, irritaient le peuple, l'imbibaient longuement de colère et de peur.

La crédulité des foules est infinie. Les gros et les menus bourgeois, les ouvriers, par masses énormes se précipitaient dans le piège que leur tendait la réaction noire.

Toutes nos traditions de justice, de morale indépendante, de liberté intellectuelle, tous nos sentiments de philosophie et d'humanité étaient près de périr sous les coups de l'État-Major de la rue de Grenelle, dirigé par le Gesù de Rome. Les moines des *Croix* conduisaient à la guerre civile la multitude des nationalistes imbéciles.

L'égoïsme et la peur gouvernaient le pays. Ils étaient ministres. Ils se nommaient Méline et Billot. Quelques bons citoyens dénonçaient le crime et montraient le péril, mais on ne les écoutait pas. Les

coupables étaient soutenus par de telles forces politiques et secrètes qu'il semblait impossible de les atteindre et l'on désespérait de porter la lumière dans la conscience du pays, obscurcie par d'innombrables mensonges et troublée par d'odieuses violences.

Alors que régnait la terreur, Émile Zola fit voir ce que peut un homme juste et sans crainte. Plein d'œuvres, jouissant en paix de son génie et de sa gloire, il accomplit le sacrifice de sa popularité, de sa quiétude, de son travail, et se jeta dans les fatigues et les périls pour la Justice et la Vérité, pour se montrer lui-même un juste et dans le fier espoir que son pays redeviendrait avec lui juste et courageux. Le 13 janvier 1898, il publia dans le journal *l'Aurore*, dirigé par Vaughan, rédigé par Clemenceau, la lettre ouverte au président de la République, portant pour titre : « J'accuse », et commençant par ces mots : « Un conseil de guerre vient, par ordre, d'oser acquitter Esterhazy, soufflet suprême à toute Vérité et à toute Justice. »

Cette lettre contenait contre les auteurs et les complices du forfait judiciaire de 1894, des accusations précises et mesurées qui toutes depuis ont été reconnues véritables. Mais il s'en fallait de beaucoup que Zola eût connu tout le crime et tous les criminels.

Cet acte d'honnête homme et de grand citoyen s'accomplissait devant un public prévenu, sous un gouvernement épouvanté. Ministres, députés, sénateurs éprouvèrent ou feignirent de l'indignation.

Zola fut poursuivi. Il fut poursuivi non pour sa lettre, mais pour quelques lignes extraites de sa lettre adroitement, de manière à obtenir une condamnation en supprimant la défense.

Citoyens, nous avons vu se dérouler ce procès infâme où rien ne fut omis de tout ce qui peut déshonorer la justice. Nous avons vu un Delegorgue, président des assises, mettre mal à l'aise, à force de bassesse, ceux-là même dont il exécutait les ordres, et les fatiguer par la monotonie de sa servilité, lorsqu'à toutes dépositions utiles à la défense il répondait uniformément : « La question ne sera pas posée. » Collusion, faux témoignages, pièces fausses, intimidation, violences, tout fut mis en usage, et l'on entendit, ô honte ! des officiers de l'État-Major menacer d'abandonner leur poste et de livrer la patrie à l'invasion allemande, si les jurés refusaient de condamner le dénonciateur des crimes dont ils étaient ou se faisaient les complices. C'est par de tels moyens que, dans le bruit et à la lueur des épées, au milieu des cris de mort, des magistrats serviles arrachèrent au jury trompé une condamnation à un an de prison et mille francs d'amende.

Hâtons-nous de le dire, Citoyens, plusieurs alors furent frappés aussi de peines honorables. J'en nommerai quelques-uns, sans distinction d'opinions politiques ou sociales.

Le doyen des lettres à la Faculté de Bordeaux, Paul Stapfer, eut l'honneur d'être suspendu de ses fonctions pour avoir parlé de justice sur une tombe.

Joseph Reinach eut l'honneur d'être privé de son grade d'officier de l'armée territoriale pour avoir tenté d'éclairer l'opinion dans un pays libre. Francis de Pressensé eut l'honneur d'être rayé des tableaux de la Légion d'honneur pour avoir poursuivi, au péril de sa vie, avec un courage indomptable, les faussaires et les parjures.

Le colonel Picquart eut l'honneur d'être mis en réforme par retrait d'emploi pour avoir porté devant les magistrats et les jurés un témoignage véridique. Ces distinctions valent bien, sans doute, les médailles, les cordons et les croix qui viennent chaque année récompenser la multitude des timides courages et des vertus dociles. Et certes ils les méritaient.

Ils les méritaient, les premiers artisans de la révision. Car, qu'ils le voulussent ou non, ils étaient les hommes d'une autre justice et d'une autre morale. Ils ne poursuivaient pas seulement la réparation d'une erreur judiciaire, ils accomplissaient, à leur insu parfois, mais d'un irrésistible élan, une tâche plus vaste et plus haute et comme indéterminée. Ils se vouaient à une œuvre de justice et de bonté universelle. Ils s'acheminaient dans la voie sans fin, vers les larges horizons de justice, de solidarité humaine, de mâle douceur et de généreuse sagesse, entrevue tout à coup sous notre ciel bas, dans les éclairs de l'orage.

Mon confrère et ami, Louis Havet, si je comprends bien le titre de son discours, va vous faire entendre,

d'une honnête et vigoureuse parole, comment le Dreyfusisme fut pour quelques-uns un instrument de perfectionnement moral.

Oui, certes, de cette affaire Dreyfus, si pleine de hontes et de crimes, devait sortir pour la France... peut-être faudrait-il dire pour le monde (car cette chose française fut une chose universelle) devait sortir une pensée meilleure et le pressentiment d'un ordre nouveau. Et déjà nous avons vu quelques grands effets de cette rénovation morale d'un peuple. On ne peut nier que l'affaire Dreyfus n'ait tué en France la théocratie, détruit l'armée des moines, renversé le parti noir, ouvert la voie à l'esprit laïque et socialiste.

Pourtant ne nous flattons pas. Dans cette marche vers la justice sociale, dans ces efforts pour la libération des esprits et des corps, que d'incertitudes, de lenteurs et de retours en arrière !

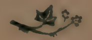
Combien peu nous avons gagné au regard de ce qu'il nous reste à obtenir. Nous n'avons pas même encore réalisé la réforme qui paraissait la plus urgente, la suppression des Conseils de guerre. En ce moment même, est-ce que les conquêtes de la justice et de la raison, encore mal assurées, ne risquent point d'offenses ? Le parti de l'injustice et de la violence a-t-il désarmé ? La race des Méline, des Dupuy, des Billot est-elle éteinte ?

Citoyens, il convenait peut-être de rappeler le grand acte de Zola, la lettre « J'accuse », au moment où les vieux complices des faussaires, tout le monde

noir, ces cléricaux et ces nationalistes qui cherchèrent dans l'affaire Dreyfus des moyens de combattre l'esprit moderne, croient, à l'heure qu'il est, avoir retrouvé des forces, une discipline, un chef, leur Doumer, qu'ils méditent de porter à l'Élysée.

Ils nous promettent une présidence de réaction et de démagogie ; un septennat propre à réjouir le patriotisme du Gesù et de la finance internationale, un septennat de religion et d'affaires. Ils ne nous le donneront pas. Ils ne réussiront pas à former à Versailles une majorité de complot et de trahison. Mais ils l'ont tenté et leur audace nous avertit du danger.

N'oublions pas que nous fûmes menacés d'un règne d'aventures financières et coloniales. N'oublions pas que la présidence de l'élu des nationalistes et des cléricaux nous entraînerait dans des expéditions lointaines, dans une guerre d'Afrique, peut-être, qui détournerait au profit de quelque maison de banque, des armes qui doivent être réservées à la défense de l'héritage intellectuel et moral de la France, à la garde de cette terre féconde de la philosophie et de la Révolution, qui porte en elle les germes précieux — je les vois qui lèvent — de la justice sociale et de la paix universelle.



Après l'adoption de l'ordre du jour, M. Anatole France prononce les paroles suivantes :

Citoyennes et Citoyens,



Ne nous séparons pas sans acclamer l'organisateur de la partie artistique de cette réunion, l'ami, le compagnon, le collaborateur d'Émile Zola, l'illustre maître Alfred Bruneau. Il ne se sépara pas de son ami aux heures mauvaises. Que leurs deux noms soient unis dans la gloire.

Adressons enfin nos hommages respectueux à Madame Émile Zola, dont le cœur se trouva si grand et si ferme dans l'épreuve.



**Discours prononcé
au meeting pour la Paix,
au sujet de la conférence d'Algésiras,
le 20 janvier 1906.**

Citoyennes et Citoyens,

L'objet de cette réunion est d'examiner les conditions dans lesquelles se traitent les affaires extérieures de la République et de considérer les effets du secret diplomatique dans une démocratie. Avant de donner la parole aux citoyens Jaurès et Séailles sur cette question qui intéresse, au plus haut point, la sécurité du pays, je me permettrai de présenter quelques remarques très simples et, pour ainsi dire, préliminaires. Je prononcerai des paroles rapides, mais nécessaires, heureux si je parvenais à exprimer votre pensée en même temps que la mienne. Ce qui me le fait espérer, c'est que des démocrates et des socialistes ne peuvent pas penser de deux manières sur la guerre et la paix.

Nous voulons que la paix ne soit pas troublée. Nous le voulons fermement. Des hommes graves et

NOTE. — Ce meeting organisé par *L'Humanité* et *Le Courrier Européen* se tint dans la Salle du Grand Orient, sous la présidence de M. Anatole France, assisté de MM. Frédéric Passy, Charles Richet et Sidi Abd-el-Hakim.

de graves journaux nous l'ont reproché avec sévérité. Ils nous ont accablé de railleries et de sarcasmes. Au fond, ceux qui nous blâment le plus amèrement ne sont pas plus que nous ennemis de la paix ; ils ne souhaitent pas plus que nous la guerre étrangère. Mais ils en veulent la menace. Ils veulent que le péril soit toujours écarté, mais qu'il soit toujours présent. Ils ne veulent pas que l'engin éclate, mais ils veulent qu'il soit chargé. De là ces inquiétudes perpétuelles de guerre que sèment, à dessein, les chefs des partis réactionnaires et les rédacteurs des journaux nationalistes et modérés.

Ceux qui répandent ces bruits sinistres n'y croient eux-mêmes qu'à demi et, le plus souvent, ils n'y croient pas du tout. Mais ils trouvent de grands avantages à ce que le peuple y croie. Ces avantages, vous les connaissez, Citoyens. Ils sont politiques et financiers. Un peuple sous le coup de la guerre et de l'invasion est très facile à gouverner. Il ne réclame pas de réformes sociales. Si, d'aventure, il s'y trouvait des prolétaires assez entêtés pour demander aux ministres et aux députés de hâter le vote de quelque loi sur l'extension des syndicats ou sur la journée de huit heures, tous les sages qui nous gouvernent auraient bientôt fait de répondre : « Prolétaires, ce n'est pas le moment d'améliorer votre sort. Nous ne devons penser qu'à faire fondre des canons ». Et que répliquer à cela ?

Sous le coup de la guerre et de l'invasion, un peuple ne chicane pas sur les armements et les four-

nitures militaires. Et cela est excellent pour les syndicats de financiers et d'industriels auxquels le patriotisme ouvre une source abondante de gains. Les menaces de guerre, Citoyens, mais c'est pain bénit pour la réaction. Par une seule menace de guerre on fait, en six semaines, plus de tort au socialisme que ne lui en firent, en vingt ans, par leurs discours et leurs votes, les parlementaires bourgeois.

C'est pourquoi nous nous méfions quand on nous dit :

— Prenez garde. Nous sommes menacés d'une guerre.

— Avec qui ?

— Avec l'Allemagne. N'entendez-vous pas le kaiser qui, sous ses moustaches irritées, jette des paroles menaçantes ?

— Mais oui, mais oui, nous l'entendons bien. Le kaiser est un grand prince, qui fait comme les princes de notre République, qui sont aussi de grands princes. Il veut nourrir son peuple dans la terreur salutaire de la guerre.

Le peuple allemand ne veut pas la guerre. Et l'on ne dit pas la vérité quand on prétend qu'il la veut.

Le peuple français ne veut pas la guerre. Cela aussi est certain.

Sommes-nous des enfants pour qu'on nous dise : Soyez sages, ou le grand diable d'Algésiras vous mangera ?

Citoyens, le grand diable d'Algésiras ne mangera personne. Mais il ne faudrait pas que nos gouver-

nants abusent de ce jeu et crient trop souvent : « Au uhlan ! » pour nous faire tenir tranquilles. Parce que, quand ce serait vrai, on ne les croirait plus.

Il ne faut pas que nos ministres se figurent que les affaires diplomatiques d'une démocratie puissent être conduites comme les affaires diplomatiques d'un empire absolu .

Nous vivons dans un pays d'opinion. On nous dit que nous sommes maîtres de nos destinées, que par le bulletin de vote nous exerçons la souveraineté. On nous dit que, constitués en République, nous n'avons pas à craindre que le pouvoir personnel nous entraîne à notre insu dans des aventures de guerre. On nous assure que la Constitution nous garantit contre de pareilles surprises. Dans le fait, l'article 8 de la loi constitutionnelle de 1875 sur les rapports des pouvoirs publics dit :

« Le Président de la République négocie et ratifie les traités. Il en donne connaissance aux Chambres aussitôt que l'intérêt et la sûreté de l'État le permettent.

« Les traités de paix, de commerce, les traités qui engagent les finances de l'État, etc., ne sont définitifs qu'après avoir été votés par les deux Chambres. »

Voilà le texte. Voyons-en l'application. L'intérêt et la sûreté de l'État n'ont pas encore permis au Président de la République de donner connaissance aux Chambres du traité franco-russe qui, par les emprunts dont il a été suivi, a déjà fait perdre plusieurs milliards à notre pays, et lui en fera perdre

plusieurs autres, avec la honte inexpiable de les avoir mis au service de l'autocratie criminelle. Et ce traité conclu depuis douze ans et que nous ne connaissons pas encore, aurait pu nous entraîner dans une guerre avec l'Angleterre et le Japon, s'il est vrai, comme on l'assure, que les conditions de notre intervention armée y étaient stipulées.

Il y a pour nous rassurer l'article 9 de la même loi constitutionnelle :

« Article 9. — Le Président de la République ne peut déclarer la guerre sans l'assentiment préalable des deux Chambres. »

Faible garantie, puisqu'il est d'usage entre peuples civilisés d'engager les hostilités avant la déclaration de guerre !

En fait, le droit de paix et de guerre, le peuple français l'exerce aujourd'hui comme il l'exerçait au temps de Napoléon et de Louis XIV.

On nous assure que nous sommes maîtres de nos destinées, on nous dit, on nous répète que ce ne sera pas comme sous l'Empire et qu'on ne fera pas la guerre sans nous avertir. Or, voici qu'un jour (c'était précisément le mardi 6 juin 1905) nous apprenions à notre réveil que notre ministre des Affaires étrangères préparait un épouvantable choc de peuples, les plus grandes batailles du siècle, tranquillement dans son cabinet, sous la présidence de M. Loubet, qui n'est pourtant pas un Napoléon.

Et ce péril de guerre, ce ne sont pas les vagues rumeurs de la foule crédule qui nous en ont averti.

C'est le président du Conseil, c'est M. Rouvier qui en a instruit sénateurs et députés. Il leur a dit comme une chose toute naturelle :

— Delcassé serait resté vingt-quatre heures de plus au ministère, que nous avions la guerre. Mais rassurez-vous. J'ai mis le pied sur la mèche.

Voilà ce que nous apprîmes un matin de printemps. Nous sommes maîtres de nos destinées, Citoyens. Juste ciel ! que serait-ce si nous ne l'étions pas ?

J'ai entendu un soir, il n'y a pas bien longtemps, une conversation intéressante. Un vieux sénateur, assez belliqueux, expliquait à un groupe de jeunes médecins et avocats que l'honneur de la France était engagé, à ce moment-là, dans une affaire traitée par notre diplomatie.

— Je le sais, ajouta-t-il avec force.

Et lorsqu'on lui demanda comment :

— Par l'indiscrétion d'un attaché, répondit-il.

Voilà un honneur dont on ne peut être juge, à moins d'avoir de belles relations.

Les habitudes de notre diplomatie n'ont pas changé depuis Louis XV. M. de Choiseul, s'il redevenait cette année ministre des Affaires étrangères, trouverait les bureaux tels qu'il les a laissés en 1764. Pourtant certaines choses sont changées en France, depuis lors : l'armée, par exemple, qui n'est plus composée de mercenaires allemands ou suisses et de pauvres diables racolés sur le Pont-Neuf par les sergents La Fleur et Brindamour. Et cela devrait être considéré.

Discours prononcé au meeting de protestation contre la barbarie coloniale, le 30 janvier 1906.

Citoyennes, Citoyens,


SAV. DE BRAZZA

Il y a vingt-cinq ans, Savorgnan de Brazza, chef d'une mission française dans l'Afrique occidentale, ayant conquis par son courage, sa douceur et sa bonne foi, le respect et la confiance des peuples noirs, détermina le roi Makoko à se mettre sous le protectorat de la France. En signe de paix, le roi nègre fit creuser une fosse dans un champ ; lorsque tous ses chefs de guerre y eurent jeté leurs armes, il prononça ces paroles :

— Nous enterrons la guerre si profondément que ni nous ni nos enfants ne la verrons sortir de sa fosse.

Un arbre fut planté dans la terre qui recouvrait les flèches et les lances, et Brazza dit à son tour :

Note. — Ce meeting fut organisé par la Ligue pour la défense des Droits de l'Homme et du Citoyen. Il se tint dans la salle de l'Élysée-Montmartre, sous la présidence de M. Anatole France, assisté de MM. Félicien Challaye, Pierre Mille et Gustave Rouanet.

— Puisse la paix durer tant que cet arbre ne produira ni le fer ni la poudre !

Vous allez entendre M. Félicien Challaye, un des membres de la mission Brazza. C'est à lui, non à moi, qu'il appartient de vous faire connaître les indigènes et leur sort.

Ces tribus du Congo, diverses de races et de mœurs, ont toutes l'esprit religieux : elles sont fétichistes et soumises aux pratiques savantes et parfois terribles de la sorcellerie. Elles ne sont point sans arts. Elles ont domestiqué le mouton, la chèvre et le porc. Leur état social est fondé sur l'esclavage et la polygamie. Il y a trente ans, il ressemblait beaucoup à celui des Grecs de l'Iliade. Leurs chefs, si l'on en croit Paul du Chaillu, parlaient avec autant d'abondance et de subtilité que les rois d'Homère.

Ces noirs, sans doute, aiment trop le vin de palmier et l'eau-de-vie. Il en est d'avides et de rusés. Mais il s'en trouve aussi d'humains et de généreux. Le docteur Barot-Forlière, qui a vécu parmi eux, les a éprouvés le plus souvent doux et bons, ne demandant qu'à travailler avec les blancs, quand ceux-ci prennent soin de les instruire.

— Ils ne sont pas des brutes, dit le docteur Barot-Forlière : ce sont des hommes en retard de quelques siècles sur notre civilisation ; ce sont nos jeunes frères... Notre devoir est de leur donner une éducation rationnelle.

Eh bien ! ces peuples enfants, que Brazza avait gagnés par son esprit de justice et par sa fidélité à la

Discours prononcé au meeting de protestation contre la barbarie coloniale, le 30 janvier 1906.

Citoyennes, Citoyens,


SAV. DE BRAZZA

Il y a vingt-cinq ans, Savorgnan de Brazza, chef d'une mission française dans l'Afrique occidentale, ayant conquis par son courage, sa douceur et sa bonne foi, le respect et la confiance des peuples noirs, détermina le roi Makoko à se mettre sous le protectorat de la France. En signe de paix, le roi nègre fit creuser une fosse dans un champ; lorsque tous ses chefs de guerre y eurent jeté leurs armes, il prononça ces paroles :

— Nous enterrons la guerre si profondément que ni nous ni nos enfants ne la verrons sortir de sa fosse.

Un arbre fut planté dans la terre qui recouvrait les flèches et les lances, et Brazza dit à son tour :

NOTE. — Ce meeting fut organisé par la Ligue pour la défense des Droits de l'Homme et du Citoyen. Il se tint dans la salle de l'Élysée-Montmartre, sous la présidence de M. Anatole France, assisté de MM. Félicien Challaye, Pierre Mille et Gustave Rouanet.

— Puisse la paix durer tant que cet arbre ne produira ni le fer ni la poudre !

Vous allez entendre M. Félicien Challaye, un des membres de la mission Brazza. C'est à lui, non à moi, qu'il appartient de vous faire connaître les indigènes et leur sort.

Ces tribus du Congo, diverses de races et de mœurs, ont toutes l'esprit religieux : elles sont fétichistes et soumises aux pratiques savantes et parfois terribles de la sorcellerie. Elles ne sont point sans arts. Elles ont domestiqué le mouton, la chèvre et le porc. Leur état social est fondé sur l'esclavage et la polygamie. Il y a trente ans, il ressemblait beaucoup à celui des Grecs de l'Iliade. Leurs chefs, si l'on en croit Paul du Chaillu, parlaient avec autant d'abondance et de subtilité que les rois d'Homère.

Ces noirs, sans doute, aiment trop le vin de palmier et l'eau-de-vie. Il en est d'avides et de rusés. Mais il s'en trouve aussi d'humains et de généreux. Le docteur Barot-Forlière, qui a vécu parmi eux, les a éprouvés le plus souvent doux et bons, ne demandant qu'à travailler avec les blancs, quand ceux-ci prennent soin de les instruire.

— Ils ne sont pas des brutes, dit le docteur Barot-Forlière : ce sont des hommes en retard de quelques siècles sur notre civilisation ; ce sont nos jeunes frères... Notre devoir est de leur donner une éducation rationnelle.

Eh bien ! ces peuples enfants, que Brazza avait gagnés par son esprit de justice et par sa fidélité à la

foi jurée, ces noirs que protège la France, les voilà trahis, livrés sans défense à la cupidité féroce des trafiquants et aux caprices lubriques et furieux de quelque Européen, victime lui-même de l'alcoolisme, des fièvres paludéennes et des insolations ; les voilà soumis à un régime de meurtre, de rapine et de viol. C'est l'éducation que nous leur donnons, c'est la morale dont nous pénétrons leurs âmes obscures.

Pauvres êtres inachevés et vagues, façonnés par les monstres qui les torturent sans pouvoir les exterminer, quels monstres vont-ils un jour devenir eux-mêmes ?

Il faut pour l'honneur de la France et de l'humanité que leur martyre cesse.

Oh ! nous savons bien que les noirs de l'État libre du Congo, les esclaves de S. M. le roi des Belges ne sont pas moins cruellement torturés. Nous savons bien qu'en Afrique, en Asie, de toutes les colonies, à quelque peuple qu'elles appartiennent, montent les mêmes plaintes, les mêmes hurlements de douleur vers le ciel sourd. Nous savons, hélas ! cette vieille et terrible histoire. Voilà quatre siècles que les nations chrétiennes se disputent entre elles l'extermination des races rouge, jaune et noire. C'est ce qu'on appelle la civilisation moderne.

Les blancs ne communiquent avec les noirs ou les jaunes que pour les asservir ou les massacrer. Les peuples que nous appelons barbares ne nous connaissent encore que par nos crimes. Non certes, nous ne croyons pas qu'il se commette sur cette malheu-

reuse terre d'Afrique plus de cruautés sous notre pavillon que sous les drapeaux des royaumes et des empires. Mais il nous importe, à nous Français, de dénoncer avant tout les crimes commis en notre nom ; il y va de notre honneur, sans compter que parlant de ce qui nous regarde, de ce qui est notre affaire, nous avons un peu plus de chances de ne pas parler en vain. Était-il même besoin, Citoyens, de vous apporter ces raisons? Ce sont celles qu'avait déjà données mon vénéré confrère Paul Viollet, qui, par son noble caractère, rend profondément respectable sa foi religieuse. Ce sont celles qu'avait déjà données le citoyen Francis de Pressensé, qui a traité cette question, comme tant d'autres, avec la chaleur du cœur et la clarté de l'esprit.

— Nous sommes, a-t-il dit, de ceux qui pensent qu'il appartient aux citoyens de chaque pays de dénoncer les fautes dont leur propre nation est responsable et dont un lâche silence les rendrait solidaires.

Et il ajoutait :

— Si c'est là notre devoir, et si ce devoir est plus impérieux pour la France de la Révolution que pour tout autre peuple, comment oublier que les autres nations ont fait à cet égard ce qu'elles devaient faire : que ce sont les Belges qui mènent la campagne contre le souverain du Congo ; que l'Angleterre du XVIIIe siècle, avec Pitt, Fox, Burke et Sheridan, s'unit pour poursuivre les crimes de Warren Hastings, qui avait pourtant contribué à faire à son

pays le royal cadeau des Indes ; que l'Allemagne de Guillaume elle-même a réprouvé les sauvageries d'un grand conquistador africain, le docteur Peters; qu'en Hollande la plume vengeresse de Multatuli a frappé les malfaiteurs coloniaux.

A notre tour, impérieusement et sans nous lasser, nous dénoncerons les exactions et les crimes commis par l'administration des colonies françaises. Nous les dénoncerons avec l'aide de ceux des administrateurs coloniaux — et il y en a — et leur nombre est grand — qui, sous un climat perfide, dans la solitude mauvaise, se sont gardés de la mélancolie, de la fureur, des perversions mentales, des terreurs et des hallucinations homicides et ont su demeurer justes et modérés. Impérieusement et sans nous lasser, nous réclamerons la répression des crimes et la réforme d'un régime qui les a favorisés ou permis.

Impérieusement et sans nous lasser, nous demanderons pour les jaunes et les noirs de notre empire colonial le respect des droits de l'homme. Nous demanderons justice au nom de l'humanité que l'on n'outrage pas en vain ; au nom de la patrie dont on sert mal les intérêts par cette barbarie coloniale.

C'est vous, citoyen Rouanet, qui l'avez dit si fortement :

« La cruauté, la cupidité et les exactions ne fondent rien ». Et, puisqu'enfin la France possède au loin de vastes territoires, puisque nous voyons bien que la politique coloniale est le fond même de la politique capitaliste, nous demanderons aux possédants

et aux gouvernants : Quelle est cette démence ? De quel cœur laissez-vous périr, avec ces noirs que vous ne pouvez pas remplacer, l'instrument même de votre fortune ? Ne voyez-vous pas que la destruction des indigènes, c'est le commerce anéanti, ce sont les richesses du sol perdues ? Par quelle folie, sur ces terres pour vous si pleines d'espérances, semez-vous, avec la désolation et la mort, la haine et la révolte ?

Il y a fatalement de l'imprudence dans le crime. Vous ne pouvez pas dire en toute certitude aux nègres de l'Afrique :

— Toujours les explorateurs vous tireront des coups de fusil et vous enfumeront dans vos huttes ; toujours le fier soldat chrétien amusera son courage à couper vos femmes par morceaux ; toujours le marin jovial, venu des mers brumeuses, crèvera d'un coup de pied le ventre à vos petits enfants pour se dégourdir les jambes.

On ne peut pas annoncer infailliblement au tiers de l'humanité une constante ignominie. Il s'est trouvé un peuple pour rendre les jaunes respectables aux blancs. Qui oserait dire qu'il ne se formera pas un jour un peuple qui rendra les noirs respectables aux blancs et aux jaunes ?

Qui peut marquer les limites où s'arrêtera une des grandes races humaines ? Les nègres ne disparaissent pas comme les Peaux-Rouges au contact des Européens. Ils sont aujourd'hui à un degré inférieur de civilisation ; ils ne sont pas capables d'une haute

culture intellectuelle. Mais nous, depuis combien de temps sommes-nous parvenus à ce que nous appelons une vie policée ?

Les hommes blancs ont traversé les âges des cavernes et des cités lacustres. Ils étaient alors sauvages et nus. Ils faisaient sécher au soleil des poteries grossières. Leurs chefs formaient des chœurs de danses barbares. Ils n'avaient de science que celle de leurs sorciers. Depuis lors, ils ont bàti le Parthénon, conçu la géométrie et soumis aux lois de l'harmonie l'expression de leur pensée.

Quel prophète peut annoncer aux deux cents millions de noirs africains que leur postérité ne règnera jamais, dans la richesse et la puissance, sur les lacs et les grands fleuves ?

Vous vous rappelez peut-être le jeune Chinois dont parlait un jour Pierre Quillard, le jeune Chinois qui vint dire au Congrès de Lucerne : « Nous étions un peuple pacifique. Qu'avez-vous fait de nous ? Vous nous obligez maintenant à nous défendre. Vous nous obligez à devenir aussi sauvages que vous ».

Allemands, Hollandais, Belges, Anglais, Italiens, Français, Européens, chrétiens ne sommes-nous pas assez avertis par un exemple récent et formidable ? Allons-nous armer sans cesse contre nous en Afrique, en Asie d'inextinguibles colères et des haines insatiables et nous préparer, pour un avenir lointain sans doute, mais assuré, des millions d'ennemis ?

Puissent les travailleurs de tous les peuples, le prolétariat universel, puisse l'esprit démocratique et

socialiste qui souffle sur la vieille Europe inspirer aux gouvernants et aux possédants une politique coloniale plus humaine et plus sage !



Discours prononcé à la réunion en faveur du droit syndical des Instituteurs, le 22 février 1906.

Citoyennes institutrices,
Citoyens instituteurs,

Appelé par les conseillers départementaux élus des instituteurs et le Conseil du Syndicat de la Seine au très grand honneur de présider cette conférence, j'accomplirai un devoir agréable en donnant la parole aux citoyens René Renoult, Ferdinand Buisson et Jean Jaurès, dont les noms chers à vos esprits sont inscrits à notre ordre du jour. Mais il me faut d'abord définir l'objet de cette réunion. C'est ce que je vais faire en très peu de mots et avec autant de précision qu'il me sera possible, en m'aidant du manifeste, si clair et si justement impérieux, des instituteurs syndiqués.

Lorsque se produisit dans la société capitaliste étonnée ce grand mouvement de solidarité ouvrière que rien n'arrêtera plus ; lorsqu'un esprit d'humanité, doux comme la raison, terrible comme l'amour,

NOTE. — Cette réunion, organisée par les conseillers départementaux élus des instituteurs et le Conseil du Syndicat de la Seine, s'est tenue dans l'Hôtel des Sociétés Savantes. M. Anatole France présidait.

inspira aux travailleurs une organisation défensive contre laquelle se briseront désormais tous les efforts de la réaction, on vit les fonctionnaires et les employés de l'État, et ceux qui tiennent la plume et ceux qui manient la pioche, se jeter d'un élan unanime dans la voie libératrice et montrer, en s'associant entre eux et en se rapprochant des prolétaires, qu'ils cherchaient dans la fraternité sociale les garanties de leur propre indépendance.

Le fédéralisme administratif, opposé au fédéralisme régional, a inspiré à un excellent esprit, versé dans l'étude et la pratique des lois, une réflexion profonde, digne de toute votre attention.

La voici telle qu'elle se trouve dans la *Revue socialiste* de janvier 1906 :

« Si toutes les tentatives faites pour briser le joug médiocre de l'État centralisé ont jusqu'à ce jour lamentablement échoué, c'est que la question a été mal posée. Libéraux et républicains, trop exclusivement préoccupés des apparences politiques, n'ont pas vu qu'ils allaient à l'encontre du processus économique moderne en réclamant des libertés locales, là où il n'y avait pas organisation professionnelle.

« La solidarité la plus proche, la plus impérieuse, c'est celle qui lie entre eux ceux qui exercent une même profession. Celle-là, c'est le syndicat qui l'exprime. Ce qui nous intéresse le plus, c'est de défendre nos moyens d'existence, de protéger le travail qui nous assure la vie. Cela c'est le syndicat qui le permet. »

Ainsi s'exprime Paul Boncour, esquissant en quelques lignes la théorie de la liberté par le syndicalisme et la fédération.

Instituteurs, ce sera votre éternel honneur d'avoir pris la plus grande part à cet harmonieux effort, d'avoir organisé le prolétariat de l'école et d'avoir tendu la main au prolétariat des bureaux, des octrois et des routes.

Vous avez agi avec énergie et méthode. Vos Amicales furent, comme la liberté, en naissant, invincibles. Vous n'aviez pas à les défendre contre les prétentions du pouvoir. Au contraire, c'était aux *Amicales* que les ministres demandaient secours à l'heure du combat. Il apparaissait bien, dès l'origine, que vos associations tendaient à devenir un syndicat. Et l'État ne songeait nullement à combattre vos desseins, à borner vos espérances. Il ne parlait point de vous interdire le bénéfice de cette loi de 1884 que la ténacité d'un grand juriste, a-t-on dit, enfonça comme un coin dans l'individualisme oppresseur des codes napoléoniens.

Depuis lors, on a changé de ministres. Ceux d'à présent ne vous regardent peut-être pas d'un œil aussi favorable. Du moins ne sont-ils point d'accord entre eux à votre sujet. M. Rouvier vous exclut violemment du droit syndical et M. Dubief vous y admet pour cette raison excellente que vous ne détenez aucune partie de la puissance publique, contrairement, dit-on, aux facteurs qui ont le droit de dresser procès-verbal !

Il n'importe. Ces ministres-là passeront aussi. Et vous demeurerez. Vous ne vous lasserez pas de réclamer la capacité syndicale pleine et entière. La capacité syndicale peut seule vous affranchir de la tutelle des bureaux. Vous ne le savez que trop: la direction de l'enseignement primaire est aux mains des politiciens qui nomment et révoquent les instituteurs, par le moyen des préfets.

« Quelle confiance, demande douloureusement l'un des vôtres, le citoyen Glay, quelle confiance pouvons-nous avoir dans une administration qui avoue très sincèrement qu'elle ne peut pas administrer ? »

Citoyens instituteurs, vous vous faites du syndicalisme l'idée la plus haute. Vous ne considérez pas seulement que cette institution vous fournira les moyens de défendre vos intérêts professionnels. Vous y recherchez surtout des avantages d'ordre public.

« Les syndicats, est-il dit dans votre manifeste, doivent rendre profitable à la collectivité la fonction sociale que ses membres remplissent.

« Les syndicats doivent se préparer à constituer les cadres des futures organisations autonomes auxquelles l'État remettra le soin d'assurer sous son contrôle et sous leur contrôle réciproque les services progressivement socialisés. »

C'est avec cette hauteur de vues et cette générosité que vous demandez à appartenir effectivement à la Confédération générale du travail.

Vous voulez entrer, à titre d'instituteurs, dans les bourses du travail. Et vous avez raison. Parce que les bourses du travail sont les organes nécessaires de la classe ouvrière et que le droit et le devoir des travailleurs organisés est d'en faire partie.

Vous savez d'avance, Citoyens, quelle opposition vos desseins rencontreront de la part des défenseurs de l'ordre actuel. Je devrais dire du désordre actuel. Les employés de l'État syndiqués et fédérés, s'écrient les journaux conservateurs, c'est le pouvoir, c'est la volonté nationale répartie entre de grandes associations, constituées à l'instar de ces grands corps de l'ancien régime, contre lesquels l'absolutisme royal avait lutté vainement durant plusieurs siècles et qu'il a fallu frapper à coups de révolutions.

Et voilà nos libéraux bourgeois, nos hommes de 89, partis en guerre contre les parlements corporatifs.

Pour nous, socialistes, qui croyons que les services publics doivent être autonomes, et qui demandons que l'exploitation en soit remise aux mains des corporations pour que celles-ci les exploitent en toute indépendance, sous la surveillance de l'État, nous vous suivrons jusqu'au bout de votre magnifique effort.

Que fut l'État jusqu'ici ? Une direction.

Que doit-il être ? Un contrôle.

Il est de principe parmi les nôtres que l'avancement des fonctionnaires, leur déplacement, leur traitement soient débattus entre leurs délégués et

leurs chefs hiérarchiques, comme le salaire d'un ouvrier d'usine est débattu entre son syndicat et son patron.

Et quels mauvais prétextes on allègue pour vous dénier la capacité syndicale. On va jusqu'à dire que vous en pourriez user pour vous mettre en grève, comme si (à supposer que le droit de grève découle de la capacité syndicale) vous ne jugiez pas tous unanimement que votre devoir, dans les grèves qui se produiront d'année en année plus vastes et plus fréquentes, sera de garder avec sollicitude les enfants des prolétaires.

Citoyens instituteurs,

Par votre action qui se combine avec l'action du prolétariat tout entier, les forces éparses se réunissent, une pensée commune les anime, et bientôt à la vieille loi de l'arbitraire et de l'autorité brutale succédera la loi nouvelle, la douce loi d'harmonie, la loi de solidarité féconde.

Saluons le syndicat des instituteurs.



**Dépêche lue
à la troisième conférence internationale
de Londres en faveur de l'Arménie,
le 23 février 1906.**

Je vous prie d'affirmer notre communion avec le noble peuple anglais pour la défense des Arméniens, des Macédoniens en qui sont violés, malgré les traités, tous les droits humains.

Je porte la santé du très illustre et très vénéré James Bryce.

ANATOLE FRANCE.



NOTE. — Cette conférence eut lieu au Westminster Palace Hotel, sous la présidence de M. d'Estournelles de Constant.

Discours prononcé à la réunion organisée en l'honneur de Theophilo Braga, le 24 février 1906.

Citoyennes, Citoyens,



Cette réunion a été organisée par la Société des Études portugaises, avec le concours de l'Association générale des étudiants, de la Société positiviste d'enseignement et des Universités populaires. Je dois des remerciements très respectueux à ceux qui m'ont élevé à la présidence de cette fête : aux positivistes qui savent que je ne suis pas des leurs, mais qui savent aussi l'estime que je leur porte et qui surtout n'ignorent pas qu'on peut, sans être positiviste, tenir Auguste Comte pour la plus

NOTE. — Cette réunion, organisée par la Société des Études Portugaises de Paris, avec le concours de la Société positiviste d'Enseignement, de l'Association générale des Étudiants, et des Universités populaires, pour le jubilé intellectuel de Theophilo Braga, eut lieu dans la salle de la Société de Géographie. M. Anatole France présidait, assisté de MM. le général André, Xavier de Carvalho, Émile Corra, Bartholomeu Ferreira, conseiller de la Légation de Portugal, représentant le ministre, Maxime Formont, Louis Havet, Auguste Keufer, Paul Painlevé, Édouard Pelletan, Jean Psichari et Gabriel Séailles.

puissante intelligence philosophique du XIXe siècle. Je dois des remerciements à l'Association générale des étudiants, pour laquelle je sens la plus vive et la plus tendre sympathie. Je crains seulement que les étudiants ne me trouvent trop jeune. Qu'ils m'excusent. Ils atteindront à leur tour l'âge où les esprits sereins rencontrent, dans le calme et la liberté, leur fontaine de Jouvence. Je dois enfin des remerciements à la Société des Études portugaises qui, célébrant les noces d'or d'un savant avec la Muse, a permis qu'un fidèle serviteur de la Muse présidât à cette auguste cérémonie.

Braga est poète dans un peuple de poètes. Il est aussi philosophe, critique, jurisconsulte et toujours uni à la Muse, car la Muse, chez les modernes, s'appelle Encyclopédie.

Theophilo Braga, comme on l'a dit, est l'homme des grandes tâches. Poète, il chanta l'épopée humaine en quarante mille vers; critique, il écrivit l'histoire de la littérature portugaise en trente-deux volumes.

Il est le fondateur de l'École dite de Coïmbre qui procède à la réforme intellectuelle par la philosophie positive. Comment il a interprété et développé la doctrine d'Auguste Comte, c'est ce qu'Émile Corra va nous apprendre. Je veux seulement marquer les deux traits caractéristiques de cet esprit qui exerce dans son pays un puissant empire sur les intelligences. Theophilo Braga est libre penseur et républicain.

Qu'il reçoive par ma bouche le salut des républicains et des libres penseurs de France. M. Maxime

Formont et le généreux promoteur de cette fête, M. Xavier de Carvalho, vous diront comment aux plus hautes facultés de l'esprit Theophilo Braga unit les plus belles qualités du cœur.

Il fit connaître, comprendre, admirer dans son pays la pensée française. Il aima la France en Diderot, en Michelet, en Auguste Comte. Qu'à notre tour nous connaissions, nous aimions en Theophilo Braga la grande famille de langue portugaise.

Et ce n'est pas assez ; connaissons, aimons ce peuple portugais, ce peuple brésilien, dont Braga est, à cette heure, plus que tout autre, la lumière et la conscience. De tout temps, sans doute, un commerce d'esprit s'est formé entre les peuples. Les littératures nationales se sont toutes les unes les autres pénétrées et mêlées. Les chants ont traversé les airs et les philosophies franchi les frontières. C'est ainsi, pour prendre un exemple dans le sujet même de notre réunion, que la poésie portugaise, à son origine, s'est pénétrée de poésie provençale et italienne.

Mais, dans l'état présent de la civilisation et au point où nous sommes parvenus de l'organisation des sociétés, il ne suffit plus que les peuples échangent entre eux la fleur de leurs langages et l'essence de leurs pensées. Il faut encore, et ce sera l'œuvre de ce siècle, il faut encore qu'ils échangent, autant que les produits de leur sol et de leur industrie, leurs pensées intimes sur le travail et la vie. Il faut que les prolétaires de l'Europe et du monde instituent la puissante communauté de leurs craintes, de leurs

espérances et de leurs desseins. Il faut que, en même temps que les cerveaux des peuples correspondent, leurs entrailles s'émeuvent dans une mutuelle sympathie. Et c'est pour cela que nous avons voulu que le prolétariat fût représenté à cette fête intellectuelle et qu'Auguste Keufer, le secrétaire de la Fédération du Livre, y prît la parole. Il faut aux vieilles rivalités des princes substituer l'union des travailleurs et créer pour les peuples, par les peuples, l'amitié réciproque des patries.

Les patries ! Gardons, respectons, soutenons ces organisations nationales qui sont pour nous, en l'état actuel de l'humanité, les formes nécessaires de la vie sociale. Songeons que la désagrégation des peuples de liberté, la déchéance des nations intellectuelles améneraient bientôt un régime d'autocratie barbare sur l'Europe latine, loin de préparer l'union des peuples libérés.

Les patries doivent entrer, non pas mortes, mais vivantes dans la Fédération universelle. C'est par la vertu des peuples fidèles à leur génie, respectueux des autres peuples, respectueux d'eux-mêmes, que se réalisera un jour le rêve du vieux prophète d'Israël : La maison d'Iaveh sera établie sur le sommet des montagnes et s'élèvera au-dessus des collines. Alors toutes les nations s'y rendront ; les peuples innombrables la visiteront, disant : « Montons à la montagne d'Iaveh, afin qu'il nous enseigne ses voies et que nous marchions dans ses sentiers ». Iaveh jugera entre les nations. Il jugera entre les peuples

innombrables. De leurs épées, ils forgeront des hoyaux et de leurs lances, des faucilles.

Ce jour, quand il se lèvera, qu'il trouve la France n'ayant perdu ni son nom, ni le souvenir d'elle-même, ni sa puissance, ni son génie. Qu'il la trouve debout, le front ceint de la couronne d'olivier, armée et vêtue de justice et d'intelligence, fière d'être une bonne ouvrière et jalouse seulement de n'être devancée par aucune de ses sœurs sur les cimes radieuses de la concorde et de la paix.



TABLE ONOMASTIQUE

TABLE ONOMASTIQUE

Les volumes sont indiqués par des chiffres romains ; les pages par des chiffres arabes.

C

D

Q

R

S

T

V



ERRATA

TOME I

Page 42, *au lieu de* Davin Caderouke
lisez Davin de Caderousse.

Page 43, *au lieu de* Michel Friburger
lisez Martin Friburger.

Page 43, *au lieu de* Martin Crantz
lisez Michel Crantz.

TOME III

Page 18, *au lieu de* Alexeïef
lisez Alexeïeff.



TABLE DES MATIÈRES

ET DES GRAVURES

DES

TROIS VOLUMES

PREMIER VOLUME

(Du 28 Novembre 1898 au 18 Mai 1902).



DEUXIÈME VOLUME

(Du 5 Octobre 1902 au 19 Décembre 1904).



TROISIÈME VOLUME

(Du 20 Décembre 1904 au 24 Février 1906).



